21e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - MARS 1978

N° 76

Le numéro : 8 F - Belgique : 80 FB - Italie : 1.400 Lires - Suisse : 5 FS - Portugal : 40 esc.
Price per copy : U.K. : 80 p. - U.S. and Canada : $ 1.50

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain** 1

L'AFRIQUE, PROIE DES IMPERIALISMES

- **Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique** 23
- **I - La lutte pour les marchés africains** 27

- **La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale. - V. De la crise de 1923-24 à celle de 1925-26** 53
- **Fastes de la domination impérialiste** 68
  Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ? — Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord
- **Notes de lecture** 76
  Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. — Les contorsionnistes du PCF Circus

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Sur la voie du parti «compact et puissant» de demain

Dans notre conception, le parti de classe ne peut naître que sur la base d'un ensemble complet de positions théoriques et programmatiques, et d'orientations tactiques. Ce patrimoine est évidemment *nécessaire* au parti pour lui assurer d'être présent au rendez-vous historique avec le mouvement réel lorsque celui-ci éclatera sous la poussée de déterminations matérielles ; mais ce serait une erreur mécaniste et fataliste de croire qu'il soit *suffisant*. A l'inverse, il serait tout aussi faux, et pour tout dire idéaliste et spontanéiste, de considérer qu'on ne pourra parler de parti *au sens strict* qu'une fois que le mouvement réel aura rassemblé autour de lui un nombre appréciable de prolétaires, et qu'une série de forces et de courants politiques partis de positions divergentes ou opposées auront convergé sur la plate-forme politique et programmatique qu'il défend à contre-courant. La première erreur paralyse les efforts du parti pour devenir un facteur et non plus seulement un *produit* de l'histoire, pour devenir ce « parti compact et puissant » qu'il *ne peut pas être à sa naissance*. La seconde renvoie la naissance même du parti à un futur indéterminé, la fait découler de facteurs *impondérables* et *indépendants* de notre action, et réduit celle-ci à « apporter la lumière dans les ténèbres ». L'une et l'autre concourent à priver la classe de l'organe qui doit la guider sur le chemin de la conquête du pouvoir, et qui n'est à même de le faire que si, même dans les périodes les plus stériles et négatives, il a non seulement revendiqué mais aussi accompli, dans la mesure où c'était en son pouvoir, toutes les activités propres au parti révolutionnaire de classe dans les périodes favorables et fécondes. L'une et l'autre ne sont pas de simples « déviations » par rapport à nos « thèses caractéristiques » : elles traduisent le passage à d'*autres* thèses, le choix d'un chemin *différent*.

Ces dernières années, nous avons consacré une large place à la critique de la première de ces erreurs. Il est important de combattre

la seconde, et nous pensons que la meilleure façon de le faire est de remonter aux origines lointaines et proches de notre constitution en parti.

La « lettre à Korsch »

En novembre 1926, Amadeo Bordiga répondait à Karl Korsch qui, au nom d'un petit courant « de gauche » qui venait de se constituer dans le Parti Communiste d'Allemagne, l'invitait à prendre la tête d'une opposition internationale au stalinisme au sein du Komintern. De cette lettre nous ne retiendrons ici ni le jugement porté sur l'Opposition Unifiée en Russie (1), ni les perspectives de lutte dans les rangs de l'Internationale Communiste, perspectives qu'on croyait alors plus favorables, à long terme sinon dans l'immédiat, qu'elles ne se sont révélées par la suite. Ce qui nous intéresse, c'est la façon de poser les conditions nécessaires pour la naissance d'un tel courant d'opposition, qu'on l'ait envisagé comme l'instrument d'une régénération possible du Komintern, ou comme l'embryon éventuel de la nouvelle et future Internationale, c'est-à-dire du parti de classe à l'échelle mondiale.

L'invitation était adressée à *notre* courant, et elle n'était pas le fait d'une aile *quelconque* du mouvement ouvrier européen ; elle ne venait pas du conseillisme des Gorter et Pannekoek, ou de l'anarcho-syndicalisme des Rosmer et Souvarine, c'est-à-dire de courants que les circonstances avaient rapprochés de l'Internationale en 1919-1921 mais qui étaient restés plus ou moins longtemps en son sein comme des corps étrangers ; ni même de ce guépier de la « contestation » instable et éclectique, alternativement « de gauche » ou « de droite » au gré des événements, représenté par Maslow et Fischer. Elle nous était adressée (et c'est pourquoi une réponse était à la fois nécessaire et *possible)* par *le seul* courant qui *dans cette situation* avait exprimé *dans* l'Internationale des positions tactiques analogues aux positions constamment défendues par la gauche du PC d'Italie dans les grands débats de Moscou ; un courant qui convergeait donc sur une plateforme *tendanciellement* proche de la nôtre, aussi bien par l'appartenance à une matrice théorique commune que par l'élaboration d'orientations tactiques analogues.

Dans sa réponse, Bordiga n'exclut nullement la possibilité, *en théorie,* de la convergence des deux courants *à un certain stade.* Mais cette possibilité ne l'empêche pas de juger *prématurée,* du point de vue des principes comme du point de vue de la situation, la tentative de constituer une opposition internationale de gauche ayant une existence réelle, ni épisodique, ni évanescente. Non pas qu'une telle oppo-

(1) Voir à ce sujet « La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale », *Programme Communiste* nº 68, octobre 1975, p. 27 et suivantes.

sition n'eût pas été souhaitable : l'échange de lettres avec Korsch a lieu alors que l'Opposition Unifiée en Russie mène son combat décisif, et malgré toutes les divergences sur l'orientation donnée à l'Internationale et sur la façon de la diriger, tous les marxistes révolutionnaires devaient l'appuyer à fond. Mais si on devait tirer une leçon (ou, pour nous, une confirmation) de la brève existence de la III[e] Internationale, c'était précisément qu'on ne pouvait pas construire le parti mondial *unique* de la révolution prolétarienne sur la base fragile d'un « *bloc d'oppositions* » *locales ou nationales*, rapprochées seulement par les « *suggestions de la situation objective* » : on ne pouvait le construire *(ou le reconstruire)* que si on se fixait comme objectif prioritaire et imprescriptible — même s'il fallait pour cela aller à contre-courant des manifestations immédiates du « mouvement réel » — « *de construire une ligne de gauche qui soit vraiment générale et non occasionnelle, qui se relie à elle-même à travers les phases et les développements de situations éloignées dans le temps et différentes les unes des autres, en les affrontant toutes sur le terrain révolutionnaire adéquat* », sans pour autant « *ignorer en rien leurs caractères distinctifs objectifs* » (2). Et on ne pouvait atteindre cet objectif — comme Lénine l'avait fait devant l'effondrement de la II[e] Internationale et comme notre courant s'était efforcé de le faire dans un cadre plus modeste — qu'à la condition de rétablir les piliers de la doctrine marxiste dans leur intégralité, et de fonder sur eux le bilan du mouvement ouvrier avec ses hauts et ses bas, et jusqu'aux manifestations les plus récentes et les plus dramatiques.

L'adhésion de partis ou de morceaux de partis ci-devant socialistes à l'Internationale de Moscou en 1919-21 ne s'était pas produite comme l'aboutissement naturel de l'élaboration d'une « ligne de gauche générale et non occasionnelle » anticipant largement sur le mouvement objectif : elle s'était faite au contraire *à la remorque* de ce dernier. Et la tentative de Lénine de combler le retard pris sur les poussées objectives du premier après-guerre par leur encadrement « subjectif », en rassemblant d'abord matériellement les différents groupes dans l'Internationale pour « *ensuite seulement les fondre de façon homogène à la chaleur de la révolution russe* » *(3)*, cette tentative avait « *en grande partie* » échoué (4).

---

(2) Lettre d'A. Bordiga à K. Korsch, 28 octobre 1926, publiée en français dans *Programme Communiste* n° 68.

(3) *Ibid.*

(4) Cette tentative découlait de conditions matérielles objectives. En elle-même, contrairement à ce qu'on a prétendu de divers côtés, elle n'était pas volontariste : même la scission de Livourne de 1921 n'a pu faire abstraction de ces conditions matérielles puisque le Parti Communiste d'Italie auquel elle a donné naissance comprenait par la force des choses une aile « gramscienne » qu'on ne peut certainement pas qualifier de marxiste (voir sur ce sujet « Gramsci, L'Ordine Nuovo et Il Soviet », *Programme Communiste* n[os] 71, 72 et 74). Le germe des reculs ultérieurs n'était donc pas dans la tentative elle-même, mais dans le fait de ne pas lui avoir fixé des limites rigoureuses. Voilà ce que nous avons affirmé dès 1920.

En 1926, la « chaleur » d'Octobre s'était dissipée ; et le premier devoir de ceux qui voulaient sincèrement opposer une digue internationale de gauche au stalinisme, sans exclure qu'elle puisse constituer la base d'une renaissance de l'Internationale mais sans non plus l'affirmer *a priori* comme les impatients « créateurs de parti » en chambre, était de faire précisément ce que l'énorme majorité des partis, groupes et fractions accourus six ou sept ans auparavant à Moscou pour frapper à la porte du Komintern *n'avaient pas fait* par rapport à leur passé. Le cycle historique en train de s'achever fournissait les matériaux d'un tel bilan, à condition de le reprendre *depuis son début.* Loin de partir de l'appréciation immédiate de la situation pour en tirer les éléments d'une ligne forcément occasionnelle, il fallait procéder *précisément à l'inverse :* il fallait tirer une ligne *non occasionnelle* d'un bilan critique *général* du mouvement ouvrier, en se penchant sur les « *déficiences initiales — non pas sur le plan théorique, mais sur le plan de la tactique, de l'organisation, de la discipline — qui* [*avaient*] *fait que la III*e *Internationale* [*était*] *elle aussi susceptible de connaître des dangers de dégénérescence* » (5), et qui étaient en train d'exposer à des dangers analogues et toujours plus menaçants la dictature du prolétariat en Russie elle-même.

Ce *travail d'élaboration « spontané »*, c'est-à-dire non bloqué par des regroupements *préalables* de forces hétérogènes, et développé sur la base d'un bilan *global* du passé, notre courant n'y invitait pas « le mouvement en général », ni *n'importe quelle* opposition de gauche de la IIIe Internationale. Il n'y appelait que les courants que la situation cruciale des années 1926-27 semblait rapprocher autour d'une perspective plus sérieuse, plus profonde et plus radicale que le dénominateur commun *négatif* de l'opposition au stalinisme. Et il demandait à chacun d'accomplir son devoir dans ce sens en apportant sa contribution, non seulement en formulations théoriques mais aussi en expériences vécues dans son propre champ d'action historico-géographique, à la meilleure résolution des problèmes d'orientation générale qui étaient *restés sans solution.* C'est seulement l'aboutissement de ce travail qui montrerait si les tourments de ces années catastrophiques pouvaient ou non donner naissance à un nouvel organisme doté de la qualité essentielle qui avait manqué à l'Internationale Communiste : l'homogénéité d'origine, d'orientation, d'organisation, et donc la continuité d'action dans l'espace et dans le temps.

Mais en posant ainsi le problème, de façon rigoureusement déterministe et non volontariste, on posait en même temps les conditions d'une *inévitable sélection.* Si en 1926 Bordiga n'oppose pas un refus *a priori* à l'invitation du *militant* Korsch, il envisage la possibilité d'une rencontre avec son *courant* avec une réserve non dissimulée : c'est qu'il prévoit avec certitude que, *sur leurs bases actuelles,* les forces opposées au stalinisme suivront le cours dicté par leur passé

(5) Lettre de Bordiga à Korsch, *op. cit.*

et par leurs doctrines. Et de fait, l'opposition trotskyste soutiendra une courageuse bataille d'arrière-garde, mais ne réussira pas à se détacher suffisamment du gros de l'armée en déroute pour « *rejeter clairement les éléments dissolvants de la tactique « manœuvrière » faussement définie comme bolchévique et léniniste* » (6) ; l'opposition allemande, maigre et éphémère, reprendra les oscillations funestes d'un pôle à l'autre qui avaient caractérisé depuis le début sa ligne dictée uniquement par les circonstances successives du moment (ce que nous appelons le *contingentisme immédiatiste* du KPD) et achèvera sa trajectoire cahotique dans le giron de la démocratie. En essayant de répondre à la question qui se posait dès 1926 et qui devait tant peser sur les décennies ultérieures — « *Où va la Russie ?* » — la première restait enfermée dans la formule de l'Etat ouvrier dégénéré, la seconde était incapable de dépasser celle de l' « appareil dictatorial de pouvoir » correspondant soi-disant à la « nature bourgeoise » d'Octobre : et elles tiraient l'une et l'autre les conséquences stratégiques et tactiques qui découlaient inéluctablement de leurs positions respectives. Bien que de façons différentes, elles *suivront* toutes les deux le mouvement réel dans sa phase de reflux, au lieu de s'affirmer comme sa *conscience critique* et de se préparer ainsi à prendre sa direction dans la phase de remontée, aussi éloignée soit-elle.

Au cours de son histoire (une histoire dont, malgré ses limites *objectives*, la « Fraction de gauche à l'étranger » fait partie comme nous allons le voir) notre courant a pu atteindre cette conscience critique, grâce à la continuité de sa bataille pour défendre une « *ligne vraiment générale et non occasionnelle* », et grâce à l'application rigoureuse de la méthode marxiste à l'analyse de la contre-révolution en Russie et dans le monde. C'est parce qu'il l'avait atteinte qu'il a pu 25 ans plus tard se constituer en conscience critique *organisée*, en *corps militant agissant*, en *Parti ;* nous verrons dans quelles conditions et sur quelle base, mais nous pouvons dire d'emblée que ce *n'est pas* porté par un mouvement ascendant, mais au contraire en *le précédant* de loin. Aujourd'hui (et demain) comme hier il faut poursuivre ce travail, « *préparer le véritable parti, à la fois sain et efficace, pour l'époque historique où les infâmies de la société contemporaine pousseront à nouveau les masses insurgées à l'avant-garde de l'histoire* » (7), préparer le parti « *compact et puissant, organe indispensable de la révolution* », que nous ne sommes pas encore. Cette préparation ne peut pas se faire dans le cadre des deux fausses visions que nous avons évoquées en commençant cet article. Elle ne peut se faire que sur la base du *bloc unitaire* des positions théoriques, programmatiques et

(6) La formulation est tirée de notre texte de 1946 *Eléments d'orientation marxiste*, repris en brochure en français aux Editions Programme Communiste.

(7) « Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du Parti communiste mondial », 1966. Voir notre brochure *Défense de la continuité du programme communiste*, p. 218.

tactiques reconstitué par le petit, par le « microscopique » parti de 1951-52 ou d'aujourd'hui, et elle ne peut se faire *que dans ses rangs.*

C'est donc une erreur de croire que la lettre de Bordiga à Korsch s'en remettait, pour constituer une opposition internationale de gauche dans le Komintern, au cours général de la lutte et des expériences prolétariennes, en attendant qu'il fasse mûrir le besoin et la possibilité d'une autre organisation, et à la limite du parti. En réalité, elle faisait dépendre cette perspective de la capacité des courants d'opposition au stalinisme apparus dans l'Internationale Communiste de parvenir à un bilan *général* du passé et du présent, en partant chacun de ses propres prémisses idéologiques et non en s'unissant sur la base de positions partielles et circonstancielles ; un bilan général que la classe *ne peut jamais* tirer par ses propres forces, même si elle en fournit les éléments, et auquel on n'arrive, dans les tournants décisifs de l'histoire, qu'à la condition d'aller *à contre-courant* du mouvement réel.

Au moment où la lettre fut écrite, nous pensions tous qu'en Russie la partie n'était pas encore perdue : il ne fallait pas « vouloir la scission » des partis ni de l'Internationale. Il fallait se demander *pourquoi* les partis, l'Internationale et la dictature prolétarienne victorieuse avaient pu dégénérer, en cherchant la réponse à cette question non *en dehors* des thèses sur lesquelles s'était constitué le Komintern mais *dans ces thèses*, c'est-à-dire dans le bloc unitaire de la doctrine marxiste. Quelques mois suffiront pour montrer qu'*aucun* des courants de la « gauche communiste » n'avait la force de le faire. Non seulement il leur manquait le solide bagage théorique indispensable pour ne pas se précipiter dans des déductions spontanéistes, immédiatistes, anti-parti et anti-dictature, bref, démocratiques, mais ils ont *suivi* le mouvement dans son cours objectif au jour le jour. Alors qu'ils auraient dû être sa *force critique* ils n'ont fait que le refléter, fût-ce de manière inversée.

D'autre part, il s'est avéré que la partie qu'on croyait encore en jeu était déjà perdue, et irrévocablement. Au cours du tournant des années 30, le problème s'est donc progressivement déplacé : il s'agissait au départ de se battre au sein de l'Internationale pour la faire renaître sur ses propres bases constitutives à la lumière du bilan critique de leur abandon progressif ; il s'agira alors d'œuvrer *en dehors* de l'organisation putréfiée et *contre* elle, en vue de la reconstitution *ex novo* du parti communiste mondial.

La Fraction à l'étranger

Le mérite de notre Fraction à l'étranger entre 1928 et 1940 a été de résister, dans ce domaine comme dans d'autres, sur des positions qui ne pouvaient être qu'à contre-courant. Il n'est pas vrai qu'elle ait opposé un refus de principe *a priori* aux diverses mains qu'on lui tendait, celle de Trotsky en particulier. Ce qu'elle repoussait — et

elle avait mille fois raison — c'était un processus *d'agrégation* (dirait-on aujourd'hui) de forces et de courants hétérogènes, rapprochés seulement par le facteur *négatif* de l'opposition au stalinisme, qu'ils interprétaient d'ailleurs d'autant de façons différentes selon leurs diverses matrices idéologiques ; de courants incapables de se détacher du cadre forcément restreint des problèmes que l'Opposition russe avait dû affronter, pour atteindre une vision d'ensemble de ceux qui se posaient à *tout* le mouvement communiste international, qui plongeaient leurs racines dans un terrain plus vaste, en tout cas plus complexe, et qui ne concernaient pas seulement le présent mais aussi le passé.

Ce qu'elle repoussait, c'était la prétention de redresser ou, ensuite, de reconstruire l'Internationale non seulement avec les matériaux d'un mouvement qui n'avait plus en lui-même aucune capacité de récupération, mais avec ceux de mouvements que Trotsky lui-même avait jugés et condamnés, en plein accord avec nous, comme *intrinsèquement* morts pour la cause du communisme révolutionnaire : les partis sociaux-démocrates, qu'on voulait récupérer en partie par l' « entrisme ». Ce qu'elle a défendu tenacement, c'est au contraire la nécessité de recommencer depuis le début, de ne céder ni aux suggestions d'un volontarisme généreux jusqu'à l'héroïsme mais coupé d'une appréciation matérialiste des rapports de force, ni aux *apparences* de *renaissance* subjective d'un mouvement objectivement engagé dans une *agonie* tourmentée.

Trotsky voulait dans les années 1930 reconstruire l'Internationale non seulement comme si on s'était trouvé à l'échelle mondiale dans une situation de montée révolutionnaire semblable à celle des années 1918-20, mais en *accentuant* les erreurs de tactique et d'organisation qui avaient été faites à l'époque dans la perspective de fondre des courants hétérogènes au feu de la révolution. L'*immaturité* qui, comme nous l'avons dit constamment, condamnait inexorablement sa généreuse tentative à l'échec, avait cependant une autre implication, que la Fraction n'a pas aperçue, et qu'elle *ne pouvait pas* apercevoir. Revendiquer aujourd'hui la continuité que la Fraction a réussi, grâce à une splendide bataille, à maintenir fermement, en rejetant les mille expédients grâce auxquels les autres oppositions s'imaginaient pouvoir échapper plus rapidement à l'étau de la contre-révolution montante, signifie également comprendre les raisons *matérielles* pour lesquelles la Fraction nous a aussi légué, à côté de tant de valeurs positives, des éléments *caducs*. Le fait est que les « leçons des contre-révolutions » (comme nous dirons par la suite) *ne peuvent pas* être tirées à *n'importe quel moment*, en particulier pas au moment où on se dégage à peine d'une défaite qui ne semble pas encore consommée, et dont on ressent forcément les reflets, y compris sur le plan idéologique. « Apprendre de la contre-révolution », cela signifie *pouvoir* comprendre que non seulement elle n'invalide pas, mais qu'elle confirme *en tout* et *totalement* la doctrine, l'arme avec laquelle on était entré en lice pour battre l'ennemi et non pour être battu par lui ; comprendre que pour

préparer la reprise il ne s'agit pas de chercher des défauts dans ses propres armes théoriques et programmatiques, mais au contraire de redécouvrir sur *tous* les points leur force et leur puissance, et de se référer à elles comme à un bloc monolithique pour repartir de l'avant. Or cela, on ne peut y arriver tout de suite, mais seulement *après* que la force dominante dans la contre-révolution (qui, à l'époque, portait encore le nom relativement anodin de « centrisme ») ait parcouru sa trajectoire jusqu'au bout, qu'elle se soit révélée ouvertement comme pilier « de gauche » de l'ordre établi en tombant dans un abîme dans lequel elle a entraîné — malheureusement, mais c'est la loi de l'histoire — *l'immense majorité de la classe.* C'est seulement *à ce moment* qu'on peut le faire, mais cela signifie qu'on peut le faire *bien avant que puisse s'annoncer une remontée du mouvement réel de la classe retrouvant ses positions propres.* On ne peut le faire plus tôt, parce que ce n'est qu'alors que sont créées les conditions permettant à un noyau parfois extrêmement restreint de militants (rappelons que Marx et Engels ont dû former pendant des années un « parti à deux ») de se détacher de l'armée en déroute pour arriver, en reprenant les armes *d'origine* à l'exclusion de toute autre, à la compréhension complète des *causes* de la défaite en même temps que des *conditions* d'une future offensive.

L'impossibilité de briser, pour ainsi dire, le cercle subjectif de la contre-révolution, a conduit la Fraction à certains lâchages, comme par exemple dans la question nationale et coloniale ; ou encore à propos de la Russie, non tant dans l'appréciation de *ce* qu'elle était *devenue,* que dans la recherche d'une voie différente de celle des bolchéviks dans l'exercice de la dictature et dans le recours à la NEP, une voie qui empêcherait à l'avenir une répétition de la catastrophe de 1926-27 ; et aussi, en un certain sens, dans la question du parti ou de l'Internationale. Alors que Trotsky jugeait la situation mûre pour sa reconstruction parce qu'il croyait que le *sens d'évolution* du mouvement réel était *déjà* en train de *se renverser,* la Fraction pensait que ce renversement ne serait provoqué que par l'approche de la deuxième boucherie impérialiste, ou en réaction contre celle-ci ; mais bien que partie d'une hypothèse si différente de celle de Trotsky, elle attendait elle aussi cette reconstruction du retour en force des grandes masses sur le terrain de l'affrontement direct avec l'ennemi.

Ainsi, l'article intitulé « *Vers l'Internationale deux et trois quarts... ?* » paru dans le n° 1 de la revue *Bilan,* organe théorique mensuel de la Fraction (8), est fondamental parce qu'il critique le velléitarisme trotskyste et réaffirme en termes vigoureusement dialectiques la nécessité d'asseoir la reconstruction du Parti et de l'Internationale sur un *bilan historique,* tâche à laquelle tous les

(8) *Bilan* n° 1, novembre 1933.

courants de gauche n'étaient absolument pas préparés ; mais il pose ensuite comme *seconde* condition de la renaissance du parti « *l'éclosion de mouvements révolutionnaires* » qui, renversant « *le système des rapports de classe tel qu'il s'est constitué lors de la victoire de l'opportunisme* », permette « *à la fraction de reprendre la direction des luttes vers l'insurrection* » (p. 19). Et, plus loin : « *les fractions de gauche ne pourront se transformer en parti que lorsque les antagonismes entre la position du parti dégénéré et la position du prolétariat menacent tout le système des rapports de classe déterminé par la victoire du centrisme au sein des partis* [*communistes*] » (p. 21). Des passages de ce genre nourrissent évidemment les spéculations de ceux qui, tel le groupe *Révolution internationale,* théorisent aujourd'hui comme inévitable la dégénérescence opportuniste de tout parti de classe qui prétend se constituer avant la vague révolutionnaire future, et qui, en attendant cette vague et sous prétexte de « bilan » préliminaire à la renaissance du parti formel, se livrent à une révision complète des Thèses constitutives de l'Internationale. Pour nous, l'erreur de la Fraction n'était pas tant de croire que la victoire de l'opportunisme dans les partis du Komintern (qui en réalité était déjà mort) allait déchaîner *en leur sein,* ou encore dans la classe *en général,* une réaction violente, déterminée par le renversement des rapports parti-prolétariat ; ni d'attendre du cataclysme de la deuxième guerre mondiale l'explosion du mouvement révolutionnaire. C'étaient là, tout au plus, des appréciations excessivement optimistes, auxquelles il était d'ailleurs très difficile d'échapper dans le vif de ce cycle historique au cours impétueux. L'erreur, c'était de faire coïncider la *naissance* du Parti et sa *rencontre* avec la classe ; d'identifier le processus de sa *formation* avec celui de la *conquête d'une influence décisive* sur le prolétariat et même avec la *prise de la direction* de la lutte pour le pouvoir. Nous avons dit plus haut que le Parti de classe ne pouvait se reconstituer *qu'après* l'achèvement de la trajectoire de dégénérescence de l'Internationale, et avant que le prolétariat ne remonte de l'abîme où il était lui aussi tombé. Il faut ajouter que cette renaissance devait *nécessairement,* comme c'est *toujours* le cas, *précéder* cette remontée du prolétariat.

Il peut certes arriver, par suite d'un enchaînement de circonstances indépendant de toute volonté, que l'organe-parti se forme *en retard* sur une situation de haute tension sociale ; ce fut le cas général des partis communistes occidentaux dans le premier après-guerre, *le nôtre* y compris. Mais la fraction qui théorise ce retard, qui fait dépendre sa transformation en parti de l'explosion de mouvements révolutionnaires et même *insurrectionnels,* se condamne au suicide et la classe à l'holocauste comme c'est arrivé, hélas, à Rosa Luxemburg et à Liebknecht. En effet, elle prive la classe de sa direction non seulement théorique mais aussi pratique, de cet instrument qui n'est pas seulement un programme mais aussi une organisation ; et qui ne devient direction effective qu'au cours d'un processus, ni bref ni facile mais indispensable, d' « importation de la

doctrine communiste dans le prolétariat », une importation qui ne se fait pas par la simple propagande, mais dans le vif des luttes et à travers l'affrontement violent contre toutes les fausses ressources des mille « solutions » extra et anti-marxistes.

L'histoire de notre petit mouvement a d'ailleurs prouvé que c'était bien *cela* le chemin à parcourir, et que le Parti ne naît pas *parce que et lorsque* la classe a retrouvé, sous la poussée des déterminations matérielles, la voie unique et nécessaire de la reprise. Il naît *parce que et lorsque* un cercle forcément « microscopique » de *militants* a atteint la compréhension des *causes* de la situation objective *immédiate* et la conscience des *conditions* de son *retournement futur ;* parce qu'il en a tiré la force, non pas de « compléter » le marxisme par de *nouvelles* théories, élaborées dans le vase clos d'un cénacle de chercheurs ou d'un « groupe de travail » en quoi l'aurait réduit la constatation que le second après-guerre *ne répète pas* le premier et n'offre pas de perspective proche de reprise révolutionnaire, mais de réaffirmer le marxisme dans son *intégralité, inchangée et intacte ;* parce qu'il a été capable, sur cette base, d'une part de tirer le bilan de la contre-révolution en tant que confirmation *totale* de notre doctrine dans *tous* les domaines, et d'autre part de s'organiser en un *organe militant* qui, sans ignorer ni se cacher à lui-même ou au prolétariat qu'il se trouvait, avec toute la société d'aujourd'hui et la classe ouvrière en premier lieu, dans « *la pire* situation objective qui soit », ne cessait pas pour autant de revendiquer « *toutes* les formes d'activité propres aux moments favorables, *dans la mesure* où les rapports de force réels le permettent » (9).

Cela, *c'est* le parti, et non son prologue, non la fraction qui *aspire* à le devenir. *C'est* le parti, même si ce n'est pas « le parti puissant de demain » qu'il ne pouvait pas être, pas plus qu'il ne le peut aujourd'hui. *C'est* le parti : de son développement, étroitement lié à la lutte de classe, nous n'attendons pas sa formation, qui a déjà eu lieu, mais son *renforcement ;* non pas le dépassement du stade de « fraction », mais son passage à la tête de la classe, un passage qui ne découle *pas seulement* de notre activité, mais qui découle *aussi* de notre activité.

« *Nous traversons actuellement un moment de dépression maxima de la courbe du potentiel révolutionnaire* », écrivions-nous franchement dans cette période entre 1951 et 1952 de laquelle date précisément notre constitution en parti ; « *un tel moment est tout autre que propice à la naissance des théories historiques originales. Dans une telle période, sans perspective proche d'un grand bouleversement social, non seulement la désagrégation politique de la classe prolétarienne mondiale est une donnée logique de la situation, mais il est*

(9) « Considérations sur l'activité organique du Parti quand la situation générale est historiquement défavorable », 1965, *Défense de la continuité..., op. cit.*, p. 198.

logique également que ce soient de petits groupes qui sachent maintenir le fil conducteur historique du long cours révolutionnaire, tendu comme un grand arc entre deux révolutions sociales, à la condition que ces mêmes groupes ne veuillent rien diffuser d'original et restent étroitement attachés aux formulations traditionnelles du marxisme » (10), dont la théorie et la prévision ont été « intégralement et indiscutablement confirmées par tous les grands événements récents », aussi catastrophiques qu'ils aient été.

Une polémique sur deux fronts

La polémique n'était pas dirigée seulement contre ceux qui, sous prétexte que « *la vie et la lutte sont tout* », tendaient à « *décrier et déserter le travail doctrinal et la restauration théorique, qui sont aussi nécessaires aujourd'hui qu'ils le furent pour Lénine en 1914-18* », et qui voulaient remplacer l'immense « *recherche des rares moments et points cruciaux de l'histoire sur lesquels le mouvement communiste puisse compter par un volontarisme échevelé qui n'est finalement que la pire, la plus crasse adaptation à l'état actuel des choses et à ses misérables perspectives immédiates* » (11). La polémique contre la « fausse ressource de l'activisme » — essentielle pour nous — était dirigée en même temps contre ceux qui prétendaient (et depuis, combien sont-ils à l'avoir prétendu et à le prétendre !) tirer de la situation *immédiate* du mouvement enfermé dans les filets de la contre-révolution, non pas la *confirmation* des conquêtes lumineuses de décennies d'ascension, mais leur *démenti*, ainsi que des « idées » et des « théories » novatrices, propres à compléter le marxisme ou à remédier à ses prétendues carences.

En réalité, une période contre-révolutionnaire ne pourra jamais engendrer que des idées et des théories contre-révolutionnaires : jamais une contre-révolution ne se désavouera elle-même ! Et on ne peut échapper à cette fatalité objective, déterminée par le matérialisme, que si on se rattache au *filon historique* de la doctrine non altérée et, à travers elle, au patrimoine d'expériences et de confirmations hérité des époques plus fécondes de l'histoire. Au lieu de chercher dans le chapeau du prestidigitateur une « théorie spéciale », il fallait se référer à *ce patrimoine* pour arriver à la réaffirmation « *de la vision marxiste intégrale de l'histoire et de son déroulement, des révolutions qui s'y sont succédé jusqu'à aujourd'hui, et des caractères de celle qui se prépare et dans laquelle le prolétariat moderne renversera le capitalisme et instaurera des formes sociales nouvelles* » (12), et pour la projeter dans *un futur prévu avec certi-*

(10) Citation tirée de « L'invariance historique du marxisme », septembre 1952, publié en français dans *Programme Communiste* n° 53-54, octobre 1971.

(11) « Théorie et action », décembre 1952, publié en français dans *Le Prolétaire* n° 116, novembre 1971.

(12) *Ibid.*

tude grâce à l'acte même par lequel le mouvement immédiat lui tourne le dos. L'immédiatisme de l'action d'une part, l'immédiatisme de la pensée de l'autre, détruisent tous deux les conditions subjectives de la reprise révolutionnaire, parce qu'ils rejettent la tâche que, depuis le *Manifeste* de 1848, les communistes revendiquent comme leur caractéristique : « *représenter dans le présent* [qui peut être le plus férocement contre-révolutionnaire] *l'avenir du mouvement* ». Les deux immédiatismes sont les deux pôles d'un piège dans lequel il fallait (et dans lequel il faut toujours) se garder de tomber.

La tâche qui nous était ainsi fixée était longue et difficile parce qu'il fallait la mener à bien dans un rapport de forces lié à la situation mondiale, qui, on le savait, ne se renverserait pas « *avant des décennies* ». Cette tâche n'était pas et ne pouvait pas être confiée à un quelconque « regroupement d'individus savants, éclairés ou conscients » (13) ; mais d'un autre côté le Parti, renaissant ainsi sur ses fondements indiscutés et indiscutables précisément parce qu'ils ne dépendent pas des circonstances de telle ou telle année, *ne pouvait pas* se réduire à cette tâche, bien au contraire.

De même que pour le marxisme il n'existe pas d'écran entre révolution et contre-révolution, il n'en existe pas entre théorie et pratique. S'il est vrai qu'à certains tournants de l'histoire la défense de la première *l'emporte* sur l'exercice de la seconde, elle *ne l'annule pas mais au contraire s'en nourrit,* même si cette pratique est des plus modestes dans l'immédiat ; il ne peut en être autrement, parce que « *dresser une barrière entre théorie et action pratique, au-delà d'une certaine limite ce serait nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe* » (14). Réciproquement d'ailleurs, dans les grandes situations historiques où la seconde *l'emporte* nécessairement sur la première, le parti non seulement ne cesse pas de défendre et d'affiner son patrimoine doctrinal, mais, en remontant aux questions de principes les plus élevées pour éclairer les problèmes brûlants de stratégie et de tactique, il produit des travaux inégalés, comme *L'Etat et la Révolution* écrit à la veille d'Octobre 1917, *Le renégat Kautsky* et *Terrorisme et communisme* écrits en pleine guerre civile, ou encore la série *Parti et classe, Parti et action de classe, Le principe démocratique,* écrite dans la première année, et une des plus belliqueuses, du PC d'Italie. En tout cas cette défense de la théorie, par laquelle se condense et se renforce la « conscience de la classe », ne se réalise pas dans la boîte crânienne de penseurs aussi géniaux soient-ils, ni dans des groupes généreux mais informels d'éléments « avancés ». Elle se réalise dans « *un tissu, un système dont la fonction organique au sein de la classe prolétarienne est d'accomplir les tâches révolutionnaires de celle-ci sous tous leurs*

(13) Cf. « Thèses caractéristiques du parti », appelées aussi « Bases d'adhésion », décembre 1951, *Défense de la continuité..., op. cit.,* p. 171.

(14) « Considérations sur l'activité organique du parti dans une situation historiquement défavorable », *Défense de la continuité..., op. cit.,* p. 198.

aspects et dans toutes les phases successives et complexes » (15) de l'histoire. Ce tissu ne peut être que *le parti*, organe militant, théorie *et* volonté de la révolution, même lorsque la révolution est loin et qu'il s'agit d'en préparer, sinon l'avènement, du moins l'issue victorieuse, impossible sans un organe de direction qui s'est forgé au cours d'une veillée d'armes longue et difficile.

Ainsi, en revendiquant et en posant comme exigence première la reconstruction de la théorie, bien exclusif et arme indispensable de l'avant-garde prolétarienne organisée, on repoussait en même temps la conception absolument idéaliste du « groupe de travail », du cénacle de chercheurs, de la secte, des vestales de la doctrine retirées dans leur temple en attendant d'être appelés en scène par la reprise du mouvement (16), bref de l' « élite ». En s'appelant *parti*, et non certes par amour de l'étiquette ni par volontarisme stupide, notre organisation se donnait cette directive précise dont l'acceptation faisait partie des « conditions d'adhésion » : « *Ce sont les événements, et non la volonté ou la décision des hommes, qui déterminent donc aussi la pénétration du parti dans les grandes masses, en la limitant à une petite partie de son activité générale. Le parti ne perd cependant aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans*

---

(15) « Thèses caractéristiques... », *op. cit.*, p. 171.

(16) On doit donc rejeter la thèse défendue par l' « Avant-projet de déclaration de principe pour le Bureau International de la Gauche Communiste Internationale » (publié en Belgique fin 1946), qui disait : « *Dans une situation historique où les ouvriers sont soumis aux facteurs idéologiques bourgeois* [hélas, même *après* la révolution et pendant un bon moment encore ces facteurs pèseront sur les ouvriers !] *et ne luttent pas contre le capitalisme* [...] *la forme d'organisation* [des révolutionnaires] *qui est toujours donnée par le caractère distinctif de l'époque immédiate et contingente — est pliée à la nécessité de faire un travail de recherche théorique et de formation du programme révolutionnaire : nous appelons ces organisations « Fractions ». Dans une situation où les ouvriers sont lancés dans la lutte sous la poussée de facteurs historiques, apparaît la nécessité d'une nouvelle organisation qui, disposant du « programme de la révolution », dirige ces luttes vers la prise du pouvoir. Nous appellons cette organisation « Parti ». Le processus de transformation des Fractions en Parti a été déterminé dans ses grandes lignes par la Gauche communiste selon un schéma qui affirme que le parti ne peut apparaître que lorsque les ouvriers ont commencé des mouvements de lutte qui livrent la matière première pour la prise du pouvoir* ». Dans cette déclaration désastreuse on confond 1) *l'exigence* du Parti, posée par les luttes elles-mêmes dans la mesure où elles appellent une direction, et l'existence *préalable* du Parti, qui prévoit ces luttes et se *prépare* à les diriger ; sans cette existence préalable du Parti, on tourne en rond dans le cercle vicieux de la situation qui n'est révolutionnaire que s'il y a le Parti, et du Parti qui n'existe comme tel que si la situation est révolutionnaire ; 2) la *constitution* du Parti et son *renforcement*, sa conquête d'une influence sur la classe. L'inénarrable *Révolution Internationale*, qui se repaît de formules comme celle ci-dessus, devrait nous expliquer comment un Parti qui *n'existe pas*, sinon comme « porte-programme », pourrait conquérir une influence matérielle sur la classe !

Remarquons en passant que la Fraction à l'étranger ne s'est nullement limitée à la « recherche théorique », mais a mené une rude *bataille pratique !* Si elle n'a pas encore été le Parti mais seulement son *prélude* ce n'est pas faute d'activité pratique, mais plutôt à cause de l'insuffisance du travail théorique.

chaque fissure, sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque [retenons ce « que lorsque » !] *ce secteur de son activité se sera largement développé et sera devenu dominant* » (17). Ce qui définit comme *parti* même un tout petit noyau de militants, c'est la conscience claire de devoir conquérir sur la classe une influence qu'il ne possède que virtuellement, et l'effort consacré à atteindre ce but non seulement par la propagande pour son programme, mais par la participation active aux luttes et aux formes de vie collective de la classe ; et c'est ce qui, dès ce moment, nous définissait bien comme parti.

La reconstruction théorique elle-même ne s'est d'ailleurs pas déroulée suivant les schémas scolaires, ni selon l'esprit d'un institut supérieur de philosophie pure ou de physique théorique. Elle s'est développée suivant le déroulement et les exigences d'un *affrontement polémique* contre les faits, contre les courants, contre les théorisations qui se présentaient sur la scène sociale et politique ou dans la superstructure culturelle. Il s'agissait d'une bataille incessante, menée avec cette « arme de la critique » qui est, dans les périodes ternes et mornes où la « critique par les armes » ne peut pas encore être à l'ordre du jour, le prélude nécessaire de celle-ci. Il s'agissait d'un effort constant pour rattacher le « fil du temps » du présent au passé, afin de s'orienter dans l'avenir. Jamais il ne s'est agi d'un divertissement ni d'une froide spéculation intellectuelle, encore moins d'un exercice d'école. Il ne s'agissait pas de fuir le triste présent dans l'Idée, mais de se battre *contre* le présent avec les seules armes que laissait la conjoncture historique, en démolissant les « Idées » qui fermentaient sur son fumier ; et de mener cette lutte sur la base d'une continuité non seulement programmatique mais aussi *physique*, à l'intérieur d'un organisme qui, parce qu'il était cimenté par le lien de générations de militants attachés à une tradition ininterrompue de combat, était le *seul* capable de transmettre à la nouvelle génération *non pas la forme sans contenu*, mais *la force* héritée d'un siècle de guerre de classe.

Noyau, certes, mais parti

C'est un « noyau de parti » ? Certainement, si on le compare au parti « compact et puissant de demain ». Mais c'est un *parti*. Il ne pourra grandir que sur ses propres bases, *non pas à travers la « confrontation »* des points de vue, mais à travers *le heurt* contre ceux-là mêmes qui paraissent « proches ». Car ce n'est pas d'un « patrimoine culturel » qu'il est l'héritier, mais d'une *tradition militante ;* une tradition qui ne modifie pas ses armes au gré du vent, ni la direction dans laquelle elles sont pointées, mais s'applique au

(17) « Thèses caractéristiques... », *op. cit.*, p. 190.

contraire, à la rude école de l'histoire (des contre-révolutions autant que des révolutions) à les aiguiser et à préciser leur cible.

En 1949, alors qu'on avait déjà commencé à poser les bases théoriques et programmatiques du Parti, fut rédigé l'*Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste* (18). Ce qu'on proposait là aux petits noyaux éparpillés d'*ouvriers révolutionnaires* qui voulaient réagir, ne serait-ce qu'à une échelle microscopique, contre le cours désastreux de l'opportunisme, ce n'était certes pas un bazar où des marchandises librement étalées pêle-mêle s'offriraient au « libre choix » de ceux qui voulaient construire avec des matériaux disparates, les qualités des uns compensant les défauts des autres, l'édifice bancal de l' « unité des forces révolutionnaires » dont tout le monde radote. On leur proposait au contraire une méthode de lutte *homogène,* fondée sur le rejet des solutions présentées par les *« groupes influencés ne serait-ce que partiellement et indirectement par les suggestions et le conformisme philistin des propagandes qui infestent le monde »*, solutions dont *« la critique doctrinale »* et *« une terrible expérience historique »* confirmaient l'inanité ; une méthode fondée, par conséquent, sur la nécessité de reprendre la bataille de classe séculaire sur *une ligne directrice unique,* connue et claire pour tous. Cette ligne directrice était impossible à confondre avec une autre et n'était pas susceptible d'être remise en cause, précisément parce qu'elle n'était pas un produit de la libre pensée, mais du bilan d'un siècle d'affrontements — affrontements *physiques* et souvent sanglants — entre les classes et, au sein même du prolétariat, entre le marxisme révolutionnaire et toutes les espèces de révisionnisme.

Certes, le parti « en construction » reconnaissait qu'il était *« en train de naître »* et non pas achevé ; mais justement, le Parti de classe *est toujours en construction,* depuis son apparition jusqu'à sa disparition dans une société qui ne sera plus divisée en classes. Son existence n'est pas attestée par le fait qu'il est *« fini »* plutôt qu'en construction, mais par le fait qu'il grandit comme un organisme qui se développe avec les cellules et la structure qu'il avait en naissant ; qu'il grandit et se renforce sans s'altérer, avec les matériaux qui ont servi à le constituer, avec *ses* membres théoriques et *son* squelette organisationnel ; qu'il grandit et se renforce dans *l'affrontement* avec la réalité, pour y accomplir contre tout ce qui tend à les obscurcir et à les entraver les tâches qui sont les siennes, celles *d'organisateur du prolétariat sur la voie de la révolution.* C'est *seulement ainsi* qu'il peut prétendre devenir, au sens réel et non métaphysique, la direction de la classe.

Cette croissance, nous allons le voir, n'est ni facile, ni linéaire. Mais elle ne pourra jamais se faire sur des bases semblables à celles revendiquées (par exemple) par la tendance réunie autour de la revue

(18) Publié en français dans *Programme Communiste* nº 3, avril 1958.

italienne *Praxis*, que nous citons ici parce qu'elle synthétise de façon franche, ouverte et parfaitement claire la... pratique de tous les « gauchistes ». Celle-ci propose en effet « *comme terrain fondamental pour construire, petit à petit, une réelle unité de la gauche révolutionnaire* », une « *confrontation sérieuse, sans souci d'étiquette ni diplomatie, sur une série de thèmes politico-culturels et idéologiques* » entre les « *contributions sérieuses et qualifiées de camarades de diverses appartenances* » (19). Sur ce terrain, on pourra bien réaliser toutes les unités qu'on voudra, on ne construira jamais *le parti*. Le parti n'est pas un *agrégat :* sa base théorique n'est pas un agrégat d' « opinions », sa trame organisative n'est pas un agrégat de « tendances ». Et s'il doit se « qualifier » au cours de sa « construction » continue, ce n'est pas aux yeux d'un tribunal d'intellectuels en mal de perfection, mais en se montrant à la hauteur de ses tâches « statutaires », théoriques, programmatiques, tactiques et pratiques, au banc d'épreuve impitoyable de la lutte de classe.

Deux trajectoires différentes, mais destinées à se rencontrer

Comme nous l'avons vu, le parti de classe, le parti révolutionnaire marxiste, n'est pas le *produit* du mouvement sous son aspect immédiat, c'est-à-dire des phases de montée et de reflux qui sont les deux manifestations *typiques* de cet aspect immédiat. En théorie, la question a été définitivement tranchée sur la base des postulats du marxisme, au moins depuis *Que faire ?* de Lénine, et sa solution a été codifiée dans les Thèses de 1920 de l'Internationale sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne, ainsi que dans les textes parallèles de notre courant sur le thème *Parti et Classe* (20). Comme vérification pratique, il suffirait de rappeler qu'à l'échelle mondiale le mouvement ouvrier a atteint dans tous les pays, au cours d'une longue succession de périodes historiques, des sommets grandioses, alors que les partis communistes dignes de ce nom sont restés l'exception *absolue* et non la règle, même relative ; qu'il existe des aires entières, où se sont déroulées des luttes sociales d'une extraordinaire vigueur (telles l'Angleterre ou l'Amérique du Nord), où non seulement il n'y a pas eu de rencontre entre parti et classe, mais où le parti n'a même pas *existé*, des aires où le parti a été et est repoussé comme « pervertisseur » de la spontanéité prolétarienne.

Mais il faut aller plus loin, sans bien sûr rien découvrir de *nouveau* par rapport aux textes que nous avons cités. Il découle de

(19) *Praxis* n° 14-15, 1977.

(20) Ces textes ainsi que les thèses de l'Internationale citées sont rassemblés dans notre brochure *Parti et classe*.

ce que nous avons dit que les deux trajectoires, celles du mouvement de classe et celle du parti de classe, ont des dynamiques propres et *différentes*, qui font qu'*elles ne se rapprochent qu'en de rares occasions historiques, et se rencontrent plus rarement encore.* Elles divergent par contre pendant de longs intervalles, au cours desquels le mouvement réel, emprisonné dans son expression immédiate, c'est-à-dire trade-unioniste (Lénine parle d'action purement syndicale minimaliste, de *Nur-Gewerkschaftlerei*) non seulement ne laisse pas place au parti révolutionnaire, mais n'en accorde qu'aux organisations et regroupements qui reflètent précisément ses aspects immédiats, sa *spontanéité*, qu'il s'agisse de partis ouvertement réformistes ou de courants et de groupes révoltés, volontaristes, blanquistes et anarchistes au sens large, liés les uns et les autres aux réactions de la classe devant la situation immédiate et incapables de s'en arracher pour jeter un pont par-dessus les phases de flux et de reflux.

Cela signifie que si la trajectoire du parti peut être brisée par la retombée du mouvement, qui est toujours dramatique après le raz-de-marée des grandes montées, elle ne peut pas retrouver sa continuité en se laissant porter par ce mouvement mais *uniquement* en renouant avec *son propre* passé, contre la réalité objective présente et en *préparant* un futur scientifiquement prévu comme certain et inéluctable. S'il est certain et inéluctable pour nous matérialistes, ce n'est pas en fonction d'un « mûrissement » au sein de la classe de la conscience de sa mission historique, mais parce qu'elle sera poussée par des déterminations *objectives*, avant de le *savoir* et sans le savoir, *à lutter* pour le communisme en luttant contre les fondements du mode de production qui l'opprime et l'exploite. Il est aussi faux de vouloir que le mouvement spontané produise mécaniquement le parti, que de faire découler de manière idéaliste la révolution prolétarienne de la « prise de conscience du socialisme » : dans un cas comme dans l'autre on *prive* la classe de l'organe de son action révolutionnaire au moment même où les faits matériels *exigent* son intervention ; ou bien parce qu'il sera trop tard pour que le parti accomplisse sa fonction organique, ou bien parce qu'on lui dénie *précisément cette* fonction, en abaissant son rôle à celui « d'éclairer les esprits ». Des idéalistes genre *Révolution Internationale* n'admettent même pas ce rôle-là puisque selon eux « *ni aujourd'hui, ni demain, l'organisation des révolutionnaires n'a la tâche d'organiser, de démystifier ou de diriger la classe* » (21) ; pour ces gens-là, le socialisme n'est possible que si la classe s'auto-organise, s'auto-démystifie et s'auto-dirige, et dans ce processus l' « organisation des révolutionnaires » ne devient un « facteur agissant » que si elle... *n'agit pas*, que si elle n'organise rien, ne démystifie rien et, *surtout*, ne dirige rien, suivant la sacro-sainte tradition de l'intelligentsia !

(21) *Revue Internationale* n° 10, juin-août 1977, p. 16.

La véritable antithèse n'oppose pas ceux qui exaltent la spontanéité et ceux (nous, soi-disant) qui la nient ; elle oppose ceux qui ne voient *que* la spontanéité, qu'ils reconnaissent d'ailleurs surtout dans ses reflets idéologiques, et ceux (nous) qui saluent la force immense de la spontanéité dans sa réalité matérielle, dont les reflets idéologiques sont l'image *inversée*, mais considèrent qu'elle ne peut mener à la solution révolutionnaire que si, à un moment bien précis de l'histoire, elle rencontre un « facteur de conscience et de volonté » et se soude à lui. Ce facteur — le parti — n'est ni spontané ni immédiat, et se distingue du « mouvement réel » puisqu' « il fait valoir dans les *diverses* luttes nationales des prolétaires les intérêts indépendants de la nationalité qui sont communs à *tout* le prolétariat » et qu'il « représente [le mot allemand *vertreten* signifie *indissolublement* représenter et *promouvoir*] *toujours*, aux *divers* stades que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, l'intérêt du mouvement *dans son ensemble* », ou encore qu'il représente « au sein du mouvement actuel, l'*avenir* du mouvement ». Il ne peut le faire que parce qu'il « *possède sur le reste de la masse des prolétaires l'avantage de connaître les conditions, le déroulement et les résultats généraux du mouvement prolétarien* » (22).

« On ne crée pas les révolutions, on les *dirige* », affirme un de nos textes de Parti (23). On ne les crée pas parce que ce n'est pas la volonté ou la conscience du Parti, et encore moins la volonté ou la conscience des prolétaires, même considérés non comme individus mais comme avant-garde, qui provoque le mouvement impétueux des classes : ce sont les déterminations matérielles de l'histoire (cela vaut d'ailleurs pour le parti lui-même qui, comme nous l'avons expliqué, ne peut pas naître *n'importe quand* mais à des moments bien précis de l'histoire). On dirige les révolutions parce que leur *ligne de développement* — qui ne fait qu'un avec la ligne de développement du mouvement — n'est pas le produit de circonstances historiques imprévisibles, mais relève de cette science « des conditions, du déroulement et des résultats généraux du mouvement prolétarien » que le Parti, né d'un bloc en 1848 ou renaissant sur ce bloc immuable un peu plus d'un siècle après, est seul à posséder. Or la possession de cette science ne servirait à rien si elle restait un « patrimoine d'idées », si elle ne devenait pas un *guide* pratique, une *direction* organisée, un *organe* et un *instrument* de la classe.

Une fois qu'on a posé le problème de la révolution dans ses véritables termes, une question reste ouverte : *comment*, sous *quelles conditions* et en vertu de *quels facteurs* objectifs et subjectifs est-il possible que les deux trajectoires se rencontrent en un point précis, et que la révolution en train de se faire *soit dirigée ?*

---

(22) *Manifeste du Parti communiste*, 1848, chap. II, *Prolétaires et communistes.*

(23) « Parti et action de classe », 1921, publié dans notre brochure *Parti et Classe.*

Comment et quand la « rencontre » ?

Nous avons dit que les trajectoires de la classe et du parti se rapprochent en de rares occasions historiques, et se rencontrent en des occasions plus rares encore. Mais ces occasions ne tombent pas du ciel : leurs conditions objectives mûrissent dans le sous-sol de la société, et leurs conditions subjectives se préparent au sein de l'organe-guide de la classe.

De même que pour le parti il n'y a pas une phase *exclusivement* consacrée à la reconstruction théorique et une autre *exclusivement* à l'action pratique, il n'y a pas pour le prolétariat une phase de contre-révolution *totale* et une phase de révolution *absolue.* Le parti naît (ou renaît) quand il est en mesure de construire (ou de reconstruire) l'édifice complet, monolithique et exclusif de sa propre théorie *dans l'acte même* par lequel il s'efforce d'insérer le coin de sa propre action dans les fissures, grandes, petites ou même microscopiques, qui s'ouvrent *toujours nécessairement* dans une société divisée en classes. C'est en s'enfonçant ainsi dans la réalité matérielle que le parti *travaille* dès sa naissance à *rapprocher* les deux courbes, aussi éloignées qu'elles puissent être ; et c'est dans cette mesure même qu'il se renforce, conquiert dans la classe une influence dont les progrès ne se mesurent pas au mois ni à l'année, et se qualifie pour *diriger* la classe même si elle lui tourne encore le dos : nous ne répéterons jamais assez que « diriger » est un fait *physique* et non un fait d' « idées » !

Comment « travaille-t-il » pour cela ? D'une part en diffusant son programme, tout en sachant que les militants communistes qui se cristalliseront autour de lui ne constituent, dans les périodes de reflux le plus accentué, qu'une *infime minorité ;* d'autre part en participant *activement* à toute lutte prolétarienne même fragile, même mal engagée, en sachant que l'influence *future* du parti sur *l'ensemble* de la classe ne se développe pas sur le terrain des *opinions,* des convictions, des « idées », mais sur celui de *l'affrontement* avec le capital et ses laquais, et de *l'organisation* de cet affrontement inéluctable et décisif.

Contrairement à ce que s'imagine le spontanéisme, indécrottablement idéaliste, la courbe ascendante du mouvement ouvrier n'est pas marquée par une succession d' « échelons », de groupes, de courants et partis à travers lesquels « la classe » se « rapprocherait » confusément mais progressivement de la « conscience du socialisme ». Ces échelons *reflètent* certes la crise progressive de l'opportunisme et donc le réveil de la lutte de classe, mais *ils n'incarnent ni cette crise ni ce réveil.* Ils sont plutôt *le dernier résidu* de la phase de reflux des luttes sociales ; ils n'expriment pas la capacité du prolétariat à secouer le carcan opportuniste, mais *le fait qu'il est encore incapable d'y arriver ;* ils remplissent, au moins en partie, le vide

laissé par l'opportunisme classique, précisément parce qu'ils lui sont *encore* attachés. Bien plus, tout comme (toutes proportions gardées) pour l'opportunisme classique, il est illusoire de penser que le mouvement ascendant les éliminera simplement en les dépassant.

Si on devait entrer dans une telle optique, on dirait que le menchévisme était sans doute un échelon plus élevé que le populisme ou l'économisme. Mais le fait est que sur la voie menant à la révolution d'Octobre, il ne fut pas un élément de ralliement au bolchévisme mais un *obstacle* sur son chemin et sur celui de la classe ; vaincu, non seulement il n'est pas mort, mais il a tiré une nouvelle vigueur de la situation historique créée par l'isolement mondial de la dictature rouge. Le centrisme européen (et entre autres sa variante italienne, le maximalisme) ne se plaçait pas dans le sens du chemin de la révolution, mais *en travers ;* balayé, il est *revenu en force* à la suite du triomphe contre-révolutionnaire du stalinisme. De la même façon, nous retrouvons et retrouverons toujours plus dans nos pieds les fausses gauches européennes des années 1920, avec une invariance de programme et d'attitude pratique vraiment... digne d'envie.

Si, dans les phases de montée matériellement déterminées, la classe ouvrière tend « par approximations successives » à la solution révolutionnaire, cette tendance irrésistible ne se réalise pas par l'assimilation graduelle des forces politiques que la crise de la société bourgeoise et de l'opportunisme laisse progressivement derrière elle, mais bien par *leur élimination successive.* Ces forces politiques sont des *obstacles à surmonter,* non des points d'appui pour avancer, ni des matériaux pour construire le parti-guide de demain. Certes, on peut et on doit leur *arracher* des énergies prolétariennes saines encore *emprisonnées* dans leurs rangs ; mais ce serait la plus catastrophique des illusions que d'essayer de les avoir avec soi *en tant que* groupes ou partis, ou même d'essayer de *les transformer* pour accroître son importance numérique et son influence politique.

La courbe ascendante du prolétariat se caractérise par son effort « spontané » pour s'arracher au cercle infernal de la collaboration de classe, pour reprendre la voie de la lutte de classe ouverte et déclarée et pour s'organiser, ne serait-ce que de façon embryonnaire, *en dehors* de l'opportunisme, malgré les difficultés, les défaites et les déceptions dont ce long chemin est parsemé. C'est sur *ce terrain-là,* essentiel, que le parti doit se mesurer — c'est-à-dire s'affronter — aux autres forces politiques pour frayer la voie à sa trajectoire ascendante, car la critique théorique et la polémique politique, évidemment nécessaires, ont un champ d'action trop restreint et ne suffisent pas. C'est *là,* dans le dur travail pour conquérir des positions indépendantes de classe, qu'il travaille par là même, sinon à éliminer ces forces de l'arène des conflits sociaux (ce qui ne pourra se faire, si cela doit se faire, qu'après la prise du pouvoir) du moins à leur enlever *une influence déterminante* sur le prolétariat.

Voilà pourquoi l'activité « syndicale » au sens large (c'est-à-dire l'intervention dans les luttes revendicatives de la classe ouvrière) est inséparable de l'activité théorique, et indispensable et décisive pour le développement du parti dans les phases de lente préparation du tournant révolutionnaire. Elle l'est moins par ce qu'elle *est*, une activité forcément de résistance comme celle que la classe mène contre les *effets* du mode de production capitaliste, que par ce qu'elle *donne* sur le plan *politique général*, et qui va bien au-delà de l'emprise qu'elle peut avoir sur des groupes prolétariens consistants. La valeur des indications que nous donnons aujourd'hui dans ce domaine ne réside pas tant dans leur contenu en tant que tel, que dans le fait qu'elles s'adressent à *toute* la classe, et constituent un élément d'unification et de dépassement de toutes les barrières d'usine, de catégorie, de localité ; sauf dans des cas épisodiques, elles ne visent pas un succès à brève échéance, mais à *jalonner* un *chemin*, celui-là même que les prolétaires emprunteront *nécessairement* au fur et à mesure que la crise de la société capitaliste les poussera à se battre *en tant que classe*. Les syndicats sont ce qu'ils sont ; mais il est vital pour la reprise du mouvement ouvrier de propager la nécessité d'une renaissance du syndicat de classe indépendant et de tout le réseau des organismes intermédiaires — et d'œuvrer *dès aujourd'hui* dans le sens de leur reconstitution, puisque c'est la lutte elle-même qui *imposera* leur renaissance. L'armée des exploités, au moins à travers son avant-garde, reconnaît en effet son organe-guide au fait qu'il s'est battu pour les exigences primordiales de la guerre de classe *même quand* elles n'étaient que vaguement ou pas du tout ressenties par la masse ; elle le reconnaîtra surtout à cette cohérence dans une période révolutionnaire, où les fronts se délimitent et se consolident non pas d'après les idées et les opinions, mais d'après *les faits*, d'après *les actes et les méthodes de lutte*.

Ce n'est pas par hasard, d'ailleurs, que l'immédiatisme court après des organes *aujourd'hui déjà* politiques, politisables ou, dans le meilleur des cas, « amphibies ». Ces organes sont pour lui l'arène de la « confrontation des idées » et le lit des « mariages de groupe » consommés dans la confusion générale ; c'est là que ces groupes cherchent à « grandir » par l'*agrégation* de forces et de programmes hétérogènes ; c'est là qu'ils s'imaginent construire le parti sur la base de « ce qui unit ceux qui sont divisés », et dans la vision déformée d'un processus révolutionnaire qui aurait pour thème central la... révolution des consciences. La voie réelle est à l'opposé de cette vision idéaliste. Ainsi, dans une période comme celle de Février à Octobre 1917, le destin de la révolution dépendait de la capacité des bolchéviks, agissant dans des organes *déjà* politisés comme les soviets *et* en dehors d'eux, de relier les finalités programmatiques et les principes du Parti aux exigences vécues et ressenties par les masses prolétariennes — les fameuses « étincelles », non de *conscience* socialiste, mais de *besoin instinctif* de détruire le capitalisme, sans lesquel-

les la théorie marxiste ne trouverait jamais le chemin de son « importation *dans* la classe ».

« Voilà à quoi il nous faut rêver »

Voilà pourquoi l'aiguille de notre boussole n'est pas attirée par le « creuset des forces révolutionnaires », par la convergence avec les sous-produits idéologiques et les déchets du réveil de classe du prolétariat. Elle est dirigée vers la *classe* en mouvement pour se libérer des influences à la fois matérielles et intellectuelles qui s'accrochent obstinément à ses épaules ; vers la conquête de ses meilleurs militants *au Parti*, et de ses avant-gardes les plus combatives *à l'influence* de ses indications de lutte et d'organisation, éprouvées au vif de la lutte et non dans la confrontation des idées ; vers la cristallisation du mouvement réel autour de *sa direction*, forgée sur la base de *son* noyau d'origine, de *son* programme, de *sa* tactique, de *son* réseau organisationnel international.

C'est de cette façon que la Révolution d'Octobre a triomphé. C'est de cette façon que travaillait notre courant en 1921-22 pour étendre l'incendie révolutionnaire à l'Occident pourri de démocratie. Et c'est de cette façon que renaîtra le mouvement *prolétarien et communiste* dans le monde entier. « *Voilà*, comme disait Lénine, *à quoi il nous faut rêver* » — en d'autres termes, voilà ce que nous devons *prévoir et préparer.*

L'Afrique, proie des impérialismes

Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique

Si la bande de terre de l'Afrique méditerranéenne a connu un développement historique différent de celui de l'Afrique noire (sans que le Sahara ait cependant jamais constitué entre elles une séparation infranchissable), ces deux aires sont désormais unies non seulement par la géographie, mais aussi par l'histoire.

Sous les dominations arabe et turque, l'Afrique du nord a historiquement prolongé l'Orient ; les tourmentes politiques se sont succédées au sommet de la société sans que la vie de ceux d'en bas en soit fondamentalement modifiée. Il a fallu l'irruption brutale du capitalisme européen pour dissoudre par le jeu de ses lois économiques (mais après qu'il se soit ouvert la voie par le fer et par le feu) une structure sociale demeurée inchangée.

L'Afrique noire a connu un cours historique plus tourmenté. Brutalement arrachée par les progrès de la navigation maritime à une quiétude patriarcale que protégeaient la mer de sable ainsi que des côtes lointaines et d'accès difficile, elle a commencé à subir un long calvaire dont les étapes ont pour nom : traite des Noirs, esclavage colonial, salariat. Dès l'aube du capitalisme, les peuples d'Afrique noire, transformés selon l'expression tranchante de Marx en « garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires », ont donné leur sueur et leur sang au monstre de l'accumulation primitive du capital. Dès cette époque *le sort du sans-réserve d'Europe et celui de l'homme de la tribu d'Afrique se sont définitivement liés.*

Mais le développement impétueux du capitalisme blanc ne pouvait tolérer l'existence à ses portes de pays fermés à son influence et pouvant couper ses routes vers le reste du monde, ni se contenter de soutirer à l'Afrique des bras pour les faire travailler ailleurs. Le continent africain tout entier fut donc soumis au joug européen. Le

déclin de l'empire ottoman permit la mise en coupe réglée de l'Egypte et de l'Algérie, tandis que la conférence de Berlin en 1884 donnait le signal de la curée sur l'Afrique noire. Le continent fut donc dépecé, taillé en morceaux, mis à sac, son sol foulé par les mercenaires, son air empesté par les vapeurs d'alcool et la civilisation chrétienne, les populations brutalement déplacées dans un cycle infernal en comparaison duquel la traite des Noirs n'avait été qu'idylle et harmonie.

De même que la domination turque sur l'Afrique du nord n'avait pas modifié la société traditionnelle, la traite des Noirs, bien qu'ayant vidé l'Afrique de la moitié de ses bras, n'était pas parvenue à bouleverser les bases fondamentales d'une société qui, parce qu'elle ne connaissait pas réellement l'échange mercantile, perdurait, fondamentalement semblable à elle-même. La colonisation, elle, éventra partout la vieille enveloppe sociale, au nord comme au sud du Sahara, bouleversa la riche gamme des rapports de propriété, fit pénétrer *de force* l'échange mercantile, à coup de corvées quand l'impôt ne suffisait pas. Fleurirent alors sur le continent des « lois sanguinaires » qui auraient fait s'étouffer d'indignation les négriers de l'Angleterre pré-indutrielle. Dans le sol systématiquement labouré des rapports sociaux traditionnels, les germes de capitalisme semés en certains endroits par l'occupant blanc entamèrent alors un développement extrêmement lent, inégal et contractoire.

Dans de vastes régions de l'Afrique, et surtout dans sa partie centrale, l'impérialisme s'est mis à pratiquer une politique de *rapine pure et simple,* non plus tant des bras (encore que notre sanglante démocratie impérialiste ne se soit pas privée d'enrôler de force des régiments entiers de chair à canon africaine pour les faire massacrer en première ligne contre le concurrent allemand) que, désormais, des ressources naturelles. Il s'est contenté d'introduire le dissolvant de l'échange mercantile dans les sociétés tribales millénaires, mais sans importer les embryons du développement capitaliste. Tout au plus ont été introduites des *formes impures* de travail salarié là où c'était absolument indispensable, comme dans les mines et dans certaines grandes plantations.

Quant aux régions où ont été jetées les premières bases d'un développement capitaliste, comme en Afrique du nord et en Afrique australe, cela s'est fait dans le cadre relativement restreint imposé par l'indispensable alliance avec la propriété foncière locale et par le respect des intérêts de l'industrie et du commerce métropolitains.

Mais le processus de développement capitaliste n'en a pas moins été inexorable ; déjà engagé au cours du premier après guerre, il s'est approfondi, intensifié et même développé géographiquement (notamment en Afrique australe et centrale après la deuxième guerre impérialiste) en profitant des contradictions internes de l'impérialisme mondial et de l'affaiblissement des impérialismes français et anglais.

Le résultat de l'introduction du capitalisme en Afrique a été que les contradictions de la vieille société ont été poussées à leur comble et que, menée par de nouvelles forces sociales, la révolte africaine contre l'impérialisme a pu devenir plus puissante et plus efficace. Les masses africaines ont profité des brèches provoquées par la seconde guerre impérialiste dans le mur de l'oppression coloniale pour faire leur entrée de plain-pied sur la scène de la lutte révolutionnaire. C'est ainsi que la vague anti-coloniale de l'après-guerre s'est propagée de la Chine à toute l'Asie, au Moyen-Orient, à l'Egypte et à l'Algérie, et, de là, à l'Amérique latine et à l'Afrique noire centrale, pour finir par submerger aujourd'hui l'Afrique australe.

Cette vague de l'indépendance a commencé à briser *les formes négrières de l'exploitation capitaliste,* tout en aplanissant le terrain au pur salariat, et donc au développement du capitalisme moderne. Au vieil impérialisme colonial succède donc le nouvel *impérialisme thermonucléaire.*

Ce dernier a bien concédé l'indépendance politique — elle-même bien souvent tout à fait formelle — à la plupart des pays après les assauts de la révolution algérienne et des révoltes du Kenya, de Madagascar, du Congo et du Cameroun (pour ne parler que des plus importantes avant les luttes récentes qui ont fait crouler l'empire portugais). Mais il enserre à un point incroyable le continent africain, qu'il a réussi à balkaniser, dans un réseau économique qu'il domine nécessairement par le simple poids des lois objectives du marché, portant ainsi la tension de la société africaine à son comble et *poussant l'exploitation et l'oppression à leurs paroxysmes.*

Mais en même temps que s'accroît le poids de l'impérialisme commencent lentement à se préparer en Afrique les conditions économiques du communisme et s'y forge la force capable de lui ouvrir la voie. Il s'agit du prolétariat, d'un jeune prolétariat combatif qui a brûlé, par sa participation aux luttes anti-impérialistes et ses coups de tête sociaux, d'Alger à Léopoldville, du Caire à Luanda et de Lagos à Johannesburg ou à Tunis, de nombreuses étapes qui déblaient le terrain objectif de son apparition comme force indépendante de classe en mesure de participer, en entraînant derrière elle les masses paysannes pauvres, à l'assaut final contre les grands Etats impérialistes.

L'avenir se prépare en Afrique

Dans le cours historique général, le continent africain est arrivé sur scène plus tard que les autres continents, notamment l'Asie, où l'élimination des vieux impérialismes français et anglais s'est faite dans l'immédiat après-guerre. L'arriération économique et sociale relative de l'Afrique et la paix sociale assurée dans les métropoles par la trahison du stalinisme ont notamment permis à l'impérialisme français

de conserver sur le continent africain une véritable *chasse gardée* où il est parvenu à opérer une mutation de ses formes de domination. Le retard et l'isolement relatifs de cette zone ont également différé la « déstabilisation » de l'Afrique australe, dont le repartage s'opère aujourd'hui dans une phase historique où la redivision du monde issu de la deuxième guerre mondiale *a déjà commencé.* Les conflits qui se déroulent dans cette région sont par conséquent *un terrain de préparation privilégié* de la future boucherie mondiale.

De plus, si l'incendie de l'Afrique australe a été retardé par le jeu complexe de nombreuses forces historiques, il s'étend dans l'aire où la classe ouvrière est la plus concentrée ; la vague sociale déclenchée par l'élimination du colonialisme portugais prend ainsi le caractère d'un *trait d'union* entre la vague des luttes d'indépendance nationale qui a secoué le tiers-monde dans l'après-guerre et celle des luttes prolétariennes et paysannes qui devra déferler sur ces mêmes zones. Si l'on ajoute que tout ce qui se passe dans cette aire entraîne inévitablement des répercussions en Europe, on voit que les événements qui s'y déroulent peuvent considérablement aider le prolétariat européen dans sa lutte contre les vieilles forteresses bourgeoises. Naturellement il faut pour cela, entre autres conditions, que soit mené un combat résolu pour le *défaitisme* dans les querelles entre brigands impérialistes et pour la *solidarité de classe avec les luttes anti-impérialistes* qui se développent dans cette aire. C'est seulement ainsi que pourra être refermée la longue et tragique parenthèse historique ouverte par la contre-révolution stalinienne, avant laquelle le prolétariat révolutionnaire des métropoles impérialistes non seulement proclamait sa solidarité avec les luttes coloniales et les encourageait, mais cherchait à traduire cette solidarité dans les faits.

C'est peut-être dans les bouleversements que va connaître l'Afrique que pourra se reconstituer l'alliance — renvendiquée en 1920 au II° Congrès de l'Internationale Communiste et au Congrès des peuples d'Orient à Bakou — *entre le prolétariat des métropoles impérialistes et les masses exploitées des pays asservis,* qui a fait si cruellement défaut à la vague sociale de la phase éruptive de la révolte anti-coloniale. Cette *alliance* serait impossible sans la lutte la plus résolue du prolétariat des pays oppresseurs de l'Afrique contre « leur » propre Etat. C'est au réveil de cette lutte qu'est dédiée la série d'articles que nous commençons dans ce numéro.

Cette étude s'adresse en particulier aux prolétaires révolutionnaires qui luttent en France car ils ont un *devoir particulier,* qui découle du poids de « leur » impérialisme en Afrique. Cette étude s'attachera à mettre ce poids en évidence, en combattant une thèse colportée par la gauche social-impérialiste et qui fait des ravages jusque dans l'extrême-gauche, à savoir que l'impérialisme français n'agirait en Afrique que comme tête de pont de l'impérialisme américain. Cette thèse absolument fausse est de surcroît des plus dangereuses pour le mouve-

ment prolétarien car elle permet de concilier la critique de l'impérialisme et le chauvinisme. Et comme elle méprise le facteur subversif que représente la « déstabilisation de l'Afrique » pour l'impérialisme français, elle aboutit à nier complètement la responsabilité historique propre du mouvement prolétarien dans la métropole vis-à-vis des révoltes coloniales.

La première partie de notre étude sera consacrée à l'étude du marché africain. Les parties suivantes traiteront les questions des investissements de capitaux, des matières premières, et des rivalités stratégiques et militaires.

I. - La lutte pour les marchés africains

A l'échelle du monde, l'Afrique est peuplée d'environ 400 millions d'habitants, soit 10,1 % de la population mondiale, ce qui représente un chiffre comparable à celui de l'Europe occidentale, alors que la richesse totale qu'elle produit est approximativement la même que celle de la seule Italie. Si l'on compare l'importance de l'Afrique dans le monde à celle de l'Amérique latine, on constate qu'elle a une population supérieure du tiers bien que sa richesse évaluée selon le très bourgeois PNB soit inférieure de moitié, ce qui démontre bien entendu l'avance relative de l'Amérique latine, mais également l'importance de l'Afrique pour l'avenir.

La pauvreté de l'Afrique, comparable à celle de l'Asie continentale, est illustrée par sa faible place dans le marché mondial : ses importations ne représentent que 5,6 % des importations mondiales, soit une part légèrement inférieure à celle de l'Amérique latine, qui se situe entre 6,5 et 7 %. Mais si l'on rapporte les importations de l'ensemble des pays d'Afrique à leur production mesurée par le PNB, on constate un taux très élevé, situé entre 20 et 25 % ces dernières années. Ce rapport importations/PNB est supérieur à celui d'autres zones économiquement arriérées, puisqu'il se situe entre 15 et 20 % pour l'Amérique latine, 10 et 15 % pour l'Asie. Il dépasse même celui de pays avancés qui ont un taux de commerce extérieur élevé comme la France ou le Japon (15 à 20 %) et même l'Allemagne (près de 25 %).

Naturellement, ce « record d'internationalisation » battu par le continent africain n'est pas le résultat des tendances spontanées d'un

TABLEAU 1 — LES PRINCIPAUX ETATS D'AFRIQUE EN 1975

	Population *(millions)*	P.I.B. *(milliards de $)*	Importations *(milliards de $)*
Maroc	17,3	7,1	2,6
Mauritanie	1,3	0,3 (b)	0,16
Algérie	16,8	11,6 (a)	5,8
Tunisie	5,8	4,3	1,4
Libye	2,4	13,8 (a)	3,6
Egypte	37,2	10,1 (a)	3,7
Soudan	17,8	4,3	0,96
Sénégal	4,1	1,5	0,57
Guinée	4,4	0,3 (d)	...
Mali	5,7	0,35 (c)	0,18
Niger	4,6	0,36 (d)	0,1
Tchad	4,0	0,3 (d)	0,1 (a)
Côte d'Ivoire	4,9	3,9	1,1
Ghana	9,9	1,9 (a)	0,8
Nigéria	62,9	13,5 (b)	6,0
Cameroun	6,4	1,9 (a)	0,6
Gabon	0,5	1,7 (a)	0,47
Ethiopie	27,9	2,7 (a)	0,35
Kenya	13,4	3,1	0,95
Ouganda	11,6	1,5 (c)	0,1
Tanzanie	15,3	2,5	0,76
Zaïre	24,9	3,7	1,1
Angola	5,8 (c)	1,6 (d)	0,6 (a)
Zambie	4,9	2,4	0,9
Mozambique	9,2	1,9 (d)	0,4
Madagascar	8,0	1,3 (c)	0,2
Rhodésie du Sud	6,4	3,2 (a)	0,5 (b)
Afrique du Sud	25,5	35,4	7,6
TOTAL AFRIQUE	401	...	45,3

Sources : ONU, **Bulletin mensuel de statistiques** pour la population et les importations (données cif sauf pour la Rodhésie et l'Afrique du Sud) ; ONU **Yearbook of National Account Statistics**, 1975, vol. III, et FMI, **International Financial Statistics**, décembre 1977, pour le P.I.B. (a) : 1974, (b) : 1973, (c) : 1972, (d) : 1970.

TABLEAU 2 — PART DU COMMERCE INTRA-ZONE DANS LE COMMERCE TOTAL DE CHAQUE ZONE (1975)

Zone	Importations	Exportations
Afrique	4,6 %	5,5 %
Moyen-Orient d'Asie	9,3 %	4,8 %
Amérique latine	15,8 %	19,3 %
Asie du Sud-Est (Japon exclu)	18,7 %	22,3 %
Europe occidentale	61,4 %	64,1 %

Source : calculs effectués d'après le Bulletin mensuel de statistiques de l'ONU, juin 1976, tableau spécial C.

capitalisme ultra-développé : il découle au contraire de *l'arriération* économique de l'Afrique et de sa *dépendance* vis-à-vis de l'impérialisme. Ce fait est encore confirmé par l'orientation des échanges, qui se caractérise par la part dérisoire des échanges *entre* les pays africains eux-mêmes. Le tableau 2 permet de voir l'extrême faiblesse du commerce intra-africain comparativement aux autres zones sous-développées : 5 % des échanges environ, contre plus de 15 % pour l'Amérique latine, 20 % pour l'Asie du Sud-Est et... plus de 60 % pour l'Europe occidentale. Plus que toute autre région, l'Afrique est *compartimentée* en autant d'alvéoles économiques étanches entre elles et directement reliées aux centres impérialistes. Cette constatation est soulignée par une analyse qualitative du commerce extérieur, qui montre qu'à la différence d'autres zones, l'Afrique ne vend pratiquement que des matières premières pour acheter presque tout ce qui est nécessaire à son équipement et même en grande partie à sa consommation : ainsi en 1975 plus de 90 % des exportations des pays en voie de développement d'Afrique étaient constitués de matières premières et de produits agricoles, et 84 % de ces matières allaient aux pays développés ; à l'inverse, 82 % des exportations des pays développés à destination de l'Afrique étaient constitués de produits manufacturés (1). *L'Afrique est le continent où le pillage et l'exploitation impérialistes atteignent les sommets.*

Bien entendu, il faut faire une étude plus fine du marché africain et de sa structure pour saisir son évolution. Si l'on divise l'Afrique en trois zones : septentrionale, centrale et australe, leurs parts dans les importations totales de l'Afrique étaient quasiment identiques en 1960 ;

(1) Calculs effectués d'après les tableaux du *Commerce mondial par classes de marchandises*, ONU, *Bulletin mensuel de statistiques*, février et mai 1977.

respectivement 34,5 %, 30,1 % et 34,4 %, soit en gros un tiers pour chaque zone (2).

La situation a profondément changé aujourd'hui. La part de l'Afrique septentrionale a baissé jusque vers 1965, à cause principalement de l'indépendance de l'Algérie (ce marché se rétrécissant considérablement avec le départ massif des Français) ; puis elle s'est accrue de nouveau grâce aux possibilités offertes par la vente du pétrole, notamment de l'Algérie et de la Libye, pour atteindre en 1975 39 % du marché africain.

La part de l'Afrique centrale (Nigéria excepté) a elle aussi relativement augmenté du fait des événements qui ont secoué l'Afrique du Nord, avant de retrouver pratiquement sa place de 1960, 23,1 % contre 22,1 % ; en revanche la part du Nigeria a doublé entre 1970 et 1975 grâce au pactole pétrolier, passant de 7,1 à 13 %, ce qui a fait passer la part globale de l'Afrique centrale de 30,1 % à 36,1 % des importations de l'ensemble de l'Afrique.

La perdante est donc l'Afrique australe : sa part des importations de l'Afrique a d'abord monté en rapport avec les événements d'Afrique du Nord, puis elle a brutalement baissé de 38,3 % en 1970 à 24,9 % en 1975, à cause d'une part de la moins grande richesse en pétrole et d'autre part de l'incendie social qui y fait rage avec l'indépendance des colonies portugaises et ses répercussions en Afrique du Sud. L'importance commerciale relative de cette zone devrait donc encore diminuer dans les années à venir — ce qui explique que des entreprises fassent semblant de boycotter l'Afrique du Sud sous la pression de certains Etats (comme le Nigéria) qui se donnent à l'occasion une auréole anti-impérialiste.

Inégalité entre les zones, mais encore plus entre les pays. Sur les 47 pays que compte l'Afrique, 9 (soit 19 %) rassemblent en 1975 57,1 % de la population, fournissent 74,3 % de la production totale du continent et représentent 70 % du marché africain. Même dans ce groupe, l'inégalité est importante puisqu'à eux seuls l'Algérie, la Libye, l'Egypte, le Nigéria et l'Afrique du Sud, soit le neuvième du nombre des Etats, comptent 35,5 % de la population, fournissent 61,8 % de la production du continent et absorbent 59 % des importations, toujours pour l'année 1975.

---

(2) Les zones retenues sont les suivantes : *Afrique septentrionale :* Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Egypte et Soudan (en ce qui concerne la Mauritanie, voir note 3) ; *Afrique centrale :* Mauritanie, Mali, Haute-Volta, Niger, Tchad, Sénégal, Cap Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Leone, Libéria, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Dahomey, Nigéria, Cameroun, Centrafrique, Guinée équatoriale, Gabon, Congo-Brazzaville, Zaïre, Ruanda, Burundi, Ouganda, Ethiopie, Somalie, Kenya, Tanzanie ; *Afrique australe :* Angola, Zambie, Mozambique, Madagascar, Namibie, Botswana, Rhodésie du Sud, Malawi, Lesotho, Swaziland et Afrique du Sud. Calculs effectués d'après les données de *International Financial Statistics,* mai 1976 et décembre 1977.

Il est naturel que ce soit avant tout sur ces marchés plus vastes et qui se développent plus vite, que se portent avec anxiété et envie les regards des grands impérialismes. Est-il possible de décrire mieux que ne le font *Les Echos* le sentiment qui anime les capitalistes à propos du Nigéria, devenu en 1976 le premier marché d'Afrique avant même la Républicaine Sud-africaine ? Voici ce qu'on peut lire dans le numéro du 19 décembre 1977 :

« Perdre de l'argent au Nigéria ? Impossible. Pure fanfaronnade, direz-vous. Eh bien, non. Toutes les entreprises étrangères installées au Nigéria réalisent des profits comme ce n'est plus permis... dans leur pays d'origine. Leur secret ? Emprunter à bon marché (le taux varie de 6 à 8 %) et pratiquer des hausses massives de prix sans risques (25 % d'inflation au minimum). Le marché est tellement demandeur ! »

Un nouvel Eldorado en somme !

Les grands impérialismes en Afrique

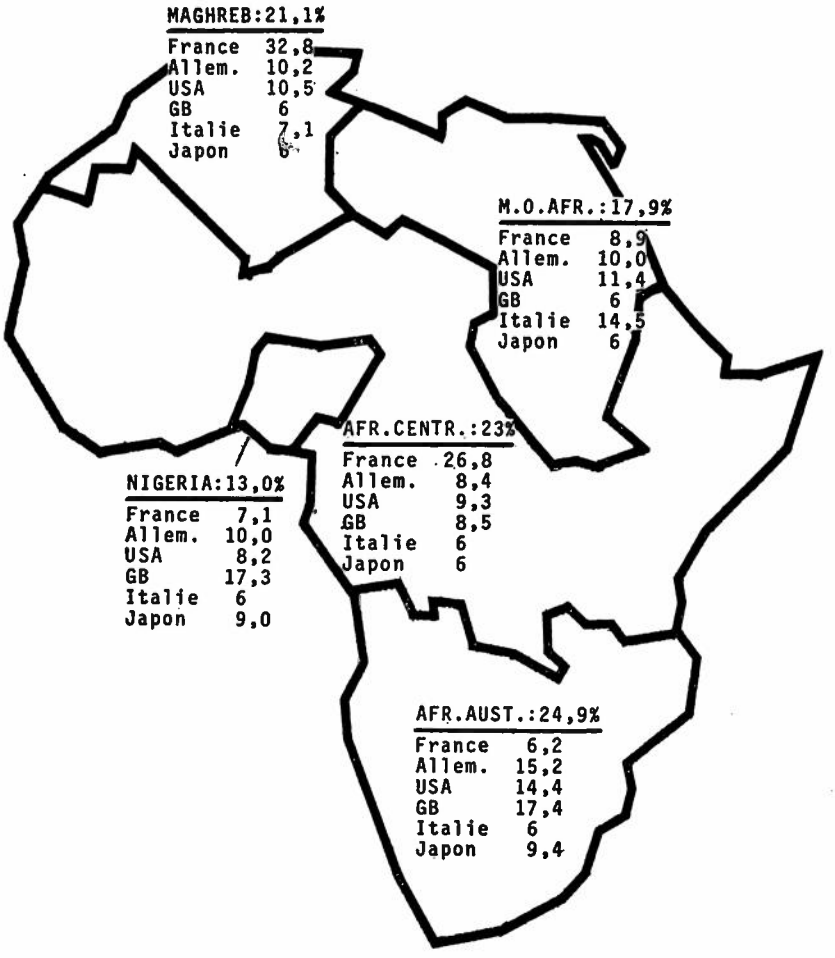
Les chiffres rassemblés dans le tableau 3 donnent, pour chacun des principaux pays impérialistes, la valeur absolue de ses exportations vers l'Afrique en 1975, puis la part de ces exportations « africaines »

TABLEAU 3 — LE CONTROLE DU MARCHE AFRICAIN PAR L'IMPERIALISME EN 1975

	Exportations vers l'Afrique *(millions de $)*	Part dans les exportations du pays (%)	Part du marché africain détenue (%)
France	7.813	15,1	16,0
Allemagne	5.015	5,6	10,3
Etats-Unis	4.885	4,5	10,0
Grande-Bretagne	4.651	10,6	9,5
Italie	3.379	9,7	6,9
Japon	2.882	5,2	5,9
Pays-Bas	1.399	4,1	2,9
Belgique	1.144	4,0	2,3
Espagne	891	10,7	1,8
U.R.S.S.	797	2,4	1,6
Total monde	48.800	5,6	100

Sources : ONU, **Yearbook of International Trade Statistics** et **Bulletin mensuel de statistiques**, juin 1976 ; OCDE, **Statistiques du commerce extérieur**, série A. Les chiffres donnés pour le Japon s'entendent déduction faite des exportations vers le Libéria, qui consistent pour leur quasi-totalité en ventes de navires armés sous pavillon de complaisance et ne sont donc destinées à l'Afrique que par pure convention juridique.

TABLEAU 4 — LA PART DES GRANDS IMPERIALISMES DANS LES CINQ GRANDES REGIONS D'AFRIQUE (1975)



Sources : calculs effectués d'après les sources du Tableau 1.

dans ses exportations totales (qui mesure pour lui l'importance du marché africain), enfin la part du marché africain détenue (qui mesure l'importance de sa zone d'influence commerciale). On voit que si 10 pays s'accaparent plus des deux-tiers du marché total de l'Afrique (67,2 %), les quatre principaux impérialismes sont, sur le plan commercial, la France, l'Allemagne, les US.A. et la Grande-Bretagne qui totalisent à eux seuls près de la moitié du marché (45,8 %).

L'impérialisme français reste le premier fournisseur de l'Afrique, dépassant d'une demi-longueur ses trois concurrents les plus importants, qui occupent des places comparables entre elles. Si l'on veut faire une comparaison européenne, la France tient en 1975 la place commerciale de l'Allemagne et l'Italie réunies. Cette place prépondérante de l'impérialisme français s'éclaire encore davantage si l'on tient compte de la place que tient l'Afrique dans les exportations des différents impérialismes. *C'est l'impérialisme français qui s'intéresse relativement le plus à l'Afrique,* puisqu'il y réalise 15,1 % de ses ventes totales. Viennent ensuite la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne (cette dernière comptant en fait très peu en valeur *absolue*). L'Italie concentrant son commerce dans l'Afrique méditerranéenne, elle n'est pas en réalité un concurrent continental. L'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon ne dirigent vers l'Afrique que 5 % de leurs ventes, soit un chiffre légèrement inférieur à la part de l'Afrique dans les importations mondiales (5,6 %). Mais leurs tailles commerciales imposantes leur donnent des parts de marché supérieures à ce chiffre.

Poids inégal des différents impérialismes dans les différentes zones.

Si l'on partage l'Afrique en cinq zones d'importance comparables, le Maghreb, le Moyen-Orient d'Afrique, le Nigéria, le reste de l'Afrique centrale, et l'Afrique australe, on voit mieux le poids relatif des différents impérialismes, qui est très différencié selon les zones (voir tableau 4). Ainsi l'Italie n'a de poids que dans la zone méditerranéenne, principalement dans le Moyen-Orient africain dont elle est le premier fournisseur. De même le Japon n'a un poids qu'en Afrique australe et au Nigéria.

Même les « quatre grands » impérialismes qui dominent l'Afrique disposent leurs pions inégalement. Le poids de la France se fait sentir essentiellement au Maghreb, où elle dispose globalement du tiers du marché, et en Afrique centrale où elle tient le quart des ventes. Ailleurs son poids est faible et tourne entre 6 et 9 %. L'Angleterre domine principalement en Afrique australe et au Nigéria : elle tient dans ces zones un sixième du marché ; en Afrique centrale son poids est faible, et il est inexistant en Afrique du nord, où elle est supplantée par l'Italie. De leur côté, l'Allemagne et les Etats-Unis répartissent également leurs forces dans toutes les zones, sauf en Afrique australe où elles sont supérieures : *Allemagne et Etats-Unis sont les grands concurrents continentaux des puissances en place.*

TABLEAU 5 — EVOLUTION DE LA PART DU MARCHE AFRICAIN DETENUE PAR LES PRINCIPAUX IMPERIALISMES

en %	1960	1965	1970	1975	1976
France	26,1	16,2	14,5	16,0	14,9
Allemagne	7,5	7,6	9,6	10,3	11,0
Etats-Unis	8,0	11,5	10,1	10,0	10,1
Grande-Bretagne	17,5	16,5	12,3	9,5	9,1
Italie	3,1	4,8	5,5	6,9	6,1
Japon	3,8	4,2	5,3	5,9	5,8
U.R.S.S.	1,3	3,1	3,6	1,6	1,4

Sources : voir tableau 3 (même correction effectuée pour le Japon).

L'ouverture de l'Afrique et la percée germano-américaine.

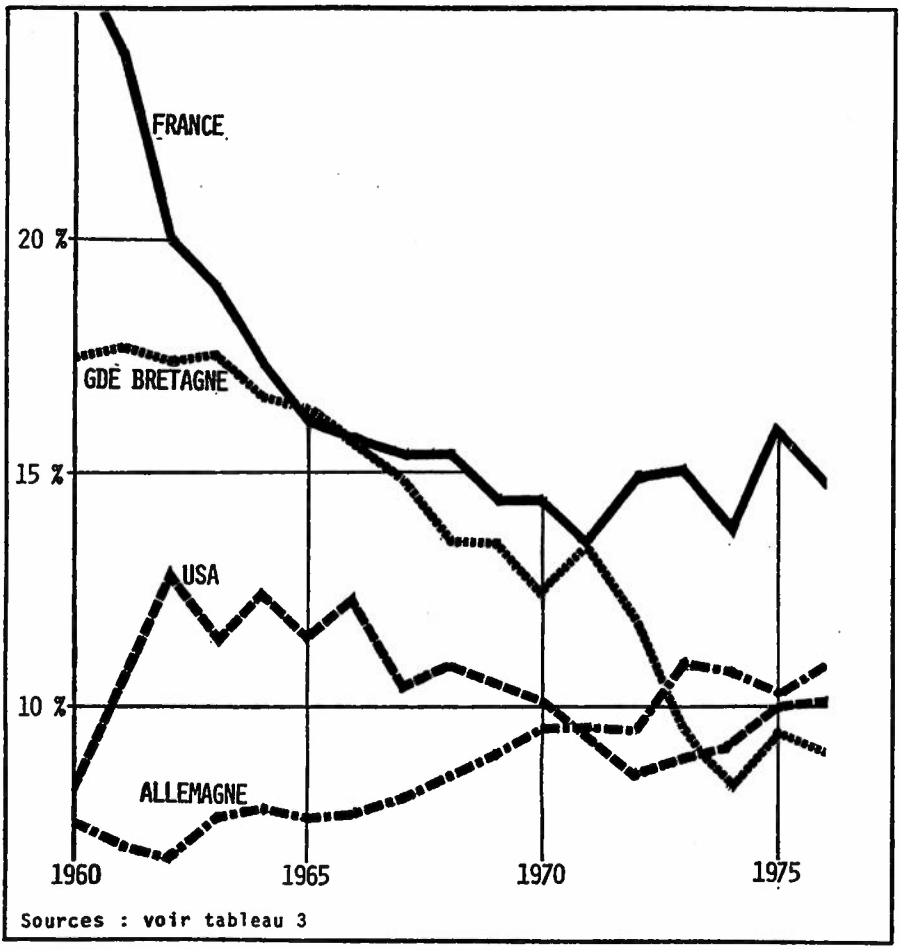
Pour étudier l'évolution des parts de marché nous avons pris comme point de départ l'année 1960, qui marque en gros le tournant de l'indépendance en Afrique. A cette époque-là (voir tableau 5), la France et l'Angleterre accaparaient à elles seules 44 % des marchés africains, respectivement 26,1 % et 17,5 %. Seize ans après, en 1976, la situation a changé : la part totale des deux anciens colonisateurs est passée de 44 % à 24 %. L'Afrique s'est donc ouverte à de nouvelles influences.

Le tableau 5 et le graphique 6 reflètent bien cette évolution, à savoir la diminution d'influence de la France et de l'Angleterre, et la montée de l'Allemagne et des Etats-Unis, dont les parts respectives passent de 7,5 % et 8 % en 1960 à 11 % et 10,1 % en 1976 ; l'évolution de ces derniers est d'ailleurs moins rapide que celle de l'Italie et du Japon, qui passent respectivement de 3,1 % à 6,1 % et de 3,8 % à 5,8 %.

La percée allemande est puissante, déterminée, régulière, toute germanique pourrait-on dire. Ses progrès sont sensibles dans toutes les zones, bien que ce soit l'Afrique du Sud qui ait toujours été le marché le plus important de l'Allemagne : 34,6 % de toutes les ventes en Afrique en 1967 et 27,5 % en 1975. Mais les succès les plus notables se remarquent au Maghreb, dont l'Allemagne est en 1975 le second fournisseur avec 12,3 % des ventes (2 % en 1960), en Egypte où elle est le second fournisseur après les Etats-Unis, et au Nigéria où elle est également le second fournisseur après la Grande-Bretagne.

La percée américaine apparaît bien plus hésitante et désordonnée. Les Etats-Unis s'intéressent depuis toujours à l'Afrique du Sud dont la part dans leurs ventes à l'Afrique a baissé de 36,9 % en 1967 à 26,8 % en 1975, soit une évolution tout à fait comparable à celle de l'Allema-

TABLEAU 6 — LA PART DES « QUATRE GRANDS » IMPERIALISMES EN AFRIQUE



gne. Le graphique 6 montre que la percée américaine en Afrique a été fulgurante au début des années soixante. En effet, ce sont les Etats-Unis qui ont tout de suite profité de l'ouverture du Maroc et de la Tunisie où ils avaient dès 1960 respectivement 9 % et 7,9 % du marché, ainsi que de la Libye et de l'Egypte dont ils étaient le premier fournisseur avec 20,8 % et 17,7 % des ventes. Si la part des Etats-Unis au Maghreb progresse lentement ensuite, mais uniquement grâce à l'ouverture de l'Algérie, la guerre des 7 jours les élimine du Moyen-Orient d'Afrique. En Mauritanie la part américaine passe de 9,8 % en 1962 à 22,9 % en 1965, pour retomber à 10,6 % en 1972. Il en est de même au

Zaïre, où des tâches de gendarme ont entraîné l'Amérique dès 1960 ; sa part dans le marché est passée de 13,1 % en 1960 à 23,6 % en 1965 pour baisser ensuite régulièrement. Dans le reste de l'Afrique, notamment anglophone, les Etats-Unis se sont taillé une coquette part du marché : en 1970, 18 % au Ghana, 8,8 % au Kenya ; en 1975, 13,4 % en Tanzanie, 10,9 % au Nigéria, la part étant du même ordre en Angola.

Signalons en passant la première et brève apparition de l'U.R.S.S. sur les marchés africains où sa part grandit à partir de 1960, fait un bond en 1967 pour atteindre 3,6 % en 1970 et chute ensuite de manière accélérée en 1973 pour descendre en 1976 à 1,4 % du marché, soit moins que l'Espagne... C'est surtout dans le Moyen-Orient d'Afrique que l'U.R.S.S. a vendu : sa part de marché a culminé à 12,9 % en 1972 en Egypte et à 7,7 % en 1970 au Soudan. Ailleurs, l'U.R.S.S. a eu des succès momentanés dans certains pays avant d'être éliminée : ses ventes passent par un maximum avec 6,7 % au Ghana en 1965, 9,7 % au Mali en 1970, 3 % au Congo en 1966 ; l'U.R.S.S. était de peu le deuxième fournisseur de la Guinée après les Etats-Unis dans les années 60.

Elimination de l'Angleterre et résistance de la France

Cette ouverture des marchés s'est naturellement faite au détriment des puissances en place : si on laisse de côté les petites puissances colonisatrices comme la Belgique, le Portugal, l'Espagne, c'est la Grande-Bretagne qui a été la plus grande victime de la déstabilisation de l'Afrique. Il est caractéristique que la part britannique, relativement stable de 1960 à 1965 où elle ne passe que de 17,5 % à 16,5 %, chute irrémédiablement à partir de cette date jusqu'à 9,1 %, soit moins que l'Allemagne et les Etats-Unis, précisément à une époque où la concurrence inter-impérialiste s'est accentuée en Afrique.

Signe particulier de la décadence britannique : la part du Nigéria dans les ventes de la Grande-Bretagne à l'Afrique est passée de 10,1 % en 1960 à 23,9 % en 1975, tandis que la part de la Grande-Bretagne dans les achats du Nigéria est passée dans le même temps de 42,3 % à 18,6 %, baissant de moitié entre 1972 et 1975. Si l'on prend la période 1965-1975, la part britannique dans les autres zones de l'Afrique est passée de 23,4 % à 15,3 % au Soudan, de 25,9 % à 15,5 % au Ghana, de 28,3 % à 20 % au Kenya, de 32,4 % à 14,9 % en Tanzanie, de 28,1 % à 19,7 % en Afrique du Sud. Le graphique 6 montre le caractère inéluctable de ce recul de la Grande-Bretagne sous les coups conjugués des autres impérialismes.

Le même graphique montre également que la dynamique de l'impérialisme français est à partir de 1971 diamétralement opposée à celle de l'impérialisme britannique : si la chute de la part française est brutale entre 1960 et 1965 (26,1 % à 16,2 %), elle se ralentit de 1965 à 1970, et on voit que l'impérialisme français repart à l'assaut dès 1972 pour retrouver en 1975 une part équivalente à celle de 1965. C'est même la

progression des exportations françaises qui a été la plus forte au cours de ces dernières années. L'impérialisme français a donc réussi ces dernières années à *inverser la tendance historique de son élimination en Afrique et il participe même aujourd'hui, avec les nouveaux venus, à la conquête commerciale du continent.*

Il faut expliquer les causes de ce renversement de tendance de l'impérialisme français.

Les chasses gardées françaises

Nulle part en Afrique l'Angleterre n'a conservé la prééminence commerciale que garde l'impérialisme français dans ses anciennes colonies, et qui est illustrée par les chiffres du tableau 7.

Prenons d'abord les pays du Maghreb (Mauritanie exceptée) (3), où l'impérialisme français réalise en 1975 41,1 % de ses exportations africaines. L'ouverture du Maroc et de la Tunisie aux autres influences s'est faite à partir de 1956, si bien que la part des ventes françaises avait déjà diminué avant 1960, date à laquelle elles étaient encore de 79,8 % en Algérie. Dans ces pays, la part française descend jusqu'aux environs de 30 % et se stabilise à ce niveau, en 1970 pour le Maroc et la Tunisie, en 1972 pour l'Algérie.

Il est intéressant de noter que la stabilisation de la part française se fait alors que celle des Etats-Unis *régresse*, passant au Maroc de 11,3 % en 1970 à 7,6 % en 1975, et en Tunisie de 17 % à 6,7 % pour la même période ; de son côté, l'Allemagne progresse surtout en Algérie, où sa part passe de 10 % en 1970 à 11,6 % en 1975 et vraisemblablement à plus de 17 % pour les trois premiers trimestres de 1977, en même temps que celle de la France recule nettement. Il s'agit bien dans le cas du Maroc et de la Tunisie d'un phénomène de *zone d'influence* de l'impérialisme français, comme cela est visible en Amérique latine pour les Etats-Unis.

Mais ce n'est rien à côté de ce qui se passe en Afrique noire : l'ouverture relative de cette zone a fait chuter la part de la France du haut de ses 60 % coloniaux, mais le monopole de l'impérialisme français n'en reste pas moins confortable puisqu'il détient en moyenne plus de 40 % du marché alors que le principal concurrent n'arrive en général pas à atteindre 10 %. En dehors de quelques pays qui font partie du groupe où le développement rapide entraîne des importations massives et où la part de la France continue à baisser légèrement, comme le

(3) La Mauritanie ne figure pas dans le Maghreb dans les statistiques françaises aussi bien qu'internationales. Pourtant, le partage du Sahara occidental l'y lie désormais complètement.

Sénégal, la Côte d'Ivoire (4) et le Cameroun, non seulement la part française est relativement stabilisée, mais elle remonte.

De ce point de vue la palme revient au Gabon, joyau colonial par excellence : la part des importations françaises y avait très légèrement baissé, passant de 59 % en 1960 à 56,6 % en 1970 ; depuis, elle est remontée à 66,9 % en 1975 et à 68,8 % en 1976 ! Comme le note avec satisfaction le numéro spécial de *Marchés tropicaux et méditerranéens* du 27 mai 1977 consacré au Gabon (où nous avons pris ces chiffres pour les deux dernières années) : *« la position de la France est tout à fait exceptionnelle et en amélioration régulière » !* Il est d'ailleurs intéressant de noter que la position de la France s'améliore aux dépens de celle de l'Allemagne, qui est passée de 6,1 % à 10,4 % entre 1960 et 1972 pour retomber à 3,6 % en 1976, et de celle des Etats-Unis, qui était de 12,6 % en 1960, de 11,2 % en 1972, et n'est plus que de 5,8 % en 1976.

Une autre caractéristique de l'attitude de l'impérialisme français est que lorsqu'un pays appartenant à sa zone d'influence en Afrique centrale s'en est écarté, il est jusqu'ici en général parvenu à le faire revenir dans son orbite. Ainsi au Mali, où sa part était tombée à 21,1 % en 1966, elle est revenue à 38,4 % en 1970 et à 42,4 % en 1975 ; au Togo, où sa part était tombée à 29,4 % en 1970, elle est remontée à 35,5 % dès 1972 et à 43,9 % en 1975 ; en Mauritanie, où sa part était tombée à 35,7 % en 1970, elle s'était déjà redressée à 43,5 % en 1972, pour atteindre 68,2 % en 1975 ! Aujourd'hui c'est la Guinée elle-même qui renoue des liens avec l'impérialisme français grâce notamment aux efforts déployés par les partis de gauche, PC et PS. Selon *Les Echos* du 21-11-75, seule la reprise des relations diplomatiques devrait permettre à Paris de *« bénéficier de l'ouverture de la Guinée et de chercher à rattraper le temps perdu »*. Assurément *« la percée sera difficile »*, ajoute ce journal, mais l'impérialisme français compte sur le fait que la langue française est toujours parlée dans les milieux politiques et sur les *« énormes besoins d'équipement du pays »*.

Dans les autres anciennes colonies d'Afrique noire, aucun concurrent n'a pu faire jusqu'à présent une percée durable : dans les pays les plus « ouverts », si l'on peut dire, comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Cameroun, l'Allemagne ne tient respectivement que 5,4 %, 5,4 % et 7,8 % du marché en 1975 et les Etats-Unis 7,1 %, 7,4 % et 6,5 %, autant dire pas grand-chose. De plus, dans certains pays, la percée américaine a été, comme au Maroc et en Tunisie, nettement stoppée. Il s'agit de la Mauritanie où la part américaine avait atteint 22,9 % en

(4) Encore qu'en Côte d'Ivoire la part de l'impérialisme français soit certainement appelée à remonter après le récent voyage de Giscard d'Estaing qui a rapporté 2,8 milliards de francs (environ 600 millions de $) de contrats nouveaux (*Financial Times*, 17 janvier 1978).

TABLEAU 7 — PART DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS DANS LE MARCHE DE SES ANCIENNES COLONIES

en %	1960	1965	1970	1972	1975	1976
Maroc	49,1	38,3	30,9	31,3	31,3	34,2
Algérie	79,9	70,4	42,4	30,2	35,1	30,1
Tunisie	59,3	39,0	34,7	35,7	39,3	35,8
Mauritanie	72,5	46,5	35,7	43,8	68,2	56,4
Mali	67,9	21,1	38,4	43,2	42,3	50,0
Haute-Volta	61,1	50,7	50,7	54,1	41,4	...
Niger	49,2	53,2	45,8	46,6	70,7	...
Tchad	52,4	46,4	39,8	48,3	32,5	...
Sénégal	68,7	54,5	51,3	49,2	43,6	...
Côte d'Ivoire	69,0	62,4	46,5	47,1	39,9	41,6
Togo	51,3	31,3	29,5	35,4	43,9	44,1
Bénin	57,5	54,8	42,2	40,1	40,2	...
Cameroun	58,4	58,1	50,5	47,6	44,2	47,3
Centrafrique	60,5	60,5	57,8	...	49,8	...
Gabon	59,0	58,5	56,6	58,3	66,9	68,8
Congo	...	60,8	55,1	53,6	57,6	...
Madagascar	70,0	62,5	54,7	55,3	38,1	...

Source : ONU, **Yearbook of International Trade Statistics** jusqu'en 1972 ; les chiffres de 1975 et 1976 sont calculés en rapportant les exportations françaises par pays données par les **Statistiques du Commerce Extérieur** de l'INSEE aux importations fob de ces pays données par **International Financial Statistics** de décembre 1977, sauf pour le Gabon, dont les chiffres sont fournis par **Marchés Tropicaux**, 25 mai 1977.

1965 mais n'était plus que de 10,6 % en 1972, du Gabon dont nous avons déjà parlé, du Cameroun où elle est passée de 7,7 % en 1970 à 6,5 % en 1975, et dans une moindre mesure de la Côte d'Ivoire où elle a stagné de 7,9 % en 1970 à 7,1 % en 1975.

Ce phénomène existe aussi pour l'Allemagne bien qu'il soit moins fréquent ; ainsi la part allemande est passée en Mauritanie de 14,4 % en 1965 à 2,9 % en 1970, en Côte d'Ivoire de 8,6 % en 1970 à 5,4 % en 1975 et au Sénégal de 6,5 % en 1970 à 5,4 % en 1975. *L'Usine nouvelle* est donc en dessous de la réalité quand elle titre dans son étude consacrée aux marchés d'Afrique noire (avril 1977) : « *Ce n'est plus la chasse gardée des Français ! Mais ils ont encore la cote d'amour* ». En réalité, il s'agit bien de chasses gardées, et elles sont défendues par le coq français avec bec et ongles...

L'importance de l'Afrique pour l'impérialisme français

Nous avons déjà vu que l'impérialisme français est le plus attaché aux marchés africains (et le plus dépendant à la fois) puisque ses exportations vers l'Afrique représentent 15,1 % de ses exportations totales. Il faut ajouter que la France entretien avec cette zone un excédent commercial considérable et permanent. Le tableau 8 montre d'ailleurs un phénomène du même type pour l'Angleterre, ce qui prouve qu'il est lié aux privilèges coloniaux : seuls ces pays peuvent se permettre de vendre aux pays d'Afrique beaucoup plus qu'il n'y achètent.

Pour la France, le taux de couverture global des importations africaines par les exportations atteint 172 % en 1975 (c'est le taux le plus élevé des pays énumérés dans le tableau 8) *alors qu'il n'était la même année que de 95 % pour l'ensemble du commerce extérieur français ;* l'excédent était particulièrement sensible avec l'Afrique du nord, zone pour laquelle le taux de couverture atteignait 250 % (335 % pour la Tunisie) ; il était de 127 % pour l'ensemble de l'Afrique au sud du Sahara, et de 135 % pour les pays africains de la zone Franc.

Ce poids des marchés africains détermine toujours le capitalisme français car il entretient l'inertie de la petite industrie, qui ne subsisterait pas sans les avantages coloniaux. Comme on peut le lire dans le numéro déjà cité de l'*Usine Nouvelle :*

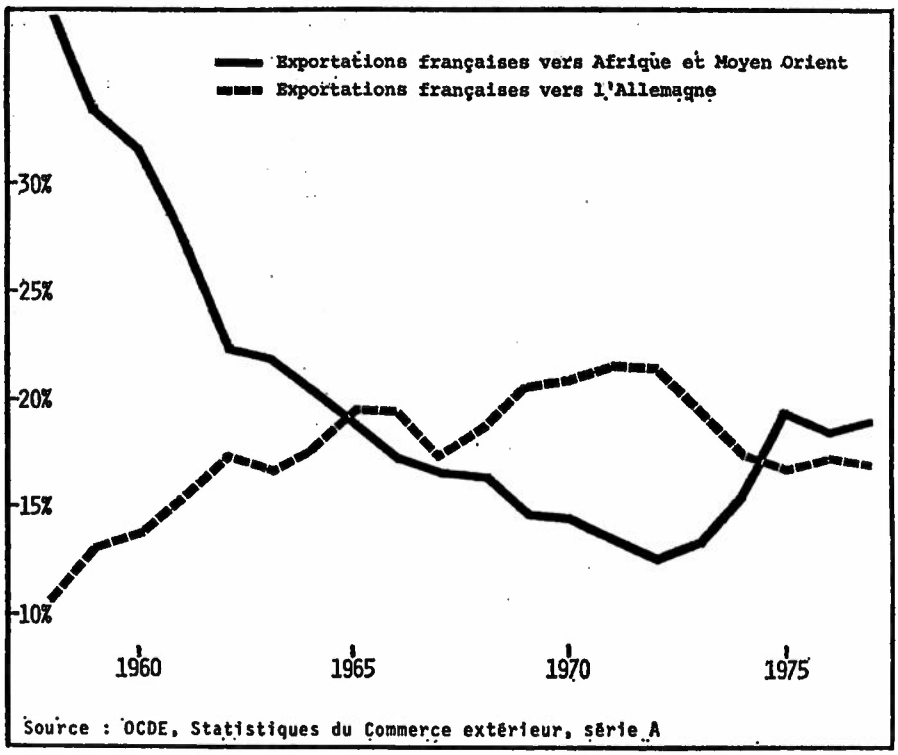
« *Les patrons de PME françaises sont très bien placés. Il n'existe pas, dans le monde entier, de cadre qui leur est plus familier : langue, règlements administratifs, unité monétaire (zone franc). Ces avantages, le Centre d'études pour la promotion de l'industrialisation en Afrique*

TABLEAU 8 — COUVERTURE DU COMMERCE AVEC L'AFRIQUE EN 1975

(Millions de $)	Exportations *(fob)*	Importations *(cif)*	Solde	Taux de couverture (%)
France	7.813	4.550	+ 3.263	172
Allemagne	5.015	5.495	— 480	91
Etats-Unis	4.885	8.286	— 3.401	59
Grande-Bretagne	4.651	3.273	+ 1.378	142
Italie	3.379	3.209	+ 170	105
Japon	2.882	2.317	+ 565	124
Pays-Bas	1.399	1.500	— 101	93
Belgique	1.144	1.372	— 228	83
U.R.S.S.	797	1.199	— 402	66

Sources : voir tableau 3.

TABLEAU 9 — LE « REDEPLOIEMENT » DES EXPORTATIONS FRANÇAISES



(Cépia, organisme paritaire Centre français du Commerce Extérieur - *CNPF) sait bien les mettre en valeur. Ses chargés de mission détectent les créneaux des marchés, alertent sur les mutations, préparent les dossiers de financement. De plus, ajoute malicieusement* [un Ivoirien], *les Français sont les premiers informés des « opportunités ». Les administrations ne sont-elles pas truffées de conseillers et de consultants français ?* » L'autre atout de taille est que, comme le remarque le même article : « *Dans tous les pays francophones, (à l'exception du Zaïre, où l'influence belge est encore prépondérante, malgré la vigoureuse offensive diplomatique élyséenne commencée depuis trois ans) l'industrie est contrôlée et dirigée par des Français* ».

Il est certain qu'à l'heure de la crise internationale, alors que la concurrence s'exacerbe partout, le rôle de ces chasses gardées et plus généralement de l'ensemble de l'Afrique doit prendre un *importance plus grande encore* dans le commerce extérieur de l'impérialisme français. Cette tendance est mise en évidence par le graphique 9, qui illustre l'évolution de la part de l'Allemagne d'un côté, de l'Afrique et du Moyen-Orient de l'autre, dans les exportations françaises. Le tournant

de la décolonisation apparaît clairement : avec le gaullisme, le capitalisme français se tourne résolument vers l'Europe et brûle les étapes de son entrée dans le Marché Commun en se dopant par la dévaluation de 1959. C'est ainsi que la part de l'Allemagne dans le commerce extérieur français grandit à vive allure pour atteindre un maximum en 1971-1972, alors que dans le même temps celle de l'Afrique ne cesse de diminuer. Mais 1972 marque un double renversement de tendances : la part de l'Afrique bondit, de même que celle du Moyen-Orient d'Asie. Désormais, les marchés africains et arabes sont plus importants pour l'impérialisme français que le marché allemand. Ce « redéploiement » ne peut qu'être accentué par la crise internationale. Le PCF ne fait donc qu'enfoncer des portes ouvertes lorsqu'il réclame une réorientation des échanges de la France vers les pays de l'Est et les pays sous-développés pour échapper à la dépendance à l'égard de l'Allemagne ! Naturellement pour ce donneur de bons conseils bourgeois, le gouvernement « met en pièces l'indépendance nationale » en permettant que 20 % du commerce extérieur s'effectue avec l'Allemagne. Tandis qu'un resserrement des liens avec des pays d'Afrique qui font avec l'impérialisme français plus de 30 %, 40 % et même 60 % de leur commerce extérieur serait, selon les idéologues du PCF, le meilleur moyen pour ces pays de... garantir leur indépendance ! Il s'agit bien entendu, pour nos sociaux-chauvins, de leur indépendance vis-à-vis des *autres* impérialismes, vis-à-vis des *concurrents* de l'impérialisme français ! (5)

En réalité, le « redéploiement » a déjà commencé depuis longtemps, et il s'effectue sur le sol africain même. En effet, si l'on examine l'évolution de la part de marché africain détenue par l'impérialisme français, on voit qu'elle passe de 14,5 % à 16 % entre 1970 et 1975. Une étude de cet accroissement montre qu'il est dû essentiellement aux facteurs suivants : la stabilisation et la *remontée de l'impérialisme français dans sa zone d'influence* traditionnelle, ensuite la plus grande importance prise par cette zone dans le marché africain sous l'effet principalement des ventes de pétrole algérien et du rétrécissement des

---

(5) Le grand truc de la « coopération de type nouveau » conçue par le PCF est le fameux « intérêt mutuel », ce mensonge bourgeois derrière lequel s'est toujours cachés l'exploitation impérialiste. « *Une politique française prenant en compte de telles orientations, lit-on dans* L'impérialisme français aujourd'hui, *pourrait faire beaucoup pour qu'elles triomphent* [M. de La Palisse est passé par là !]. *Elle trouverait en même temps avantage à la coopération privilégiée que lui offrent sincèrement de jeunes Etats aux immenses potentialités, tels l'Algérie démocratique et populaire. C'est une idée chère à notre parti, qui l'a affirmée tout en luttant contre les guerres coloniales menées par l'impérialisme français ; notre pays pourrait se faire des amis de tous les peuples hier maintenus dans les chaînes, à la seule condition de reconnaître effectivement, sans aucune arrière pensée ni réticence, leur indépendance et de vouloir une coopération authentique. De l'Indochine à l'Afrique, ces possibilités doivent être saisies par la France démocratique de demain. La France doit coopérer avec tous les pays sans discrimination. Elle doit rechercher une diversification des échanges qui, actuellement, privilégient de façon disproportionnée les pays de la CEE et, au premier chef, l'impérialisme ouest-allemand* » (Ed. Sociales, 1977, p. 57).

marchés de l'Afrique australe en proie à la tempête sociale, enfin et surtout la *percée commerciale de l'impérialisme français* dans de nouvelles zones.

L'agression de l'impérialisme français vers de nouvelles zones

Ces nouvelles zones sont essentiellement constituées par un groupe de six pays où, à une notable exception près, la France n'avait qu'une présence tout à fait secondaire. Il s'agit de l'Algérie, de la Libye, de l'Egypte, de l'Afrique du Sud, du Zaïre et du Nigéria. Pour les cinq derniers pays, le taux d'expansion des ventes françaises en valeur a été de 875 % entre 1967 et 1975, soit le double du taux d'expansion des exportations totales de la France vers le monde, qui a été de 458 %.

En Libye, la France a non seulement suivi l'expansion formidable de la demande permise par les ventes pétrolières, mais a accru sa part de marché, qui est passée de 5,2 % à 8,8 % entre 1965 et 1975.

En Egypte, l'impérialisme français a progressé très régulièrement : 3,9 % du marché en 1960, 5,2 % en 1965, 7,4 % en 1970 et 10,7 % en 1975, où il a profité successivement du recul américain puis de l'élimination de la Russie. *Marché Tropicaux et Méditerranéens* notait dans son numéro du 26 décembre 1975 : « *La percée économique de la France dans cet Etat arabe, particulièrement francophile (et un peu francophone) a toutes les chances d'être prometteuse* ». En réalité, l'impérialisme français s'est fait depuis, ravir la seconde place sur ce marché par l'Allemagne.

La progression des ventes a également été spectaculaire en Afrique du Sud ces dernières années : la part française, qui était passée progressivement de 2,1 % en 1960 à 3,4 % en 1972, a brutalement sauté à plus de 7 % en 1976 et 1977 (6). La morosité de ce marché, provoquée par la révolte sociale, n'a pas eu d'effets contraires sur les ventes françaises qui sont surtout constituées d'armes, justement si nécessaires en pareille occasion (7).

---

(6) Les parts pour 1976 sont calculées ici à partir des exportations données par les *Statistiques du commerce extérieur* de l'OCDE (série A) rapportées aux importations des cinq pays considérés données par *International Financial Statistics*, décembre 1977. Pour 1977, les évaluations sont faites à partir des chiffres des trois premiers trimestres de l'année.

(7) *Le Nouvel Economiste* du 9-1-1978 s'interroge : « *La France doit-elle confirmer sa place de quatrième fournisseur de l'Afrique du Sud ou respecter le semi-boycott dont Pretoria fait l'objet en Occident ?* ». L'impérialisme français a trouvé une réponse provisoire : le gouvernement fera toutes les promesses officiellement « *pour se dédouaner vis-à-vis de l'opinion internationale* » mais « *compte sur ses industriels et ses commerçants pour faire ce qu'il ne peut pas faire, c'est-à-dire développer les échanges* ». Comme le dit le secrétaire du comité France-Afrique du Sud du CNPF, « *Depuis cinq ans nous obtenons des résultats appréciables dans ce pays qui est pourtant d'influence anglo-saxonne* [...] *Nous voulons continuer à y faire des affaires* »...

TABLEAU 10 — PARTS RELATIVES DES 4 PRINCIPAUX IMPERIALISMES SUR LES 5 GRANDS MARCHES : LIBYE, EGYPTE, NIGERIA, ZAIRE, AFRIQUE DU SUD

en %	1965	1970	1975	1976	1977
France	6,7	8,9	17,4	15,8	15,4
Allemagne	18,7	25,0	27,9	28,5	28,3
Etats-Unis	33,2	28,4	26,3	28,6	28,5
Grande-Bretagne	41,4	37,7	28,3	27,2	27,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : calculs effectués d'après OCDE, **Statistiques du commerce extérieur**, série A.

Il en est de même au Zaïre, où la part française dans les importations est passée de 4,1 % en 1960 à 11,8 % en 1972, puis à 13,5 %. Elle a atteint 17,6 % en 1976, rejoignant la part belge qui s'élevait à 18,3 %, au détriment là aussi de l'Allemagne et des Etats-Unis, pour retomber semble-t-il en 1977. On comprend pourquoi l'impérialisme français s'est tellement intéressé au Zaïre, indépendamment du fait que la « déstabilisation » de ce pays ferait sauter un des verrous qui protègent du Sud agité ses chasses gardées traditionnelles. Comme on pouvait le lire dans une étude sur les marchés d'Afrique noire parue dans un numéro d'*Usine nouvelle* d'avril 1977, *« La cote de la France est au zénith dans* [*ce*] *pays potentiellement très riche mais désorganisé »*. Un tel succès n'a d'ailleurs pas été sans inquiéter le ministre belge des affaires étrangères, qui fit cette remarque amère au moment de l'intervention franco-marocaine :

« La France s'intéresse particulièrement aux richesses du Zaïre, et la Belgique ressent cela comme une rivalité internationale. Nous avons toujours dit que la Belgique doit laisser la France tranquille dans les régions où, historiquement, elle est donc chez elle. Nous avons demandé que la France adopte la même attitude à notre égard » (*Le Monde* du 22-4-77).

Last but not least, le Nigéria est devenu en 1976 le premier importateur d'Afrique, devançant avec ses 8,2 milliards de dollars d'importations l'Afrique du Sud (7,3 milliards de dollars). Plus peuplé à lui seul que tous les pays d'Afrique d'expression française réunis et représentant un marché aussi important que tout le reste de l'Afrique centrale, il assure désormais le quart des achats de tout le continent. Encastré dans le domaine réservé de l'impérialisme français, riche en pétrole, il était normal que Paris s'y intéresse particulièrement, comme l'a déjà montré la guerre du Biafra. Les ventes françaises ont là aussi

considérablement augmenté, passant de 2,3 % en 1960 à 3,3 % en 1970, puis sautant à 7,1 % en 1973 ; cette part a été jusqu'ici conservée dans la formidable expansion du marché qui a quintuplé en quatre ans (en monnaie courante), passant en gros de 2 à 10 milliards de dollars (8).

Sur tous ces marchés, où l'évolution des parts relatives des « quatre grands » impérialismes est retracée par le tableau 10, l'impérialisme français participe de tous ses ongles à la curée qui vise à dépecer les positions du vieux lion britannique. On voit même que c'est l'agressivité de l'impérialisme français qui reste la plus vive, malgré le revers dû notamment au recul en Egypte en 1976, puisqu'il accroît sa part de près de 75 % entre 1970 et 1977.

On remarque également que la France et l'Allemagne progressent parallèlement, les Etats-Unis et la France ayant de leur côté des parts qui varient contradictoirement, ce qui signifie que dans ces zones aussi leurs intérêts commerciaux s'opposent.

L'impérialisme français agit bien pour son propre compte

Dans leur ouvrage *L'impérialisme français aujourd'hui* (9), les idéologues du PCF écrivent : *« Certes, l'impérialisme français pousse en avant les ambitions des sociétés multinationales à base française mais son action ne déborde pas le cadre des intérêts d'ensemble de l'impérialisme »*. Il agirait, selon le vœu du gouvernement, *« comme un détachement avancé de l'impérialisme »*, bref sans volonté propre. Admettons — par pure hypothèse bien entendu — que cela soit vrai. Cela devrait-il conduire à donner en France la priorité à la lutte contre l'impérialisme *américain* en oubliant la lutte primordiale à mener contre l'impérialisme *français* ? Evidemment pas, car un prolétariat qui défendrait « son » Etat contre un impérialisme concurrent se paralyserait complètement dans la lutte contre ses propres oppresseurs, ce qui aurait également des effets catastrophiques pour la lutte dans les pays asservis en renforçant l'impérialisme. Pour ce qui concerne l'impérialisme français, du simple fait qu'il exploite et opprime en Afrique, toute révolte dans son domaine réservé se dresse nécessairement contre lui, ce qui pousse à l'exaspération du militarisme français, avec la pression inévitable que cela entraîne sur le prolétariat de la métropole et sur les masses exploitées des pays dépendants d'Afrique.

---

(8) *« Il est vrai que les compagnies britanniques sont mieux connues au Nigéria que celles des autres pays d'Europe. La France, qui essaie de faire une percée en Afrique anglophone, a fait preuve d'un zèle intéressé à l'égard de ce pays avec lequel elle a déjà amorcé des relations économiques »* note *Jeune Afrique* du 28-12-77, à l'occasion de la foire de Lagos où Français, Allemands et Américains ont rivalisé d'exhibitionnisme commercial.

(9) Editions Sociales, 1977, page 25.

C'est indiscutablement la tâche des communistes d'éduquer les prolétaires à lutter *prioritairement* et *inconditionnellement* contre *leur propre impérialisme,* sans se demander si celui-ci agit ou non « pour son propre compte » (ce qu'il fait d'ailleurs toujours obligatoirement *au moins en partie* !), sous peine de rendre leur émancipation impossible. Que nous importe alors d'étudier les rapports de l'impérialisme français avec les autres impérialismes dans la domination et l'exploitation de l'Afrique ou de toute autre région ? Eh bien, si on pouvait séparer cet aspect du précédent, comme nous le faisons ici pour les besoins de l'analyse, le fait que l'impérialisme français agisse ou non pour son propre compte en Afrique entraîne une plus ou moins grande responsabilité du prolétariat de ce pays par rapport au prolétariat des autres pays impérialistes concernés, principalement l'Allemagne et l'Amérique. En effet, l'union du prolétariat des grandes métropoles impérialistes — dont la victoire est indispensable pour assurer les conditions tant politiques qu'économiques de la transformation communiste de la société — n'est réalisable que si la classe ouvrière de chaque pays lutte *avant tout* contre les brigandages de sa *propre bourgeoisie* et pratique le *défaitisme* en matière commerciale et économique comme en matière militaire.

Ceci est d'autant plus important dans un pays comme la France où la longue habitude de domination impérialiste est une des bases de l'existence d'une forte bureaucratie ouvrière totalement dévouée à l'impérialisme, d'une petite bourgeoisie et d'une aristocratie ouvrière qui ne pensent que « grandeur de la France» et influencent de larges couches ouvrières. Qu'on en juge par cette récente conférence de presse du PCF concernant les relations avec l'Afrique, où Kanapa explicite les principes qui guident l'action de son parti. L'union du prolétariat international est bien loin ; il ne s'agit que de *l'intérêt mutuel,* mais voici comment ce phantasme bourgeois est conçu : le PCF se prononce pour une « *coopération qui rompe avec les conceptions néocolonialistes d' « aide » et d' « assistance », et qui prenne pour assise stable l'intérêt mutuel, c'est-à-dire en ce qui concerne la France, l'intérêt national* » (*L'Humanité* du 27-1-78). Le PCF n'hésite donc pas à appliquer le réalisme cynique : un seul principe avoué : l'intérêt national ! Mais cette *realpolitik* oublie de dire que c'est par exemple *l'intérêt national* qui a poussé l'Algérie à mener une guerre d'indépendance contre la France qui lui a coûté plus d'un million de morts, et que c'est réciproquement *l'intérêt national* qui a poussé l'impérialisme français à réprimer l'insurrection dans le sang avant de s'incliner devant les faits ! Quant à la manière de définir cet intérêt mutuel, il n'est pas inutile de rappeler qu'il a fallu des décennies de lutte anti-impérialiste pour que le PCF lui-même en arrive à renoncer à sa thèse servile de l'inexistence de la nation algérienne, selon laquelle les révolutionnaires auraient dû, dans la croisade antifasciste, œuvrer « *pour l'indépendance* [non de l'Algérie mais] *de la France et pour la sécurité de l'Algérie* », selon la formule célèbre lancée par le P.C. algérien à sa naissance.

Pour en revenir au réseau des liens entre les principaux impérialismes en Afrique, il est certain que c'est un enchevêtrement complexe de liaisons et d'oppositions qui ne se résume pas au seul terrain commercial ; c'est pourquoi nous ne pouvons pas donner dans le cadre de cette seule partie de notre étude une vue d'ensemble de ces rapports interimpérialistes menant à une conclusion définitive. Il nous semble cependant suffisamment établi que s'il existe aujourd'hui sur un plan général entre la France, l'Amérique et l'Allemagne une entente essentiellement dirigée contre la pénétration militaire soviétique sur le continent africain, ces pays se livrent en même temps une concurrence particulièrement vive.

Il y a de ce point de vue une différence substantielle entre l'impérialisme britannique, qui recule irrésistiblement sans pouvoir opposer de résistance sérieuse à l'arrivée de ses puissants amis, et l'impérialisme français qui, après une période de recul rapide, a trouvé la force, non seulement de contrecarrer les percées des nouveaux venus, allemand et surtout américain, dans ses chasses gardées, mais de reprendre, notamment à la faveur de la crise internationale, une partie du terrain perdu, et même de participer au partage des dépouilles du lion britannique. Le bénéficiaire de cette politique sur le terrain commercial est sans conteste l'impérialisme français. Et le malheur est que si son déclin historique est inéluctable, il y trouve encore malgré tout un petit répit qui retarde la perte de toutes les réserves contre-révolutionnaires avec lesquelles il corrompt les bureaucraties ouvrières, achète la petite bourgeoisie et les couches « supérieures » de la classe ouvrière, et cherche à retarder la reprise de classe. Certes, l'impérialisme français n'a plus d'initiative historique, et le grand conflit réside désormais entre les Etats-Unis et la Russie. Mais ceci était déjà vrai, bien que dans une moindre mesure, dès le premier cataclysme mondial qui opposait avant tout l'Angleterre à l'Allemagne ; aucun membre de l'Internationale Communiste — à part, justement, les chauvins français — n'a pourtant osé prétendre à l'époque que l'impérialisme français n'était pas en France, l'ennemi à combattre *avant tout !*

La lutte pour la suprématie commerciale en Afrique approche

Cette étude des marchés africains permet aussi de dégager certaines tendances qui donnent la possibilité de faire quelques hypothèses sur l'évolution des conflits interimpérialistes en Afrique dans les années à venir.

Le continent africain se présente sur le plan commercial comme un marché en expansion, notamment grâce au développement rapide de la production de pétrole et d'autres matières premières vitales pour l'impérialisme (auxquelles nous consacrerons une autre partie de cette

étude) ; dialectiquement, cela signifie aussi que la moindre crise productive internationale doit y avoir des répercussions catastrophiques. Les grands marchés sont avant tout l'ensemble de l'Afrique septentrionale, le Nigéria, l'Afrique du Sud et en perspective le Zaïre. Les positions des grands impérialismes risquent d'être profondément modifiées dans la décennie qui vient et on peut donner en quelques lignes les traits fondamentaux de cette évolution prévisible.

Si la tendance irrémédiable au déclin de l'impérialisme britannique se poursuit au rythme actuel, il aura perdu en 1990 la moitié de sa part actuelle du marché, ce qui laisse de la nourriture libre aux hyènes qui se disputent ses positions. L'Allemagne et surtout les Etats-Unis ont aujourd'hui un commerce largement déficitaire avec l'Afrique (voir les chiffres du tableau 8), notamment à cause du pétrole. Ils seront sans doute poussés à accélérer la progression de leurs ventes pour redresser cette situation, et on peut se demander si la part cédée par l'Angleterre suffira à contenter leur insatiable appétit (sans compter que la France est également partie prenante de cette curée).

Si l'on poursuit les tendances observées ces dernières années, le partage du butin anglais ne suffit pas, ce qui promet une concurrence acharnée sur le continent. Qui y laissera des plumes ? Il ne semble pas que cette lutte entame les chasses gardées françaises, bien qu'il soit fortement probable que l'impérialisme français perde sa prédominance commerciale en Algérie où les années, sinon les mois qui viennent, risquent d'être décisifs. Il est donc vraisemblable qu'une bataille commune sera menée par l'Amérique et l'Europe contre la percée japonaise en Afrique. D'un autre côté, ce sont les Européens les moins gros qui risquent fort de faire les frais des appétits de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis : à savoir la Belgique, l'Espagne, mais aussi l'Italie. Ajoutons que la pénétration commerciale soviétique n'atteindra pas, dans l'immédiat du moins, des proportions gigantesques.

Si ces hypothèses se réalisaient, elles amèneraient *au plus tard* en 1990 le poids commercial de l'Amérique et celui de l'Allemagne au niveau de celui de la France sur le continent africain. Or le fait que ces trois impérialismes tournent autour de cet équilibre provisoire est d'une importance capitale. L'étude des matières premières et des capitaux ainsi que des questions stratégiques en Afrique ne pourra d'ailleurs à notre avis que rapprocher encore la date d'un équilibre global des rapports de force. Il est donc hautement vraisemblable qu'un des enjeux d'un prochain conflit mondial serait *le partage des chasses gardées françaises en Afrique.* Naturellement, un tel enjeu serait *secondaire,* et ne *déterminerait* nullement la stratégie générale des deux grandes « superpuissances » planétaires ; mais s'il apparaît secondaire à l'échelle internationale, il prend de l'importance pour les impérialismes de second rang comme la France et l'Allemagne, toutes deux vivement intéressées à cet enjeu. Autant dire que la pro-

tection de cette zone d'influence, tout comme la rivalité avec l'Allemagne, est une des *pierre de touche* de la stratégie de l'impérialisme français.

De rudes batailles se livrent dès aujourd'hui

Cette grande bataille pour la suprématie commerciale en Afrique se livre dès aujourd'hui dans les grands pays du continent où les grands concurrents sont à égalité ; l'étude de leur comportement présent nous aiderait certainement, si elle pouvait être entreprise de façon systématique, à comprendre les objectifs qu'ils se fixent et leur attitude future, dans la mesure où ils sont un terrain de préparation des conflits généraux qui mûrissent.

Nous avons déjà parlé du Zaïre, que l'impérialisme français considère comme sa proie, et dont il dispute l'influence économique à la Belgique et aux Etats-Unis. Un autre point chaud des disputes impérialistes est l'Afrique du Sud, dont la Grande-Bretagne a cessé d'être en 1976 le premier fournisseur, mais où elle possède plus de 60 % des capitaux étrangers investis avec un montant vraisemblablement supérieur à 6 milliards de dollars. Désormais, ce sont les Etats-Unis et l'Allemagne qui se disputent la première place, cette dernière grignotant la part anglaise et menaçant la stabilité de la position américaine.

Une bataille cruciale dont l'approche suscite également de graves problèmes internationaux est celle de l'Algérie. Alors qu'en 1975 l'impérialisme français avait réussi à contrecarrer la tendance à la diminution de son influence avec le voyage de Giscard d'Estaing, la concurrence germano-américaine a de nouveau fait chuter sa part à 30 % du marché en 1976 et vraisemblablement à 27 % en 1977 (voir tableau 11). C'est l'Allemagne qui prend l'avantage dans les ventes, au moment même où les grands marchés de l'exploitation du gaz sont passés par les Etats-Unis et vont dans l'avenir appeler massivement les livraisons américaines (10).

---

(10) On peut lire dans *Le Nouvel Economiste* du 30-1-78 : *« Paris-Alger : rien ne va plus. Le président Houari Boumediène vient de franchir un nouvel échelon dans l'escalade. Le 21 janvier dernier il nationalisait cinq sociétés françaises de travaux publics* [...] *Cette mesure vient quelques semaines après la décision de boycotter les fournisseurs français.* [...] *Dans cette guerre, Paris a beaucoup a perdre* [...] *Les raisons du boycott algérien ne sont d'ailleurs pas purement politiques. Alger veut réduire depuis longtemps son déficit commercial sur la France* [*or l'Algérie*] *n'a pas grand-chose à vendre à court terme.* [...] *Qui récolte les fruits de la brouille franco-algérienne ? C'est Washington* [*qui est*] *devenu le premier partenaire commercial de l'Algérie* [...] *Bons premiers, les Américains semblent devoir le rester longtemps : ils ont conclu d'énormes contrats de livraison de gaz naturel avec l'Algérie pour vingt ou vingt-cinq ans (ils veulent acheter 34 milliards de mètres cubes par an : environ la moitié de la production algérienne !)* [...] *(suite page 50)*

TABLEAU 11 — LES TROIS PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE L'ALGERIE

Millions de $	1975	1976	1977
FRANCE			
Exportations vers l'Algérie	1904	1478	1672
Importations	748	692	800
ALLEMAGNE			
Exportations	611	740	1004
Importations	1026	1146	1171
ETATS-UNIS			
Exportations	631	487	505
Importations	1358	2210	2969

Source : OCDE, **Statistiques du commerce extérieur,** série A. Pour 1977, chiffres des trois premiers trimestres extrapolés.

Or cette percée est menée à un moment où l'impérialisme français est paralysé par le conflit du Sahara qui l'oppose à l'Algérie. On comprend donc les hauts cris des partis de gauche, qui reprochent au gouvernement un choix qui risque de faire perdre un des plus gros marchés (et ce n'est pas tout !) d'Afrique ; mais n'est-ce pas là le résultat de la politique du « diviser pour régner » que la gauche précisément a mené avec « grande finesse » au Maghreb ? La polémique est d'autant plus ardente et la promesse d'un changement de politique vis-à-vis de l'Algérie d'autant plus bruyante que la gauche cache ses appétits impérialistes sous les couleurs de l'amitié avec un pays « progressiste » par laquelle elle essaye, grâce à la complaisance d'une bourgeoisie algérienne rassie, de faire oublier ses forfaitures et ses crimes passés contre la révolution algérienne et africaine.

Les prochains points chauds de la lutte commerciale devront être, peut-être avant une dizaine d'année, l'Egypte, où l'Allemagne a ravi la seconde place à la France et où elle devra un jour disputer la première place aux Etats-Unis, puis la Libye, où l'Allemagne finira bien aussi par menacer les intérêts commerciaux italiens. Surtout, dans cinq ou six ans au plus, c'est au Nigéria que les parts britannique, alle-

(suite de la page 49)

« Il y a quinze ans, l'importance des engagements pris par la France garantissait Washington que l'influence de Moscou serait limitée. C'était l'époque où l'image qu'Alger se faisait des Etats-Unis — « le gendarme au gros bâton » — interdisait pratiquement tout rapprochement entre les deux pays. De lents travaux d'approche, facilités il y a un an par l'arrivée de Jimmy Carter à la Maison-Blanche et la neutralité adoptée par les Etats-Unis dans le conflit du Sahara occidental, ont transformé ces relations.

« Et le « gendarme », maintenant, c'est la France... »

mande et américaine se trouveront voisines et où se livrera le combat pour la suprématie.

⁂

Les communistes révolutionnaires nourrissent le plus solide mépris pour toutes ces querelles de chacals entre brigands impérialistes. Ils savent que le résultat de la concurrence acharnée que se livrent les différents impérialismes ne peut être qu'une pression accrue, aussi bien sur la classe ouvrière des pays impérialistes, que sur les ouvriers et les paysans pauvres des champs de bataille économique d'aujourd'hui. Ils luttent pour que, dans la résistance contre cette exploitation et cette oppression aggravées, soit introduite l'exigence de la lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le chauvinisme, et pour que se constitue, avec l'union internationale des prolétaires entraînant derrière eux les masses paysannes pauvres des continents asservis, la force internationale capable de lutter contre la guerre impérialiste et de transformer la crise militaire en *crise révolutionnaire* et en victoire du prolétariat mondial sur l'impérialisme.

(à suivre)

Au sommaire de «Programme Communiste»

N° 68 - Octobre-Novembre-Décembre 1975 (68 pages - 8 F)
- — Le mythe portugais du double pouvoir.
- — **Le marxisme et la Russie.**
- — **La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (I).** Introduction ; Lettre d'A. Bordiga à K. Korsch (octobre 1926) ; La Gauche Communiste d'Italie face au débat dans le parti russe (I).
- — La « relance de la consommation populaire » ou l'elixir du docteur Marchais.

N° 69-70 - Mai 1976 (108 pages - 12 F)
- — 1926-1976 : du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous.
- — La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste.
- — **La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (II). Le VI^e^ Exécutif élargi de l'I.C.** Introduction ; Interventions d'A. Bordiga au VI^e^ Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (février-mars 1926).
- — En marge du X^e^ plan quinquennal : le mythe de la « planification socialiste » en Russie.

N° 71 - Septembre 1976 (80 pages - 8 F)
- — Après les élections italiennes : polarisation ou convergence ?
- — La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne.
- — Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (I).
- — Vérité et mensonge dans la constitution cubaine.

N° 72 - Décembre 1976 (104 pages - 10 F)
- — Chine : la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire.
- — Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938).
- — Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (II).
- — Cours de l'impérialisme mondial.

N° 73 - Avril 1977 (104 pages - 10 F)
- — Changhai, avril 1927 — Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la la victoire du stalinisme.
- — Le tournant des Fronts populaires (II).
- — La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III).
- — Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit.

N° 74 - Septembre 1977 (92 pages - 8 F)
- — La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS.
- — La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV).
- — **Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III) (Textes annexes :** A. Gramsci, La révolution contre « Le Capital » ; Articles de « Il Soviet » et de l'« Avanti », 1918-1920 ; Thèses sur la constitution des conseils ouvriers de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI, 1920).
- — Parti révolutionnaire, ou cénacle de « marxologues » ?

N° 75 - Décembre 1977 (72 pages - 8 F).
- — L'Internationale des flics au travail.
- — Sur le fil du temps : Espace contre ciment.
- — Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine.
- — En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara.
- — Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (V)

Le début de cette étude a paru dans Programme Communiste *nos 68, 69-70, 73 et 75.*

De la crise de 1923-24 à celle de 1925-26

« *L'influence bourgeoise et petite-bourgeoise pousse actuellement la classe ouvrière de notre pays et notre parti à se confiner dans une étroitesse nationale et une suffisance petite-bourgeoise. Cette influence se fait sentir partout* » écrivait Zinoviev en septembre 1925. Et encore : « *La puissance économique de la bourgeoisie urbaine et rurale augmente, non pas relativement, mais absolument. La pression de la bourgeoisie sur les chaînons les plus faibles de notre appareil d'Etat (et même parfois du parti) est inévitable* » (1).

Rien ne prouve mieux la puissance de l'interprétation matérialiste de l'histoire que ce fait : au cours de la crise qui a éclaté pendant l'été 1925 dans le parti bolchévik et qui a culminé en décembre au XIVe Congrès, certains des plus importants porte-parole de la Vieille Garde, de Zinoviev à Kamenev et de Kroupskaya à Sokolnikov, ont été obligés de reprendre point par point — bien que sous un angle différent — les thèmes développés un an et demi auparavant par Trotsky dans *Cours nouveau*, qu'ils avaient alors repoussés en les taxant de « pessimisme ». Le texte de Trotsky était resté un épisode pratiquement isolé, à la fois parce qu'il avait été submergé sous les clameurs de la campagne aussitôt déclenchée contre le « trotskysme », alors que parallèlement la « crise des ciseaux » était surmontée relativement rapidement, et parce que, face à la violence des attaques officielles, son auteur s'était

(1) *Le léninisme*, Paris, 1926, pp. 287 et 238 (certaines parties de cet ouvrage, en particulier celle qui contient la première citation, sont reproduites dans *Staline contre Trotsky - 1924 : la révolution permanente et le socialisme en un seul pays*, Paris, Maspéro, 1965). La deuxième partie de ce livre, en opposition très nette à la première qui remonte à la fin de 1924, est consacrée surtout à la critique de la politique officielle envers le paysan aisé, ainsi qu'à la critique de la théorie du socialisme dans un seul pays. Nous aurons l'occasion plus loin de parler des ambiguïtés que contient cette deuxième partie elle-même.

refermé dans un silence presque complet. Mais de même que Trotsky avait exprimé un malaise diffus dans la classe ouvrière et dans le parti lui-même, une inquiétude diffuse du prolétariat, surtout celui de Léningrad (2), se cachait derrière les articles et les discours de la *nouvelle* opposition, qui s'étendait jusqu'aux couches dirigeantes supérieures.

Ce prolétariat était prêt à supporter le poids d'une transformation économique qui ne coïncidait pas directement avec ses propres intérêts. Il était prêt à s'échiner dans les usines d'Etat que rien ne distinguait de celles données en fermage ou en concession au capital privé. Mais il n'était pas disposé à entendre vanter comme *socialiste* cet état de fait imposé par une situation de force majeure. Du temps de Lénine, en effet, il avait gardé l'habitude d'entendre les *vérités* les plus désagréables et de les accepter *parce que vraies*, mais non de les laisser « embellir » par les chantres de la propagande. Ce prolétariat était ouvert aux grands et puissants courants du monde extérieur ; il ne refusait pas la NEP en elle-même, mais ne supportait pas sa « sanctification » aux couleurs nationales, et son état d'esprit était bien exprimé par ces paroles de Zinoviev : « *Les intérêts fondamentaux de millions de travailleurs exigent, maintenant plus que jamais, que toutes les questions de la révolution russe soient posées en liaison étroite avec celles de la révolution internationale* » (3). Et derrière cette première ligne purement prolétarienne s'agitait la masse énorme et inarticulée des paysans pauvres et très pauvres ; pris dans les serres des commerçants, des usuriers, des paysans riches, ils étaient las d'entendre répéter que le *koulak* n'avait plus de consistance matérielle, qu'il était « *une catégorie du passé, un phantasme du vieux monde* » et que « *un paysan moyen* [et en l'occurrence « moyen » signifiait aisé] *est plus cher au parti que dix paysans pauvres* » (4).

Staline avait évidemment beau jeu de dire, à propos de l'article « scandaleux » de Zinoviev *La philosophie de l'époque*, que « *le mot d'ordre de l'égalité dans le moment présent, c'est de la démagogie*

---

(2) Il est significatif que le duel au XIV[e] Congrès du parti russe, en décembre 1925, ait été précédé par un affrontement violent entre les sections de Léningrad et de Moscou ; les écrits et discours de la nouvelle opposition ne sont que la « pointe de l'iceberg » par rapport aux articles de militants plus ou moins connus publiés dans la *Leningradskaya Pravda* ou la *Krasnaya Gazeta*, et dont un livre comme *La Russie vers le socialisme. La discussion dans le parti communiste de l'U.R.S.S.*, Paris, 1926, que nous utilisons amplement dans cet article, ne donne qu'un résumé édulcoré. Il est significatif aussi que ce soit sur Leningrad que s'abattra en hiver et au printemps de 1926 la première vague d'épuration massive entreprise par le stalinisme, la première expérience d'utilisation du bras séculier de l'Etat pour résoudre les crises internes du parti.

(3) *Le léninisme, op. cit.*, p. 288, ou *Staline contre Trotsky, op. cit.*, p. 233.

(4) Cette citation est tirée du co-rapport de Zinoviev au XIV[e] Congrès, *La Russie..., op. cit.*, p. 147 ; la précédente se trouve dans E.H. Carr, *Socialism in One Country*, chap. V. paragraphe d (Londres, MacMillan, 1958, vol. I, pp. 285, 287).

social-révolutionnaire : il ne peut pas y avoir d'égalité tant qu'il y a des classes, et tant qu'il y a du travail qualifié et du travail non qualifié » (5). C'était juste, bien sûr, et l'avant-garde prolétarienne et communiste n'avait pas besoin qu'on le lui apprenne. Ce qu'elle n'admettait pas, c'est qu'au « rêve d'égalité » on substitue *la glorification de l'inégalité*, qu'on cache derrière les discours triomphalistes sur la « construction du socialisme » la réalité d'une différenciation sociale *croissante* qui ne profitait qu'aux couches et sous-couches bourgeoises, qu'on exalte un cours qui menait vers l'*aggravation* des inégalités et des antagonismes de classe (6).

Staline posait comme axiome que « *notre Parti ne dégénère pas et ne dégénèrera pas, car il est construit d'une manière telle qu'il ne peut pas dégénérer* » (7). Il postulait ainsi la toute-puissance du Parti, lui attribuait une nature de démiurge au-dessus de l'histoire, dont il serait seulement le *facteur* et non le *produit :* c'est cet axiome qui deviendra (et demeure encore) la justification théorique de tous les tournants et changements (pas seulement tactiques) que le stalinisme connaîtra par la suite. De plus, il considérait que la question angoissée de Lénine, qui s'interrogeait sur le sort d'un parti qui s'appuyait sur une base matérielle formée par *deux* classes, était sans objet : il supposait qu'une espèce d'harmonie préétablie régissait les rapports entre le prolétariat, classe dominante, et les forces sociales qu'il ne pouvait pas ne pas promouvoir et accroître, mais qu'il *devait* « tenir en laisse ». En réalité, tout montrait au contraire que la situation matérielle de ces forces s'améliorait très rapidement et qu'elles exerçaient une forte pression sur le couvercle de la « chaudière » dans laquelle l'Etat ouvrier, « *alliance de deux classes sous la conduite du prolétariat* », essayait de les tenir enfermées ; pire, elles se créaient une idéologie propre en utilisant les théorisations d'Oustrialov et de la *Smenia Vekh* (8), elles arrivaient à s'infiltrer dans le parti d'Octo-

---

(5) Lettre du 12 septembre 1925 à Molotov, citée par Staline dans son discours de clôture du XIVe Congrès, *La Russie..., op. cit.*, pp. 325-326.

(6) Dans son discours au XIVe Congrès, Zinoviev rappelle que dans son article il avait parlé de « *l'existence inévitable de certaines inégalités au sein du régime de la NEP* ». Mais « *le devoir du Parti est d'expliquer aux masses pourquoi ces inégalités sont inévitables actuellement, et pourquoi il faudra même accepter une certaine aggravation de ces inégalités, dans l'intérêt du relèvement de notre économie. Il devra en même temps expliquer à ces masses qu'au milieu de cette inégalité, il conduit le peuple à la véritable égalité, et qu'il connaît ses aspirations profondes à l'égalité* ». (*Ibid.*, p. 284).

(7) Rapport au XIVe Congrès, *La Russie..., op. cit.*, p. 114.

(8) Oustrialov, émigré porte-parole des cadets, avait écrit dans la *Smenia Vekh* qu'à travers la NEP les bolchéviks allaient, qu'ils le veuillent ou non, construire en Russie un Etat bourgeois ordinaire, et qu'il fallait donc les soutenir. Au XIe Congrès du parti russe, en 1922, Lénine avait cité Oustrialov, préférant « *la vérité de classe d'un ennemi de classe* » aux « *doucereux mensonges communistes* ». Et il avait ajouté : « *Les choses dont parle Oustrialov sont possibles, disons-le sans ambages* » (*Œuvres*, tome 33, pp. 291-292).

bre (9), et elles déformaient non seulement sa vision de la NEP en tant que voie de passage *transitoire*, mais même sa perspective qui envisageait le socialisme comme un point d'arrivée inséparable de la révolution prolétarienne mondiale.

Dans cette époque de « praticisme » arrogant et satisfait, les faits matériels obligeaient l'avant-garde communiste à revenir aux grandes questions théoriques, à s'abstraire des problèmes au jour le jour de la politique économique pour reporter son attention sur les *contrecoups* de cette politique sur le tissu social russe, sur la superstructure juridique et politique et, en particulier, sur le parti. Pour la « nouvelle opposition » de la fin 1925 il ne s'agissait pas de renier la NEP — qu'à l'origine, toutefois, personne n'avait envisagée comme valable « *pour toujours* » (10) — ni de « sous-estimer la question paysanne ». Il s'agissait de revenir à la façon léniniste d'affronter les nouvelles manifestations de la lutte de classe — mille fois plus difficiles que la guerre civile, même si dans l'immédiat elles n'étaient pas sanglantes — dans lesquelles il fallait identifier l'ennemi pour le combattre au lieu de l'ignorer ou, pis encore, de le considérer en bloc comme notre allié en vertu d'un *décret supra-historique.*

***

La récolte de 1925 avait été bonne, mais dans les villes le pain se faisait rare ou ne se trouvait qu'à des prix de marché noir. En 1923, le problème avait été d'équilibrer les prix des produits industriels (en hausse) et ceux des produits agricoles (qui s'effondraient). Maintenant, tous les plans économiques élaborés par le pouvoir central se brisaient sur la résistance des *gros* producteurs de céréales : ceux-ci refusaient de mettre le blé sur le marché car ils attendaient que les prix, déjà au-dessus du niveau (désormais seulement « indicatif ») fixé par le gouvernement, *montent encore plus.* Une fois de plus, la campagne faisait chanter la ville, et cette fois à partir d'une *position de force.* Deux ans auparavant, la mauvaise humeur de la masse paysanne était dirigée contre une politique qu'elle croyait uniquement préoccupée des intérêts du prolétariat industriel. Maintenant, la grogne paysanne avait deux visages : d'un côté les petits et tout petits cultivateurs, qui se sentaient abandonnés par l'Etat et le Parti face à l'avidité et à la prédominance des grands ; de l'autre les koulaks — ces « 2 à 3 % » de la population rurale sur lesquels Staline ironisait en oubliant que tant que les rapports capitalistes de production restent en vigueur, ce

(9) Voir en particulier le diagnostic pénétrant de Kamenev dans ses discours au XIVe Congrès *(La Russie..., op. cit.,* pp. 215-217) et à l'Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste de novembre-décembre 1926, séance du 11 décembre (cf. *Protokoll der Erweiterten Exekutive der K.I., 22 Nov.-13 Dez. 1926,* Hamburg 1927, pp. 677-680).

(10) Zinoviev reprend ici ce que Trotsky avait dit sous une autre forme en 1923, au XIIe Congrès, et qu'il avait alors repoussé avec véhémence comme... non conforme à la vérité officielle du moment !

n'est par définition « *qu'une infime minorité qui exploite l'immense majorité du peuple* » (11) — aux yeux desquels *on n'en avait pas encore fait assez* pour assurer la « liberté d'entreprise ».

En réalité, il y avait eu à partir de 1923, mais surtout dans les deux années suivantes, un déplacement fondamental dans les rapports de classe à la campagne, déplacement qui avait même trouvé son expression dans le droit. Les restrictions en matière de jouissance du sol, qui concernaient en particulier la possibilité de le donner en fermage et d'employer du travail salarié, avaient été levées l'une après l'autre. Certes, les sommets du parti avaient désavoué le célèbre slogan lancé par Boukharine dans son discours du 17 avril 1925 : « *Aux paysans, à tous les paysans, nous disons ceci : Enrichissez-vous, développez vos exploitations et ne craignez pas qu'on vous impose des limites ! Pour paradoxal que cela puisse paraître, nous devons développer l'exploitation paysanne aisée dans le but d'aider les paysans pauvres et moyens* ». Mais lorsque Boukharine demandait que « *notre politique envers les campagnes se développe dans le sens de l'allègement et de l'élimination partielle de beaucoup de restrictions qui sont un frein au développement de l'exploitation aisée et de celle du koulak* » (12) et qui limitaient donc l'accumulation du capital dans les campagnes, il n'exprimait pas un souhait mais un fait accompli : la plus grande partie de ces restrictions *avait déjà été levée.* Et l'on assiste alors à la généralisation d'un phénomène étrange : ce ne sont pas les gros paysans qui donnent des morceaux de terre en location aux petits ou moyens, mais ce sont ces derniers qui, ne disposant pas d'assez de bêtes de trait, de machines ou d'outillage, et ne pouvant que rarement se les procurer aux prix imposés par les koulaks, *louent à ceux-ci* leur propre terre et deviennent prolétaires salariés tout en gardant la figure juridique du « propriétaire » ; à moins qu'ils ne préfèrent mener la vie plus que misérable du producteur arriéré qui, lui, était effectivement une « *figure de la Russie prérévolutionnaire* ». Il faut d'ailleurs rappeler que le secteur qui dans l'agriculture pouvait absorber du travail salarié (et donc aussi la surpopulation rurale croissante) était *essentiellement* constitué par la riche entreprise privée. Car les entreprises d'Etat, les sovkhoses, vivotaient tout juste et servaient surtout de stations expérimentales, et le développement des kolkhoses avait subi un coup d'arrêt net lorsqu'on eût découvert avec Boukharine que, tout en étant des « *instruments puissants* », ils ne « *représentaient pas la voie royale au socialisme* ».

---

(11) Zinoviev, *Le léninisme, op. cit.*, p. 233. Dans son rapport du 4 septembre au comité central Kamenev calcule (et c'est une estimation optimiste) que sur 1.200 millions de *pouds* de grain, 700 millions étaient dans les mains de 14 % des paysans, et il observe avec force : « *Nous serions de mauvais marxistes* [...] *si nous nous contentions de nous réjouir parce que nous avons eu une bonne récolte, et si nous ne nous posions pas la question : quel est le contenu social de cette récolte ?* » (Carr, *op. cit.*, p. 299).

(12) Cité dans Carr, *op. cit.*, p. 260.

Dans le même discours, Boukharine avait soutenu la thèse *officielle* en affirmant que « *les paysans organisés en coopératives, avec à côté notre industrie étatique (socialiste) assument l'offensive contre le grand capital et le capital privé en général* » ; Kamenev, de son côté, avait proclamé au III[e] Congrès des Soviets en mai 1925, peu après la XIV[e] Conférence du parti : « *Nous refusons de considérer comme un koulak le paysan qui, utilisant le pouvoir soviétique, utilisant le crédit soviétique, utilisant la coopération soviétique améliore son exploitation, élève son niveau technique et achète à crédit de nouvelles machines à l'industrie soviétique* ». Mais le fait est que c'était *seulement* le koulak qui pouvait le faire ; c'était *lui seul* qui pouvait « utiliser le crédit soviétique », *lui seul* qui était en mesure d' « acheter des machines à crédit », *lui seul* qui tirait avantage de la « coopération soviétique ». Celle-ci, en effet, était organisée essentiellement comme un système de collecte et de commercialisation des produits agricoles, et profitait *exclusivement* aux grandes entreprises capitalistes (13), aux « *paysans producteurs de marchandises* » à grande échelle. Sans même parler du fait que la règle n'admettant dans les coopératives agricoles que « *ceux qui jouissaient du droit de participer aux élections des soviets* » (14) n'était plus appliquée, alors qu'on sait qu'au contraire dans la majorité des villages les soviets étaient eux-mêmes devenus les instruments *réels* sinon formels de la paysannerie aisée.

Sur *cette base économique*, la « différenciation sociale » dans les campagnes avançait à pas de géant, et Kamenev, envoyé en tournée de propagande dans les provinces pour défendre la politique économique officielle, a bien dû en recueillir l'écho, surtout dans les tumultueuses assemblées paysannes en Ukraine. Staline avait beau démentir le bruit qui courait à l'étranger et selon lequel il n'aurait pas exclu, devant une délégation de correspondants paysans, la possibilité de la « *confirmation juridique de la propriété du sol pour quarante ans et davantage, et de la propriété privée de la terre* » (15), c'est un signe

(13) On pourra trouver des témoignages directs et d'époque dans le livre de Carr déjà cité. C'est à cet ouvrage que nous empruntons la plupart des citations des discours, articles et résolutions officielles. Le 4 septembre, Kamenev dira : « *A qui surtout servent les coopératives ? Il est impossible de nier — et le faire relèverait de la politique de l'autruche — que les coopératives, telles qu'elles sont actuellement organisées, et étant donné qu'elles sont attirées inévitablement et spontanément dans les échanges commerciaux, servent surtout les couches supérieures* » (Carr. *op. cit.*, p. 299).

(14) Un décret du 12 novembre 1924 avait bien rappelé la règle, mais sans lui donner un effet rétroactif pour les coopératives déjà constituées et... remplies de koulaks.

(15) Ce démenti se trouve dans le discours de clôture de Staline au XIV[e] Congrès (*La Russie..., op. cit.*, p. 316). Mais lorsque le stalinisme assignera au kolkhose l'usufruit perpétuel de sa terre, et à ses membres la propriété de la maison, du sol qui la porte et du lopin attenant, que fera-t-il d'autre ? Il faut rappeler d'autre part que les « correspondants paysans » avaient fait l'objet, fin 1924 et début 1925, d'une violente campagne d'intimidation, terroriste au sens propre, de la part des koulaks.

des temps qu'on ait envisagé en juillet 1925 la dénationalisation du sol en Georgie, théâtre d'une véritable insurrection des grands paysans contre le pouvoir bolchévik. Le 1er octobre 1925 le Politbureau reconnut, tardivement, la « différenciation dans les campagnes », mais en restreignant sa portée, puisqu'il ne voulait y voir qu'un phénomène de développement des paysans « moyens » ; cela permettra à Staline, Molotov, Boukharine, Rykov et Cie d'entonner au XIVe Congrès un hymne à cette « figure centrale du socialisme » — en se réclamant de... Lénine ! Mais Kroupskaya avait mille fois raison de remarquer que toute la politique boukharinienne, *même dans ses manifestations les plus prudentes et modérées*, excluait de son horizon « *le paysan pauvre et la fraction de la paysannerie moyenne* [...], *la partie de la paysannerie avec laquelle nous avons fait la révolution* », et ne s'occupait, « *par-dessus cette fraction de la population rurale* », que de « *la couche contre laquelle nous avons lutté pendant la révolution* », c'est-à-dire « *au fond, le paysan aisé et le koulak* » (16).

On avait supprimé toute entrave au grand capital agraire, au point que Kroupskaya pouvait parler d'une NEP synonyme non plus de « *capitalisme admis à certaines conditions, un capitalisme tenu en laisse par l'Etat prolétarien* », comme tout le monde la concevait au temps de Lénine, mais d'« *établissement de rapports capitalistes que rien ne limite* » (17). La XIVe Conférence du parti (18) avait encore poussé dans ce sens en adoptant deux mesures ; l'une introduisait un nouveau système de répartition de l'impôt agraire (déjà transformé en impôt en argent, au grand dam du paysan pauvre) qui eut *notoirement* pour résultat « *que c'était les paysans riches qui profitaient de l'exonération et les pauvres qui supportaient le poids principal des charges fiscales* », dit Kroupskaya ; l'autre abandonnait la « pratique récente » consistant à « *limiter les prix des céréales et des produits agricoles en général* » et la remplaçait par un système élastique d'accords conclus par les organismes d'achat de l'Etat et les coopératives avec les « *paysans vendeurs* » (pratiquement, les riches qui produisaient pour le marché et non pour leur consommation familiale ou le petit marché local), système qui *ne comportait pas de prix obligatoires*. Ces deux mesures risquaient d'une part de bloquer les plans financiers et industriels centraux, dont dépendait *aussi* le développement d'une économie agricole coopérative tendant à élever, non dans l'abstrait mais par un équipement moins antédiluvien et par l'électrification, le niveau du paysan pauvre et moyen ; d'autre part, elles

(16) Discours au XIVe Congrès, *La Russie..., op. cit.*, p. 183.

(17) *Ibid.*, p. 185.

(18) Dans les résolutions de cette conférence, fin avril 1925, on commence à sentir une certaine perplexité devant la différenciation croissante à la campagne et le poids croissant des paysans riches dans l'économie agraire. Mais pour s'opposer à cette évolution, on n'envisageait qu'une « *lutte légale (et surtout économique) contre les koulaks qui pratiquent l'usure et exploitent de façon malhonnête les paysans pauvres* », la revitalisation des soviets ruraux et un « appui » aux couches les plus défavorisées de la population rurale qui restait des plus vagues.

aggravaient encore la situation du petit paysan et du prolétaire agricole, et aussi de la classe ouvrière urbaine liée à un salaire fixe alors que le coût de la vie, et surtout des produits alimentaires, montait.

C'est sur ce terrain qu'ont mûri les idéologies conservatrices revalorisant la famille, la légalité et même la religion — du moins sous la forme tolérée et encouragée de l' « église vivante » — et surtout le repli national, l'orgueil patriotique russe sinon directement grand-russe ; c'est sur ce terrain qu'a pris naissance cette atmosphère de « *contentement de soi, de suffisance* » (19) exprimée dans la formule du « socialisme dans un seul pays » qui tournait le dos à la révolution mondiale et à ses problèmes sous le prétexte commode d'une « stabilisation relative du capitalisme » ; c'est sur ce terrain qu'a mûri la tendance à « *dissimuler le rôle dirigeant du prolétariat, en passant sous silence la dictature du prolétariat* » (19), à théoriser, comme Staline l'avait fait dès 1924, qu'il n'y avait plus de lutte de classe en U.R.S.S., et à conférer au parti un caractère « ouvrier-paysan » avec une accentuation toujours plus forte sur le deuxième terme. Par ailleurs, l'école des « professeurs rouges » ne se contentait pas « d'embellir » les reflets sociaux de la NEP dans les campagnes. Elle fabriquait des arguments théoriques pour la doctrine selon laquelle la catégorie « capitalisme d'Etat » ne s'appliquait qu'à l'industrie donnée en fermage aux bourgeois russes ou en concession au capital étranger, tandis que l'industrie qui était propriété de l'Etat et gérée par lui aurait été le secteur en expansion du socialisme *déjà réalisé* dans l'économie. Chez le nouveau grand théoricien Staline, cette doctrine se présentera sous cette forme, vraiment... originale : « [les entreprises d'Etat sont-elles] *des entreprises capitalistes ? Non, parce que* [!] *chez elles il n'y a pas deux classes représentées, mais une seule, la classe ouvrière* », et que tout au plus on peut y trouver des « *survivances de bureaucratisme* ». Dans cette grossière vulgarisation des théories (plus subtiles) des « professeurs rouges », Staline dresse le tableau idyllique d'une classe ouvrière qui non seulement dispose des moyens de production, mais « *n'est pas exploitée, puisque l'excédent recueilli par l'entreprise sur les salaires sert au développement de l'industrie, c'est-à-dire à l'amélioration de la situation matérielle de toute la classe ouvrière* » (20). Il n'oublie qu'un petit « détail » : ce qui caractérise la condition des travailleurs des entreprises d'Etat, ce n'est pas qu'ils fournissent du surtravail pour des fins sociales générales, ce sont « *les rapports réciproques des hommes qu'elles occupent, l'organisation du travail, les formes des salaires, le travail pour le marché* » propres à cette industrie (21) et, plus généralement, « *la forme de répartition et de consommation existant chez nous* » (22). Or, que ce soit dans

(19) Les deux formules sont de Zinoviev.

(20) Rapport au XIV[e] Congrès, *La Russie..., op. cit.*, p. 86.

(21) Discours de Kamenev, *ibid.*, p. 211.

(22) Co-rapport de Zinoviev, *ibid.*, p. 129.

l'immédiat ou dans les perspectives dessinées par l'orientation politique de l'époque, cet ensemble de caractères présente sans équivoque pour les prolétaires les stigmates du capitalisme.

Inutile d'ajouter que cette doctrine, s'ajoutant à l'état d'esprit de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie rurale, apportait un important renfort à l'édifice théorique de « l'Etat socialiste refermé sur lui-même », auto-suffisant dans un monde encore capitaliste, détaché du marché mondial et, grâce à sa transformation industrielle et agro-coopérative, coupé des vicissitudes en définitive très incertaines de la lutte révolutionnaire au-delà des frontières. Mais dans un parti qui défendait avec toute l'emphase d'un triomphalisme administratif de telles conceptions, est-ce que les salariés de l'industrie et des campagnes et les paysans pauvres pouvaient encore reconnaître le Parti de Lénine ?

***

C'est ce tableau angoissant que l'opposition de la fin de 1925 avait devant les yeux. Tout comme celle des Préobrajensky, des Trotsky ou des « 46 » deux ans auparavant, la nouvelle opposition fut accusée de « pessimisme », de « manque de courage », de « lassitude ». Les mêmes accusations étaient lancées contre la seule opposition sérieuse dans l'Internationale, la Gauche du PC d'Italie, et elles accompagneront comme un refrain toutes les crises internes des partis issus de la souche stalinienne : « *Nous n'avons pas peur des difficultés. Que celui qui est fatigué, que les difficultés intimident, qui perd la tête, cède la place à ceux qui n'ont pas perdu leur courage et leur ténacité* » (23). C'est avec ce genre d'exhortations où la réthorique moralisante le dispute aux articles de foi bureaucratiques qu'on fera vibrer les cordes sensibles d'innombrables assemblées satisfaites d'elles-mêmes, avides de « stabilisation », hostiles aux débats sur les questions de principe, et réclamant à cor et à cri la réalité solide et concrète des succès pratiques — peu importe *comment* ils étaient obtenus.

Mais le fait est que dans ce parti que Trotsky avait exhorté à se retrouver lui-même, une aile s'est insurgée, tardivement, à contre-courant par rapport à son propre passé récent, en lançant le cri de « Retour à Lénine ! ». Elle réclamait par là le retour aux principes qui, dans les moments les plus dramatiques de l'histoire récente, avaient trouvé en Lénine leur plus vigoureux défenseur ; ces principes avaient été le ciment qui avait permis d'établir ou de rétablir non pas l'unité froide et formelle d'une armée obéissante et disciplinée, mais le « fonctionnement physiologique » d'un organisme vivant, un organisme qui n'était pas protégé par des cordons sanitaires purement administratifs mais par la clarté des buts poursuivis et l'unicité des directives qui en découlaient étroitement.

---

(23) Staline, dans le rapport au XIV[e] Congrès déjà cité, p. 119.

Pas plus que la Gauche ne l'avait fait dans l'Internationale, ou Trotsky dans *Cours Nouveau*, cette nouvelle opposition ne revendiquait les « droits démocratiques » de la minorité (24). Elle revendiquait le rétablissement des conditions élémentaires et primordiales d'une vie interne *saine*, et avant tout le courage de dire sans fard la vérité au parti, à la classe, et même aux adversaires. La NEP avait été une dure nécessité, et le parti l'avait acceptée courageusement, en sachant que *sur le terrain politique* elle représentait un repli dans la bataille *internationale de classe*, même si sur le terrain économique elle n'en était pas un. Lénine n'avait jamais masqué ses aspects contradictoires ; surtout, il n'avait jamais caché qu'elle était une lutte âpre, une lutte de tous les jours, éparpillée sur mille fronts et parsemée d'*embûches*. Il avait apprécié la franchise de l'ennemi qui mettait l'accent sur ces embûches, dans lesquelles il voyait des *victoires* de la réalité sur l' « utopie », et repoussé la vanité et la légèreté du « communiste fanfaron » qui considérait tous les problèmes comme résolus et le socialisme comme assuré.

Jamais Lénine n'avait idéalisé « *la NEP comme étant du socialisme* » (25) ; il ne savait que trop bien que « *un tel point de vue n'est autre chose que l'idéalisation du capitalisme* ». Loin de le cacher, il avait proclamé que le fait de jeter avec la NEP les « *premières bases* », « *les prémisses fondamentales* » de l'ordre socialiste en Russie, ne mettait pas fin à la guerre civile mais en ouvrait un nouveau chapitre, un chapitre où la lutte serait menée avec des méthodes et des moyens différents, mais sur le *même* terrain de classe — car la NEP signifiait accorder au capitalisme la liberté de se développer, comme il l'a toujours fait, à partir du réseau immense de la petite production et du petit commerce. La NEP était utilisée par le prolétariat pour renforcer les bases économiques d'un futur passage au socialisme dans l'élan de la révolution mondiale ; mais il était inévitable qu'elle puisse être « *également utilisée contre nous* » comme le rappelera Kamenev au XIV[e] Congrès. Le nier et, pire encore, « *terroriser et stigmatiser comme défaitistes, liquidationnistes, etc.* », ceux qui osaient le rappeler au parti et à la classe ouvrière, revenait à affaiblir les fondements mêmes sur lesquels reposait l'édifice de la dictature.

Même si on ne pouvait éviter de lui concéder une certaine liberté de mouvement, le koulak ne cessait pas d'être notre ennemi ; et — c'était là le fait important — le koulak se renforçait « *aussi bien politiquement qu'économiquement* », non seulement aux dépens du petit

(24) C'est lui faire injure que de réduire à de pures revendications « démocratiques » sa dénonciation des méthodes d'intimidation dignes de l'Inquisition utilisées depuis quelque temps par les organes dirigeants envers quiconque exprimait un désaccord, son exigence d'un remaniement radical de la direction du Parti, ou les attaques de Kroupskaya contre le dogme « la majorité a toujours raison », et celles de Kamenev contre la conception du « chef » d'investiture semi-divine.

(25) Ces citations sont tirées du co-rapport de Zinoviev.

paysan mais même du paysan moyen. A l'affirmation « *selon laquelle la petite paysannerie et les paysans riches seraient en croissance* [la première étant toujours plus pauvre et les seconds toujours plus riches] *tandis que les paysans moyens auraient fortement diminué* », Staline n'opposera que l'habituel article de foi : « *Si, sous le tsar, alors qu'existait la propriété privée de la terre, le gouvernement avait forcé la différenciation au-delà de toute limite, comment pourrait-il se faire que, dans notre régime prolétarien, où il n'y a plus de propriété privée de la terre, où nous suivons une politique de crédit et de coopération défavorable à la différenciation, comment serait-il possible que malgré de tels obstacles il se soit produit chez nous une différenciation plus grande que sous le tsar ?* » (26).

Mais le problème était de savoir si *par elle-même*, dans les conditions existantes et dans un régime de libre marché, l'absence de propriété de la terre représentait vraiment un obstacle à la réalisation d'une différenciation que même Stolypine n'avait pas réussi à produire ; et si la politique de crédit et de coopération suivie depuis un an n'était pas en réalité *favorable* à cette « différenciation dans les campagnes ». D'ailleurs, même en admettant que la politique agraire officielle profitait au paysan moyen *(ce qui est en fait contraire à la réalité)*, on ne devait pas oublier que celui-ci est « *la figure centrale de l'agriculture, mais non la figure centrale du socialisme* », qu'il reste et ne peut rester qu'un petit-bourgeois, à ne pas mettre sur le même plan que la *vraie* figure centrale du socialisme, la classe ouvrière. A travers la coopération, « *non pas les formes coopératives vides, mais une coopérative qui repose sur la grande industrie mécanique et l'électrification, et qui est pénétrée par elle* », il fallait faire du paysan moyen et surtout du petit paysan un rempart contre la bourgeoisie rurale aisée, et un support de l'élévation économique de la campagne, « *en les saisissant par notre levier socialiste et en dirigeant dans les voies socialistes les tendances élémentaires qui les poussent inévitablement vers le capitalisme* ». Ne serait-ce *que de ce point de vue*, il fallait renforcer rapidement la grande industrie étatique ; ces grandes entreprises industrielles d'Etat qui sont un instrument *politique* grandiose dans les mains du prolétariat, une puissance économique au service d'un développement impétueux des forces productives y compris dans l'agriculture, sont « *socialistes au point de vue du rapport de propriété* » mais ne représentent cependant « *en aucun cas une réalisation du socialisme* » (27). Il fallait avoir, comme Lénine l'avait toujours eu, le courage de le dire aux ouvriers appelés à s'échiner dans ces entreprises,

---

(26) *La Russie..., op. cit.*, p. 105.

(27) Les citations qui précèdent sont toutes tirées du discours de Kamenev. De son côté, Kroupskaya faisait observer que la thèse du caractère socialiste de l'industrie étatique n'était vraie que « du point de vue *politique abstrait* » *(ibid.*, p. 191). La formule fait penser à la polémique de Lénine contre l' « abstraction » boukharinienne de l' « Etat ouvrier » dans les conditions d'une Russie en énorme majorité paysanne, et elle se référait en effet à cet épisode bien connu.

non pour affaiblir leur volonté et leur capacité de lutte, mais au contraire pour les *renforcer* (28).

En 1925-26, « *toutes ces tâches étaient encore à réaliser* » ; et leur réalisation dans le cadre d'une situation de retard de la révolution, surtout en Occident, n'était possible qu'à condition de « *se rendre compte de toutes les difficultés et de concentrer le feu sur le danger véritable* », à savoir le risque que « *la plus petite brèche dans notre idéologie, [la plus petite brèche] de notre politique* », se transforme en « *soupape sur laquelle se concentre la pression de toutes les tendances de l'élément petit-bourgeois réprimées par la dictature du prolétariat* ». C'était là le véritable danger de « liquidationnisme » ; il avait ses bases matérielles d'une part dans l'échec de la révolution européenne, d'autre part dans les conditions d'arriération, une arriération qui n'était pas simplement « technique » comme le prétendait Staline, mais *économique et sociale*, de la Russie. Du *nepman* à la « nouvelle bourgeoisie » urbaine ; de la « *couche supérieure des spécialistes, qui deviennent un élément de plus en plus important dans notre économie* », à la « *couche supérieure de nos deux millions et demi d'employés* » (alors que d'après les calculs de Staline il y avait sept millions de salariés dans l'industrie *et l'agriculture, « dont 715.000 chômeurs »)* ; d' « *une partie des intellectuels bourgeois* » à l' « *entourage capitaliste international* », tout conspirait à augmenter la force politique et sociale du koulak et favorisait son « *prolongement dans la ville* », cœur et âme de la dictature prolétarienne et communiste. Pour l'opposition de la fin 1925, c'était là le nœud du problème. L'éluder signifiait « *masquer la lutte de classe* » et, en fin de compte, se repaître (et repaître les ouvriers) de l'illusion démobilisatrice que « *la question : Qui vaincra, le capitalisme ou le socialisme ? était déjà résolue chez nous* » (Zinoviev), alors qu'elle était loin de l'être. C'est dans le refus d'admettre cette affirmation théoriquement et pratiquement blasphématoire, le refus d'admettre que le socialisme avait *déjà* gagné la partie en Russie, que les nouveaux opposants finiront par se rencontrer avec les anciens, les Trotsky, les Piatakov, les Préobrajensky, avec l'énorme majorité de

---

(28) A une conférence du parti, Boukharine avait déclaré : « Si nous admettons l'opinion que les entreprises nationalisées sont des entreprises de capitalisme d'Etat, *si nous le disons ouvertement*, comment pouvons-nous mener une campagne pour l'augmentation du rendement du travail ? Les ouvriers n'augmenteront pas la productivité du travail dans des entreprises qui ne sont pas purement socialistes ». (Cité par Zinoviev dans son discours, *La Russie..., op. cit.*, p. 135). L'opposition de 1925 s'élevait avec vigueur précisément contre cette façon cynique de « traiter les ouvriers comme des enfants », de « leur dorer la pilule, de leur présenter la réalité en rose », au lieu de leur démontrer *par les actes de la politique internationale et interne du parti* que le fait de donner le meilleur d'eux-mêmes dans ces entreprises *pourtant non socialistes* signifiait travailler *dans et pour la perspective* de la victoire *finale* du socialisme : on ne peut pas tromper la classe, on ne peut pas construire une société nouvelle sur le mensonge ! Ce qu'on édifiera sur ce mensonge, ce seront les plans quinquennaux, l'émulation « socialiste » et le stakhanovisme des années qui suivront : la Russie, grande puissance capitaliste.

la Vieille Garde et, sur le plan international, avec notre courant — du moins dans l'appréciation de la politique interne de l'Etat russe.

Loin de nous l'idée d' « idéaliser » cette « nouvelle voix » qui s'est élevée dans le parti bolchévik. En même temps que des meilleures traditions du bolchévisme, elle était l'héritière des insuffisances et des ambiguïtés que Lénine avait essayé en vain de déraciner au cours d'incessantes polémiques internes, et qui étaient d'ailleurs alimentées par les exigences de l'agitation politique qu'elle menait. Sans même parler de ses graves responsabilités passées, elle oscillait entre la reconnaissance du fait que la NEP jetait les « prémisses indispensables » du socialisme, et la conviction qu'on était déjà « *en train d'édifier* le socialisme » ; entre la négation de l'idée que l'industrie étatisée était « *du socialisme* » *(« en aucun cas »)* et l'affirmation qu'elle n'était « pas encore assez » socialiste ; entre le rejet de la théorie du « socialisme dans un seul pays, surtout arriéré » et la proclamation que c'était seulement la victoire « *définitive* » (29) du socialisme en Russie qui était conditionnée par le triomphe de la révolution mondiale, etc. Et surtout, aussi paradoxal que cela paraisse alors que la polémique autour du « socialisme dans un seul pays » faisait rage depuis des mois, ni Zinoviev, ni le très lucide Kamenev n'évoquèrent au XIV[e] Congrès le thème de l'orientation internationale de la Russie. C'est encore plus surprenant si on pense que cette question avait occupé une bonne partie du rapport de Staline, entièrement centré sur la « stabilisation relative du capitalisme », sur le repli sur soi de l'Etat soviétique qu'il en déduisait ainsi que sur ses conséquences pour la stratégie et la tactique du Komintern. C'est seulement dans le courant de l'année 1926 que l'Opposition Unifiée évoquera ces thèmes, d'abord avec précaution et presque timidement, ensuite avec plus de vigueur en 1927, en relation avec les événements chinois. Le critère essentiel pour juger l'orientation du parti restera cependant pendant longtemps sa politique « interne », son attitude face aux classes et aux rapports des classes

(29) Au XIV[e] Congrès, la question du « socialisme dans un seul pays » est à peine évoquée, alors qu'elle constituera l'axe des discours de Kamenev, Zinoviev et Trotsky à la XV[e] Conférence du Parti et au VII[e] Exécutif élargi de l'Internationale de novembre et décembre 1926. Mais il est significatif que dans *Le léninisme*, Zinoviev, qui se contredit souvent, critique la nouvelle théorie stalinienne en ces termes : « *La victoire totale et définitive du socialisme est le passage de la première phase, ou phase inférieure, de la société communiste, à la seconde phase, à la phase supérieure* » *(Le léninisme, op. cit.*, p. 247, ou *Staline contre Trotsky, op. cit.*, p. 97), chose impossible « *dans un pays entouré de tous côtés par des pays bourgeois.* » Il apportait ainsi de l'eau au moulin stalinien : l'argument selon lequel on était *déjà* dans le stade inférieur du communisme, et que l'encerclement capitaliste empêchait seulement le passage complet au second, sera ensuite rabâché jusqu'à la nausée, surtout après la « liquidation en tant que classe » de la « dernière survivance » capitaliste, les koulaks. En ce qui concerne le « capitalisme d'Etat », la critique de Zinoviev est plus nette dans ce livre que dans ses discours au congrès ; elle frappe même Trotsky qui réduisait la NEP dans l'industrie « *à un moyen de calcul, à une application des méthodes de comptabilité capitaliste* » (p. 220). En se référant à la polémique de Lénine contre Boukharine, il écrit : « *Il faut appeler le capitalisme d'Etat par son nom !* »

en Russie. Dans ce domaine, d'ailleurs, la nouvelle opposition concentrait toute son attention sur le koulak, ce qui l'amenait à négliger une menace qui était cependant implicitement contenue dans sa propre analyse, et dont les événements allaient bien vite montrer la gravité. On risquait en effet de voir le *grand* capitalisme russe et son idéologie, engendrés par les rapports de production à la campagne, se frayer une voie jusqu'au cœur de l'industrie et de la planification d'Etat, qui correspondait bien mieux à sa nature ; on risquait de le voir liquider le capitalisme privé *agraire* uniquement en vue de *sa propre* accumulation, et le danger était que le parti n'oppose alors plus aucune résistance à son avance, mais s'en fasse au contraire l'instrument *politique et programmatique.*

C'était là le *véritable* nœud de la situation historique. Les concessions illimitées aux couches intermédiaires, surtout dans l'agriculture, n'étaient que le *véhicule* au moyen duquel s'imposeront en fin de compte, comme nous l'écrivions en 1926, *« les plans contre-révolutionnaires qui tablent sur des facteurs internes — paysans riches, nouvelle bourgeoisie et petite-bourgeoisie — et externes — puissances impérialistes —* [...] *en vue d'un sabotage et d'un infléchissement progressifs de la vie sociale et de l'Etat russe, qui les contraignent à une lente involution au terme de laquelle ils auraient perdu leurs caractères prolétariens »* (30).

Ce n'est pas un hasard si le XIV[e] Congrès, qui avait vu la nouvelle opposition livrer bataille contre la déformation « paysanne » du parti et de sa doctrine, se terminera au milieu des fanfares du sommet dirigeant à la gloire de l'industrialisation et de la planification. Ce n'est pas non plus un hasard si au mois d'avril suivant les thèses de Rykov portant précisément sur cette question seront votées à l'unanimité après que Trotsky ait retiré ses amendements (qui portaient d'ailleurs moins sur le fond de la question que sur des aspects d'application). La déclaration de Kamenev, Kroupskaya, Sokolnikov et Lachevitch au sujet de la résolution sur le rapport du Comité central au XIV[e] Congrès, tout en insistant pour demander une plus nette démarcation du Parti par rapport aux théories et courants hétérodoxes qui avaient fleuri sur le tronc de la NEP, se prononçait déjà en substance en faveur de l'orientation prise par la majorité sur *« une série de propositions défendues par nous avant et pendant le Congrès »* (31), ouvrant ainsi la voie à une délimitation différente et plus restrictive du désaccord, au moins en matière de politique intérieure.

---

(30) Thèses de Lyon, 1926, reproduites dans *Défense de la continuité du programme communiste,* Editions Programme Communiste, p. 132.

(31) On lira cette déclaration, ainsi que celle de Zinoviev *« au sujet de l'Adresse du Congrès à tous les membres de l'organisation de Léningrad »*, Adresse qui remettait en cause l'apparent climat de pacification de la dernière journée du congrès, dans *La Russie..., op. cit.,* pp. 339 et suivantes.

Mais nous reviendrons sur le XIV[e] Congrès et sur ses décisions. Ce qu'il importe de comprendre, c'est le processus à travers lequel le centre dirigeant l'emporta dans le parti en tant qu'agent du grand capitalisme russe en train de naître ; comment ce centre qui incarnait *l'absence de principes* a pu s'affirmer en utilisant à chaque fois les proclamations théoriques insuffisantes de ses opposants de gauche comme de ses alliés de droite et en les pliant aux exigences de son parcours compliqué, avant de « liquider » les uns et les autres non seulement grâce à *sa propre* force, mais aussi grâce à *leur faiblesse* sur le terrain où le combat était engagé. Pour cela, il faut remonter en arrière, en particulier à la polémique Préobrajensky-Boukharine et à la position solitaire de Trotsky sur la façon de comprendre la NEP et l'évolution économique en général.

(Prochain article : La polémique Préobrajensky-Boukharine).

Fastes de la domination impérialiste

Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ?

« Que sont les intérêts français au Zaïre, au Tchad, en Mauritanie même *où les gisements de fer arrivent à épuisement ?* » se demandait benoîtement dans une récente tribune libre du *Monde* un membre du bureau du « Centre d'Etudes anti-impérialistes » (CEDETIM) ; et il poursuivait : « Ce que l'impérialisme français en crise défend avec acharnement, ce sont encore, pour quelques entreprises, des intérêts immédiats. Mais c'est bien plus une conception stratégique, un rôle de gendarme contre les dangers de libération populaire effective, de soutien aux régimes néo-coloniaux, dans lequel l'impérialisme français *n'est qu'un comparse de l'impérialisme mondial, sous la domination des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale* » (1).

On reste admiratif devant la subtile hypocrisie de cette argumentation qui couvre d'un anti-impérialisme de façade un chauvinisme bien réel, et qui aboutit *volens nolens* à *dédouaner* l'impérialisme français en le vidant de tout contenu. *Puisque* les gisements de fer mauritaniens arrivent à épuisement, nous fait comprendre l'auteur, cela signifie que l'impérialisme français n'a pratiquement plus dans ce pays d'intérêts économiques à défendre (à l'exception de « quelques entreprises » manifestement attardées qui ont des « intérêts *immédiats* », c'est-à-dire tout le contraire d'intérêts à long terme) ; en somme, ce n'est plus, *économiquement parlant*, un impérialisme ; ce n'est qu'un gendarme effectuant des interventions militaires, et puisqu'il n'a plus *d'intérêts propres* à défendre, c'est qu'il travaille pour le compte des impérialismes dominants, les Etats-Unis et... l'Allemagne.

Nous aurons l'occasion de revenir dans les colonnes de cette revue sur l'intérêt que porte l'impérialisme français à des pays comme le Tchad ou le Zaïre. Pour l'instant, restons-en à la Mauritanie : les quelques données qu'une rapide recherche permet de rassembler montrent que les représentants de notre soi-disant « Centre d'*Etudes* [sic] anti-impérialistes » sont ou bien incroyablement mal renseignés (mais alors, qu' « étudient »-ils donc ?), ou bien qu'à l'instar de la presse bourgeoise et réformiste ils dissimulent délibérément la réalité pour mieux faire passer leurs thèses.

En fait, la politique de l'impérialisme français en Afrique repose sur de solides intérêts matériels, défendus d'autant plus efficacement que la « politique africaine » est un *domaine réservé* de certains milieux d'affaires, de l'Etat-major

(1) « Impérialisme français ? Question interdite », *Le Monde*, 24 novembre 1977 (souligné par nous).

et de la haute administration, coordonnés par la présidence de la République. Et il aura fallu l'incommensurable servilité de la grande presse (2) pour cacher les raisons réelles de l'intervention au Sahara, en laissant croire qu'avec les mines de Zouérate le fer mauritanien, et avec lui les intérêts français, étaient en voie d'épuisement (3).

Quelques jours avant que l'intervention française en Mauritanie ne braque les feux de l'actualité sur ce malheureux pays, le très renseigné — et pour cause ! — *Marchés tropicaux* du 28-10-77 livrait l'information suivante (nous citons *in extenso*) :

« Une mission de la Banque mondiale vient de séjourner en Mauritanie pour examiner les détails d'un important projet d'exploitation des mines de fer de deux guelbs (montagnes), situés à une trentaine de kilomètres au nord-est de Zouérate, dont elle devrait favoriser une partie du financement.

« Ce projet, dont le coût est estimé à $ 500 millions, comprend notamment l'équipement de futurs centres d'extraction du minerai, la construction d'une usine pour son enrichissement et d'une centrale électrique. Il prévoit aussi le prolongement (40 km), jusqu'aux guelbs de la voie ferrée par laquelle est acheminé actuellement le minerai extrait à Zouérate vers le port maritime de Nouadhibou.

« Ce projet, rappelle l'A.F.P., doit permettre, dans un premier temps, une production annuelle de 6 millions de tonnes de minerai. Il sera suivi d'une phase supplémentaire de mise en exploitation d'autres guelbs voisins, dont le coût est également évalué à $ 500 millions, et qui portera à 12 millions de tonnes, pendant vingt années, la capacité productrice de la Mauritanie.

« L'ensemble de ces opérations, précise-t-on à Nouakchott à la direction de la Société nationale industrielle et minière (S.N.I.M.) a été conçu pour assurer la relève des centres actuels d'exploitation de Zouérate et de F'Dérik, à une trentaine de kilomètres (9 millions de tonnes par an), dont les activités, en raison de l'extinction progressive du minerai, cesseront totalement en 1990. On affirme d'autre part à la S.N.I.M. que la mission de la Banque mondiale, à laquelle s'étaient associés des représentants de la Banque européenne d'investissement et la Caisse centrale de Coopération, a été favorablement « impressionnée » par la qualité du projet et par sa fiabilité. La mission, souligne-t-on encore, s'est déclarée « rassurée » par le dispositif de défense mis en place dans la région de Zouérate pour décourager toute offensive du Front Polisario, préjudiciable à son développement économique. L'annonce de la participation de la Banque mondiale au financement de ce que l'on appelle aujourd'hui « le projet

(2) Dans les rangs de laquelle *L'Humanité* figure en bonne place avec la mise en scène de Marchais « obtenant » la libération des prisonniers du Polisario, c'est-à-dire marchant à fond dans la combine de l'Elysée destinée à attirer le maximum d'attention sur le rideau de fumée des « otages » pour mieux masquer tout le reste...

(3) Nous avons montré dans l'éditorial du *Prolétaire* n° 254 intitulé *Bas les pattes du Maghreb !* qu'à côté des intérêts économiques propres et des intérêts stratégiques liés à ceux des Etats-Unis dans la région, l'impérialisme français considère la Mauritanie comme la clef de sa stratégie au Maghreb. Il faut ajouter que la Mauritanie est un verrou placé entre le Maghreb et l'Afrique occidentale sous domination française, ce qui accroît encore son intérêt de forteresse dans le dispositif militaire et diplomatique de l'impérialisme français.

Guelbs » et dont la réalisation est qualifiée « d'essentielle » par les responsables mauritaniens, devrait intervenir d'ici la fin de l'année.

« La réponse de la Banque mondiale est d'autant plus attendue, estime-t-on à Nouakchott, qu'elle doit influer sur les décisions des autres investisseurs potentiels et assurer, ou non, à la Mauritanie, la continuité de son exploitation minière, de loin la plus importante et la plus profitable. »

Voilà donc des gisements de fer qui ne sont pas tellement « en voie d'épuisement » puisqu'ils vont produire jusqu'à 20 millions de tonnes de minerai par an pendant 20 ans, et qu'ils sont de surcroît situés non loin de Zouérate, ce qui permettra d'utiliser au prix d'une légère prolongation la voie de chemin de fer Zouérate-Nouadhibou !

Il faut croire que malgré les raids du Polisario, l'accroissement du dispositif militaire français dans la région et l'intervention des avions Jaguar ont été du meilleur effet sur les banquiers puisque, fin janvier, la SNIM annonçait qu'un prêt de 360 millions de dollars lui avait été accordé *« par un groupe de banques et de compagnies financières occidentales et arabes, parmi lesquelles figurent la Banque mondiale, l'Exim Bank américaine, la Caisse Centrale de Coopération Economique française, la Banque Européenne d'Investissement et un certain nombre de Fonds arabes de développement après deux jours de négociations »*. A défaut de publicité dans la presse française, cette nouvelle a paru dans le *Financial Times* du 29 janvier.

Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'à vingt ans d'intervalle l'impérialisme français renouvelle la même opération puisque l'aide de la Banque mondiale à la construction de la ligne de chemin de fer Zouérate-Nouadhibou n'a été accordée en 1958 qu'à la suite de l'opération « Ecouvillon » menée au Sahara occidental par l'armée française en collaboration avec l'armée espagnole pour contrecarrer les attaques sahraouies et — les temps changent ! — marocaines... (4).

***

La seule existence du projet Guelbs et la participation de la Caisse Centrale de Coopération (qui, par les participations qu'elle détient, est une des pièces maîtresses de la domination financière de l'impérialisme français dans ses anciennes colonies africaines) suffiraient donc à prouver que le rôle joué par Paris ne se borne nullement à celui de « comparse de l'impérialisme mondial », et plus particulièrement américain.

Les gisements mauritaniens sont en effet une des sources régulières d'approvisionnement de la sidérurgie française — une des plus proches même, alors que réciproquement, parmi les débouchés du minerai mauritanien, c'est la France qui est le grand pays développé le plus rapproché. Or le CNPF ne rappelait-il pas dernièrement dans sa revue *Patronat* (juillet 1976) que les importations françaises de minerai de fer, qui représentent actuellement « le quart de la consommation métropolitaine [...] *devraient prochainement atteindre la barre des 50 %* » et que la Mauritanie est le 3e fournisseur de la sidérurgie française après le Brésil et la Suède ?

Mais les intérêts français sont loin de se limiter à l'approvisionnement en minerai. Dans *Le Monde* du 23-2-78 paraissait en effet un

(4) Voir dans *Le Monde Diplomatique* de février 1978 l'article d'Elsa Assidon et Thomas Jallaud, qui est tout à fait édifiant à cet égard.

intéressant avis financier de la Société Nationale Industrielle et Minière mauritanienne qui, après avoir rappelé la liste des bailleurs de fonds pour la première tranche du « projet Guelbs », indiquait que « *La Société de Coopération Minière et Industrielle (Socomine), Paris, a été chargée par la SNIM de la gestion de ce projet* ». Comme on voit, l'impérialisme français s'est bien remis de la nationalisation de la Miferma en 1973 puisque c'est une société française qui « gère » le projet Guelbs, au point qu'on se demande qui travaille pour le compte de qui ! Il est vrai que la nationalisation permet dans un petit pays une mainmise beaucoup plus directe de l'impérialisme, puisqu'il suffit à ce dernier de mettre la main sur l'Etat pour tout contrôler ! Il y a donc tout à parier que ce sont des sociétés françaises qui vont se voir attribuer les commandes de matériel de traitement des minerais, d'équipements pour centrales électriques, d'équipements ferroviaires, de terrassement, etc. (voir l'annonce du *Monde* citée), dont la première tranche se monte à... 360 millions de dollars. En fait d'ectoplasme, l'impérialisme français se porte bien !

***

L'histoire ne s'arrête pas là, car nous avons eu la curiosité de chercher à connaître les tenants et les aboutissants de cette *Socomine* qui va providentiellement gérer de si juteux marchés. En fait, la *Socomine* est juridiquement une filiale de l'Etat français, créée sous forme de société anonyme en 1975 ; plus précisément, elle est une filiale de la *Société d'Etudes, de Recherches et d'Exploitation Minière (SEREM)*, elle-même filiale du *Bureau de Recherches Géologiques et minières (BRGM)*, établissement public d'Etat dépendant du ministère de l'Industrie, qui joue un rôle important dans le contrôle et la recherche des matières premières nécessaires à l'impérialisme français. Signalons au passage que la *SEREM* possède des participations dans diverses sociétés de par le monde, en particulier dans trois sociétés minières... au Zaïre : la *SEREMI*, dont elle détient 100 % du capital, la *SOMIBA* et la *Société Internationale des Mines du Zaïre, SIMZ*. Voilà, qui, ajouté à d'autres intérêts, vaut bien un pont aérien pour secourir Mobutu ou un voyage de Giscard de temps en temps !

Pour en revenir à la *Socomine*, la manière dont elle a été constituée illustre bien l'imbrication étroite entre l'Etat et le capital financier qui caractérise l'impérialisme. L'opération se décompose en deux temps. Tout d'abord la *Socomine* est constituée en juin 1975 sous forme d'une société anonyme au capital de 1 million de francs divisé en 10.000 actions : 9.988 actions (soit 99,88 % du capital) vont à la *SEREM*, et les 12 actions restantes sont partagées, à raison de 2 actions par personne, entre divers fonctionnaires ou ingénieurs des mines (la loi exigeant 7 actionnaires différents pour créer une société anonyme). Deuxième acte : la *SEREM* abaisse sa participation dans *Socomine* à 55 % du capital en cédant une partie de ses actions à une série de groupes financiers, en même temps qu'une partie des actionnaires et des administrateurs d'origine disparaissent dans la coulisse, leur rôle d'hommes de paille étant terminé. A l'Assemblée générale des actionnaires de janvier 1976 apparaissent de nouveaux administrateurs — et non des moindres :

— La *Société Française d'Etude d'Installations Sidérurgiques (Sofresid)*, qui n'est autre qu'une filiale de *Denain Nord-Est Longwy (DNEL)*, autrement dit de la hol-

ding du groupe sidérurgique *Usinor*, avec une petite participation du groupe *De Wendel* ;

— *La Société Française d'Etudes Minières (Sofremines)*, filiale à 100 % de la *Sofresid* ;

— *La Société de Valeurs Industrielles et Commerciales (Sovaco)*, filiale à 99 %... d'*Usinor*, déjà nommé ;

— La *Société Minière et Métallurgique de Pennaroya*, filiale d'*IMETAL*, c'est-à-dire du groupe *Rothschild* (5).

Le tour est joué. Si l'on ajoute que le groupe *Paribas* détient une participation dans *DNEL* et le groupe *Suez* une participation dans *IMETAL*, on voit que les principaux groupes financiers et industriels français, qui se livrent parfois par ailleurs des luttes acharnées, sont ici tous réunis, en étroite symbiose avec l'Etat qui leur a défriché le terrain et chauffé les fauteuils autour de la table du Conseil d'Administration. Grâce à la *Socomine*, ils auront tous leur part de profit dans le projet Guelbs et l'exploitation du minerai mauritanien. Cela vaut bien une intervention militaire !

***

Après avoir lu ce roman tourmenté des amours de l'impérialisme français avec les richesses de la Mauritanie, qui osera soutenir que, quelles que soient ses relations avec ses puissants aliés et protecteurs, il n'agit pas avant tout pour son propre compte ?

(5) Renseignements tirés de l'ouvrage d'Allard *et alia, Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France*, Paris, Seuil, 1978.

Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord

Un article du *Monde* du 20 janvier nous apprend que la Cour européenne des droits de l'homme, saisie par le gouvernement de Dublin, a récemment décidé que l'impérialisme britannique s'était rendu coupable en Ulster de traitements « inhumains » et « dégradants », mais non de *tortures*. Pour qu'il y ait torture il faut en effet qu'il y ait, selon nos savants juristes, une « cruauté particulière », autrement dit que les bourreaux prennent plaisir à faire souffrir. Or n'importe quel Bigeard ou Massu vous le dira : ce n'est pas par plaisir qu'ils ont torturé ou massacré des milliers et des milliers d'Algériens, c'est simplement parce que c'était leur travail de professionnels de la répression au service de l'impérialisme français. La soi-disant « Cour des droits de l'homme » exonère donc en principe la torture et le terrorisme d'Etat. Quoi d'étonnant à cela ? Comment les Etats et leurs émanations pourraient-ils condamner, ne serait-ce que platoniquement, l'utilisation de ces méthodes, puisqu'ils savent parfaitement qu'*ils en ont besoin et qu'ils en auront encore plus besoin dans l'avenir ?* Si donc les juges de Strasbourg méritent quelque chose, ce

n'est pas la vertueuse indignation des « démocrates » et des défenseurs des mythes bourgeois, mais bien nos remerciements pour avoir confirmé que ces fameux « droits de l'homme », ainsi que toutes les conventions et cours de justice qui s'y rattachent, ne sont que des rideaux de fumée juridiques et idéologiques à l'abri desquels les bourreaux peuvent opérer en toute tranquilité. Comment pourrait-il en être autrement ? *Les « droits de l'homme » n'ont jamais existé et n'existeront jamais.* Comment, dans toute société basée sur l'exploitation et l'oppression d'une classe par une autre, et en particulier dans la société impérialiste, la plus oppressive de toutes, la notion même de « droits de l'homme » pourrait-elle être autre chose qu'une cynique mystification ? La dictature du prolétariat, elle, tournera le dos à l'hypocrisie bourgeoise, et affichera clairement qu'elle est une dictature, sans se lier par aucun « droit » ou « garantie », vrais ou faux, accordés à la classe vaincue. Quant à la société socialiste, elle sera une *société d'espèce fonctionnant organiquement* dans laquelle l'idée de la codification des « garanties constitutionnelles » de chacun des membres ne viendra même plus à l'esprit, car elle n'aura aucun sens.

Le mythe des « droits de l'homme » a pu trouver une base matérielle dans l'existence de systèmes de garde-fou *internes* à la classe bourgeoise et réservés à ses seuls membres : il s'agissait donc en réalité tout au plus des *droits du bourgeois.* La classe dominante a même pu faire semblant, quand aucun danger ne troublait sa domination, de respecter des « garanties » pour les membres des classes opprimées — ce qui présentait d'ailleurs l'avantage de mieux enfoncer dans leurs cervelles tous les mensonges démocratiques. Mais comme l'ont montré les sanglants exemples des répressions coloniales menées par les impérialismes les plus « démocratiques », dès que les intérêts bourgeois sont menacés, finie la rigolade des droits de l'homme : carte blanche à la répression et feu à volonté ! Il en sera de même lorsque la domination bourgeoise sera menacée au cœur des métropoles : contre le prolétariat révolté — souvenons-nous du traitement infligé à la Commune de Paris par la bourgeoisie qui a rédigé la fameuse « Déclaration » de 1789 — il n'y aura aucun « droit de l'homme » qui tienne, simplement la violence bourgeoise dans toute sa nudité.

***

En quoi consistaient les « non-tortures » d'Irlande du Nord ? En l'application aux prisonniers des « cinq techniques » dernier cri de la science la plus perfectionnée de notre époque, la science de l'oppression : les détenus sont encapuchonnés et exposés pendant de longues périodes à des sifflements insupportables de très haute intensité, alimentés au minimum, privés de sommeil, obligés de rester debout contre un mur dans des positions pénibles pendant des journées entières. Par rapport à la torture *non-démocratique* genre Amérique latine, qui sème des cadavres par centaines et laisse des séquelles à ceux qui en réchappent, la torture *démocratique* de nos nations civilisées présente deux avantages évidents : elle ne laisse pas de trace physiques (c'était déjà une des qualités de la *gégène* en Algérie) et elle permet au tortionnaire de recommencer autant de fois qu'il le voudra.

En 1870 déjà, Jenny Marx décrivait en ces termes dans la presse les tortures infligées aux prisonniers irlandais : « Depuis 1866, 20

Fenians sont morts ou sont devenus fous dans les prisons de l'humanitaire Angleterre » ; « M. Carey, un journaliste, est gardé à présent dans la partie de la prison réservée aux fous, le terrible silence et les autres formes de torture auxquelles il a été soumis ayant fait de lui une masse de chair vivante qui a perdu toute raison » (1). Un siècle de « progrès » démocratique et de « victoires » renouvelées des forces du Bien sur le fascisme ont amené ce brillant résultat : les brutes analphabètes préposées aux sévices ont cédé la place aux médecins expérimentateurs.

Mais la malheureuse Irlande continue de servir de laboratoire aux expériences des bourreaux britanniques et de terrain d'exercice *in vivo* sur lequel l'armée de Sa Majesté s'entraîne à l'interrogatoire, à la surveillance, au quadrillage urbain, à la guerre de rues, en somme se prépare à ses missions d'avenir. « L'Irlande, écrivait Marx en 1871, est le seul prétexte qu'a le gouvernement anglais pour conserver une forte armée régulière qui, s'il le faut et comme cela s'est déjà produit, *pourra être utilisée contre les travailleurs anglais après avoir effectué son entraînement militaire en Irlande* » (2). Or savez-vous qui vient d'être nommé commandant en chef des forces britanniques en Ulster ? Le Bigeard anglais en personne, un certain général Creasey, dont le *Sunday Times* du 6 novembre 1977 nous livre l'éloquent palmarès :

« Creasey, âgé de 54 ans, a de longs états de service dans la guerre coloniale, en grande partie dans la lutte contre les guérillas. Sa vie a été consacrée à l'infanterie depuis qu'il a rejoint l'Armée des Indes pendant la deuxième guerre mondiale. Il a brièvement participé à la lutte contre l'IRA pendant sa campagne à travers la frontière en 1956 ; a été commandant de brigade pendant la campagne du Kenya contre les Mau-mau ; a commandé un bataillon dans la guerre d'Aden ; et, comme commandant en chef en Oman de 1972 à 1975, a été le principal responsable de la défaite des nationalistes du Dhofar ».

Par rapport à ce qu'écrivait Marx, le dispositif a donc encore été perfectionné : les répressions coloniales ont servi d'entraînement à la répression en Irlande, qui sert elle-même d'entraînement à la répression dans les métropoles quand il le faudra (3). D'ailleurs, l'objectif de préparation à la lutte anti-insurrectionnelle interne a été exprimé dès 1971 dans un livre publié avec la caution de l'Etat-major britannique par un autre spécialiste des répressions coloniales, le général Kitson (Malaisie, Kenya, Chypre), sous le titre : *« Les opérations de basse intensité. Subversion, insurrection, maintien de l'ordre »* (4). Le but de cet ouvrage est, selon l'auteur, *« d'attirer l'attention sur les mesures qui doivent être prises aujourd'hui pour préparer l'ar-*

(1) Article publié sous le pseudonyme de J. Williams dans *La Marseillaise*, 9 mars 1870. Retraduit de Marx-Engels, *On Ireland*, Londres, 1971, p. 81.

(2) *Communication confidentielle* du Conseil général de l'Internationale, *op. cit.*, p. 162-163.

(3) Et qui sert d'ailleurs *dès maintenant*, comme l'a montré l'épisode de *Boeing* du Mogadiscio où le commando allemand a opéré sous la supervision et avec le matériel (les *stun grenades)* fourni par les « conseillers » britanniques.

(4) Frank Kitson, *Low Intensity Operations. Subversion, Insurgency, Peace-keeping*, Londres, 1971. Dans sa préface, le chef d'Etat-major de l'armée britannique écrit : *« Ce livre est écrit pour le soldat d'aujourd'hui, pour l'aider à se préparer aux opérations de demain ».*

mée à combattre la subversion et les insurrections, et à prendre part à des opérations de maintien de l'ordre dans la deuxième moitié des années 1970 » (p. 198). En effet, explique-t-il, « *s'il se produisait des difficultés sérieuses, comme celles qui pourraient résulter d'une chute sensible du niveau de vie, tous ceux qui dissipent actuellement leurs protestations sur un large éventail de sujets* [ô irremplaçable démocratie !] *pourraient concentrer leurs efforts et créer une situation que la police n'aurait plus la force de maîtriser. Si cela se produisait, l'armée aurait pour mission de rétablir rapidement la situation* » (p. 25). Divers chapitres sont donc consacrés aux « buts et méthodes de l'ennemi », aux relations avec les autorités civiles en période de troubles, au renseignement, à l'équipement nécessaire, à l'entraînement, etc. On ne saurait être plus explicite !

⁂

On imagine quels gros éclats de rire doivent accueillir, dans les états-majors de ces armées qui s'exercent en permanence à la répression tous-terrains, les niaiseries réformistes sur le « respect des droits de l'homme », « l'armée populaire », ou les fadaises de certains gauchistes sur l'armée démocratique « qui ne doit pas *devenir* [!] une armée de guerre civile ». Pendant que tous ces gens bavardent et endorment la classe ouvrière avec leurs mensonges et leurs sottises, *les professionnels de la répression, eux, s'entraînent et se préparent.*

Mais en se préparant, ils nous montrent la voie : sans la force de classe organisée, centralisée, entraînée, *implacable,* du prolétariat, sans la préparation sérieuse et systématique à l'affrontement inévitable avec les forces de la domination bourgeoise, il est hors de question que la classe ouvrière puisse s'émanciper de l'esclavage capitaliste. C'est cette voie-là qu'il s'agit de préparer afin que, le jour venu, le prolétariat soit prêt à exercer efficacement et *sans retenue aucune* sa violence de classe !

LA "MALADIE INFANTILE"

CONDAMNATION DES FUTURS RENEGATS

(Sur la brochure de Lénine : « La maladie infantile du communisme »)

I. La scène du drame historique de 1920.
II. Histoire de la Russie, ou de l'humanité ?
III. Points cardinaux du bolchévisme : centralisation et discipline.
IV. La trajectoire accélérée du bolchévisme.
V. Lutte contre les deux camps antibolchéviks : le réformisme et l'anarchisme.
VI. La clé des « compromis permis par Lénine ».
VII. Appendice sur les « questions italiennes ».

Une brochure de 100 pages - Prix : 7 F.

Notes de lecture

Jiri Pelikan, ou le stalinisme à visage humain

Jiri Pelikan a été, comme on sait, un des dirigeants et représentants du fameux « Printemps de Prague ». C'est à ce titre que son livre *S'ils me tuent* (Grasset, 1975) nous intéresse. Dans ce livre, Pelikan veut, en tant que porte-parole de ses camarades réduits au silence, à la fois « *apporter un témoignage sincère sur notre génération formée dans la résistance, puis dans l'édification d'une société socialiste, puis dans l'examen critique et autocritique de celle-ci* », et s'interroger sur l'avenir du socialisme : « *Après tout ce que j'ai vécu, ai-je encore le droit de croire à un socialisme authentique, différent du soviétique* [...] *Quelles sont donc les conditions nécessaires* [...] *et quelles garanties avons-nous de ne pas voir les « déformations » du socialisme depuis si longtemps perverti contaminer les chances d'une alternative socialiste dans les pays développés ? Et tant d'autres questions !* » (p. 11).

Or, si son témoignage, ses questions et réponses sont intéressants, ils témoignent, hélas, d'une *incapacité absolue* à sortir du stalinisme. A condition de comprendre que le stalinisme *ne peut pas* être défini par la dictature policière, la terreur, les calomnies, l' « absence de démocratie », etc., mais par son *rôle historique* et son *contenu politique*. Nous allons voir que le prétendu « socialisme à visage humain » ne remet en question que les *formes brutales* dans lesquelles se manifestait la politique stalinienne, mais nullement *cette politique elle-même*, qu'il pousse au contraire à ses conséquences le plus ouvertement *anti-communistes*.

Il n'est d'ailleurs pas étonnant qu'un Pelikan soit incapable de sortir du stalinisme. Il s'agit là d'une incapacité *congénitale*, non pas personnelle mais, comme il le dit lui-même, caractéristique de toute une génération : celle qui a adhéré aux PC autour de la deuxième guerre impérialiste ; celle qui, croyant peut-être adhérer au communisme, a adhéré précisément... *au stalinisme !* Si loin qu'elle aille dans la critique, jamais elle ne remet en question cette adhésion fondamentale. Pelikan nous en donne l'exemple typique. C'est vers 1939 qu'il est « *venu au communisme* » : en réalité il a adhéré au Front national, à la Défense de la Patrie, à l'Union de toutes les classes « anti-fascistes », bref, il a adhéré au stalinisme. Mais — déjà ! — partiellement en opposition à la Russie. Celle-ci revenait alors sur sa politique des années précédentes, sur l'alliance avec les impérialismes occidentaux, concluait un pacte avec le Reich et partageait la Pologne avec lui. Ce pacte germano-

soviétique (1) a provoqué des secousses terribles dans les PC, en particulier ceux où les traditions démocratiques et nationalistes étaient les plus fortes : le PCF, et plus encore le PC tchèque.

Ce dernier, « *était lié à la population, luttait depuis les premiers jours contre l'occupation allemande, mais le plus souvent il faut le dire, en contradiction avec les instructions de Moscou* » (p. 30) dit Pelikan, et il illustre ce fait *général* par son expérience personnelle :

« *Un soir, mon frère arriva à la maison l'air préoccupé : « Nous allons distribuer un tract que je dois écrire. Les instructions du Parti arrivées directement de Moscou ne sont pas diffusables, il faut les réécrire ». Il me lut les instructions de la direction du Parti qui se trouvait alors à Moscou. En substance : cette guerre était une guerre injuste entre pays impérialistes qui voulaient se partager le monde ; nous, résistants communistes tchécoslovaques, n'avions aucun intérêt à la soutenir ; les soldats allemands en Tchécoslovaquie, prolétaires en uniforme de l'armée allemande, étaient des frères de classe ; il fallait donc lutter contre la propagande chauviniste de la petite-bourgeoisie et notre ennemi principal était l'impérialisme anglo-saxon, français, américain ainsi que le président Benès en exil à Londres ; lui aussi, nous devions le combattre.*

» — *On ne peut pas distribuer un tract avec de telles instructions, me disait mon frère, car ici, les gens ne comprendraient pas. Aide-moi à le réécrire.*

« *Je me mis en colère :*

» —*Non, non ! Car si la direction du Parti à Moscou a adopté une telle attitude, elle prouve qu'elle ne comprend rien à notre lutte contre l'occupant nazi qui reste notre principal ennemi. Pense-t-elle aux autres, aux non-communistes qui luttent dans la résistance ? Ils sont aussi nos alliés et il n'y a aucune raison de se dresser contre eux, de nous battre entre nous !* » (p. 28).

Il est vrai que la parodie de « défaitisme révolutionnaire » pratiquée alors par le Komintern était

(1) Les démocrates ont été indignés par ce pacte germano-soviétique, surtout ceux que Moscou poussait ainsi à lutter contre leur propre patrie ! Si la Russie avait encore été un Etat prolétarien, ce pacte aurait évidemment été scandaleux, *mais pas plus* que les accords Staline-Laval de 1935 ou l'alliance de guerre avec la « Grande Démocratie » alias l'impérialisme US !

Mais la Russie avait renoncé à promouvoir la révolution internationale en soutenant politiquement et matériellement le prolétariat, elle défendait *ses intérêts nationaux*, sous couvert d' « exporter la révolution par les baïonnettes de l'Armée Rouge ». Dans cette optique (non prolétarienne) il était conséquent de s'allier *d'abord* à l'impérialisme le plus faible pour essayer d'abattre le plus fort. On voit que ce n'est pas Mao qui a inventé la théorie de « l'ennemi principal et l'ennemi secondaire ». Si une politique bourgeoise comme celle des maoistes était capable de continuité, ils devraient d'ailleurs revendiquer la lutte d'Hitler contre leur ennemi principal du jour, la Russie !

Si la tentative a échoué, c'est parce que l'impérialisme allemand n'a pas osé se lancer à fond contre les despotes du marché mondial, l'Angleterre en déclin et les U.S.A. en pleine ascension ; il a essayé de transiger avec eux, espérant qu'ils lui abandonneraient le contrôle de l'Europe en échange de l'écrasement de la Russie.

Staline a brillamment renversé ses alliances. Mais au lieu de se trouver ensuite face à une Allemagne épuisée par sa victoire, il a eu affaire à l'ogre américain dont la production et l'appétit avaient été stimulés par la guerre.

répugnante (2). Pas seulement parce qu'elle était mise au service des intérêts de l'*Etat russe* et non du prolétariat international, mais surtout parce qu'elle reprenait *formellement* à cette fin la dénonciation *juste* de la guerre impérialiste et du social-patriotisme, la revendication de la lutte de classe internationale ; parce que cet intermède caricatural entre deux périodes d'alliance avec les impérialismes dominants, d'apologie du patriotisme et de défense de la démocratie servait en réalité à ridiculiser et à liquider définitivement la position *fondamentale* de l'Internationale Communiste. Bien entendu, ce n'est pas cela qui choquait les Tillon et autres Pelikan, mais au contraire le fait qu'on évoquait, même de cette façon caricaturale, le spectre de la lutte de classe, l'idée — horreur ! — de « *nous battre entre nous !* »

Le *nous* de Pelikan ne représente évidemment pas le prolétariat international mais les « patriotes » et plus généralement tous les Tchèques. C'est bien du point de vue de ce *nous*-là qu'il dénonce « *une autre légende : Hitler n'a été battu que par l'armée soviétique et elle seule nous a libérés. Autrement dit, les autres alliés n'auraient pas mené une guerre sérieuse contre les nazis et n'auraient attendu que l'affaiblissement de l'Union soviétique pour dominer le monde. Que celle-ci ait subi les plus grands sacrifices durant la Deuxième Guerre mondiale, c'est indiscutable, ce sera son mérite dans l'Histoire, et mes compatriotes, comme moi-même, lui en seront toujours reconnaissants ;* [...] *Pourquoi dissimuler que d'autres pays — les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, etc. — ont consenti eux aussi, des sacrifices ? Qu'ils ont lutté et apporté leur soutien à notre cause ?* » (p. 47). Voilà une façon d'écrire l'histoire qui sort tout droit des manuels de l'école bourgeoise, et qui est aux antipodes des positions communistes !

Nous avons insisté sur l'attitude de Pelikan par rapport à la guerre impérialiste, invariante de 1938 à 1975, parce qu'elle montre clairement sur quel terrain il se place et dans quel cadre il situe toute sa perspective : celui du peuple et de la nation. Or, c'est bien *le stalinisme* qui a été l'expression politique du triomphe de cette orientation bourgeoise dans la Russie des soviets et dans l'Internationale Communiste. C'est lui qui a chargé le prolétariat de « ramasser le drapeau national que la bourgeoisie laissait [soi-disant] tomber dans la boue », c'est lui qui a identifié la défense de la Patrie avec la lutte pour le socialisme et permis aux social-patriotes de croire qu'ils adhéraient au communisme !

Mais cette attitude montre aussi *quand et pourquoi* Pelikan s'oppose à la Russie : lorsque, et dans la mesure où, les intérêts *nationaux* de la Tchécoslovaquie et de la Russie s'opposent. Il est tout à fait exact que la ligne politique imposée par Staline aux PC ser-

(2) Pour voir à quel point Trotsky surestimait la situation et prenait ses désirs pour des réalités, on peut rappeler ce qu'il écrivait au début de juin 1940 : « *En France, les staliniens font preuve de courage contre leur gouvernement. Ils sont toujours inspirés par Octobre. Ils constituent une sélection* d'éléments révolutionnaires trompés *par Moscou mais honnêtes* » (Cité par Y. Craipeau dans *Contre vents et marées*, p. 53).

Courageux, ils l'étaient ; et, sans doute, y avait-il parmi eux des militants « honnêtes ». Mais Trotsky était bien placé pour savoir que *jamais*, même dans ses meilleurs moments, le PCF n'avait constitué « une sélection d'éléments révolutionnaires inspirés par Octobre ». Et en 1940... *moins que jamais !*

vait les intérêts nationaux de l'Etat russe. Nous, communistes, nous la critiquions parce qu'elle allait à l'encontre des *intérêts de classe du prolétariat international.* Pelikan, lui, la critique parce qu'elle fait fi des intérêts nationaux de la Tchécoslovaquie. A cet égard aussi une continuité parfaite relie ses positions de 1968 à celles de 1938 : « *Cela me conduit à une réflexion douloureuse : notre peuple n'est-il pas en droit, aujourd'hui, de juger que nous, les communistes, ne sommes guère plus capables d'assurer l'indépendance nationale, lorsqu'elle est menacée par l'Union soviétique ou par tel pays socialiste, que d'autres ne se montrèrent capables de défendre cette indépendance en 1938 contre les envahisseurs nazis ? Chez beaucoup de nos compatriotes, ces événements ont approfondi le sentiment que les dirigeants communistes sont, dans leur majorité et de par leur formation idéologique passée, à tel point conditionnés vis-à-vis de l'Union soviétique qu'il leur paraît inimaginable de risquer un conflit avec la Patrie du socialisme. En ces jours de 1968, les masses populaires attendaient des communistes, qui étaient à la tête du pays et détenaient le monopole de la décision, qu'ils défendissent non seulement les intérêts de leur Parti, mais aussi — et surtout — ceux du pays. Ces intérêts du pays, nous les avons trahis...* » (p. 230) en acceptant le diktat de Moscou, écrit-il en 1975.

La discrétion avec laquelle Pelikan glisse sur la nature de ces « intérêts du pays » opposés à ceux de la Russie est cependant remarquable. En 1939, le problème était simple : la tentative de partage de l'Europe orientale en zones d'influence entre la Russie et l'Allemagne abandonnait la Tchécoslovaquie à la domination de cette dernière. Mais en 1968, qu'est-ce donc qui les oppose ? En bon stalinien, Pelikan admet que les pays de l'Est sont *socialistes,* tous tant qu'ils sont. Cela l'oblige, tout comme les idéologues du Kremlin, à cacher désespérément les oppositions *d'intérêts matériels* de ces Etats nationaux et bourgeois, oppositions d'intérêts matériels dont il ne semble même pas soupçonner l'existence ! Qu'il s'agisse de la Yougoslavie ou de la Chine, de la Hongrie, de Cuba ou de sa Tchécoslovaquie chérie, ce champion des « intérêts du pays » ne voit que des *divergences idéologiques* avec les Russes : des façons différentes de concevoir et de pratiquer le socialisme, et la peur des Russes devant la « force de contagion » d'un socialisme « à visage humain », non-bureaucratique, libéral et démocratique : « *Pourquoi l'évolution de ce pays* [la Tchécoslovaquie] — *amorcée depuis plusieurs décennies — a-t-elle été ainsi rejetée en bloc ?* » D'après Pelikan « *le caractère socialiste de la Tchécoslovaquie était resté intact. La raison du conflit est donc — aussi bien entre 1945 et 1950 qu'en 1968 — que la direction soviétique jugea et juge intolérable tout exemple de socialisme différent du sien parce qu'elle pensait que le succès de l'expérience tchécoslovaque d'un socialisme à visage humain aurait des répercussions fâcheuses pour elle, aussi bien en Union soviétique que dans les autres pays de l'Est. C'est la raison pour laquelle les Soviétiques ont décidé de punir de façon exemplaire, une fois de plus, la Tchécoslovaquie et de donner ainsi un avertissement décisif aux autres pays* » (p. 84).

Cette explication laisse cependant Pelikan lui-même insatisfait, et on le comprend ! C'est que les bases théoriques de son « socialisme à visage humain » ont été posées justement... par les Russes. La fameuse « déstalinisation » est partie du rapport Krouchtchev au XX[e] congrès ; c'est à ce congrès, et sur-

tout au XXII[e] que les Russes ont mis en avant la libéralisation et la démocratisation et désavoué les méthodes « brutales et autoritaires » de l'époque stalinienne. Mais il faut remonter plus haut ; on voit alors que le véritable fondateur des théories de Pelikan n'est autre que... Staline lui-même. Tout en affirmant que « *à partir de 1945, les communistes tchécoslovaques avaient déjà tenté de créer une forme nouvelle de transition de la révolution nationale et démocratique* (3) *à la révolution socialiste qui n'exclue pas les méthodes pacifiques, démocratiques et parlementaires* », Pelikan doit reconnaître que « *leurs efforts semblaient même avoir été soutenus par Staline qui, dans une interview accordée à une délégation du Labour Party, disait* [...] *qu'il n'était plus nécessaire d'instaurer une sorte de dictature du prolétariat et que la voie parlementaire vers le socialisme devenait valable* » (p. 83) (4). Nous laissons à leurs épigones le soin de déterminer dans un procès en paternité qui, de Staline, Thorez, Gottwald, Mao ou autre Togliatti a lancé *le premier* la théorie des « voies nationales et démocratiques au socialisme ». De toute façon, cette théorie qui rejette les principes fondamentaux du communisme et qui résume les aspirations des hirondelles de Prague aussi bien que des « eurocommunistes », cette théorie est le plus beau fleuron de l'école stalinienne.

C'est bien parce qu'il fait partie de cette école que Pelikan reste perplexe devant la contradiction suivante : chaque fois que des PC lancent des théories qui reprennent *le stalinisme* ou développent *ses conséquences* — théories généralement lancées auparavant par les Russes eux-mêmes — ceux-ci leur tapent sur les doigts... ou sur la gueule !

Il ne comprend pas que cette contradiction n'est que la forme mystifiée sous laquelle se manifeste une contradiction *réelle* du stalinisme. Comme théorie, celui-ci est né pour justifier la construction forcenée du capitalisme russe (baptisé « socialisme »), pour briser la ligne prolétarienne de l'Internationale Communiste, la démanteler en tant qu'organisation de classe et l'utiliser pour les besoins de l'Etat russe. Pour cela il faisait du socialisme (de ce qu'*il appelait* socialisme) une affaire *nationale,* revendiquant toujours davantage l'indépendance nationale, la souveraineté nationale, l'intérêt national, tout en essayant de soumettre à l'intérêt national *russe* celui des autres pays. Récusant et brisant pratiquement *l'internationalisme prolétarien,* le stalinisme est tombé fatalement dans la contradiction du *nationalisme bourgeois,* qui essaie de couvrir par les sermons sur la liberté, l'égalité et la fraternité des nations la réalité de l'oppression et de l'exploitation des petites nations par les grandes. Cette contradiction s'y trouvait même accentuée, parce

---

(3) Pelikan affirme lui-même que la Tchécoslovaquie était déjà un pays capitaliste développé. Y parler, en 1945, de « révolution nationale et démocratique » relève de la plus effroyable confusion stalinienne. Il est vrai que certains trotskystes ont donné tête baissée dans ce panneau.

(4) Kaplan, de son côté, rapporte cette déclaration de Gottwald au CC du PC tchèque en septembre 1946 : « *Je peux vous assurer que moi aussi, durant ma dernière visite à Moscou, j'ai parlé avec Staline de ce problème. Le camarade Staline m'a dit que, comme l'expérience l'a démontré et comme l'enseignent les classiques du marxisme-léninisme, il n'existe pas une seule voie obligatoire qui passe par les soviets et la dictature du prolétariat, mais que dans certaines circonstances particulières il peut y avoir aussi d'autres voies au socialisme* » (cf. *Le Monde,* du 6-5-77).

que d'une main Moscou *devait pousser* les PC dans le nationalisme pour détruire toute position de classe, et de l'autre elle *devait empêcher* ce nationalisme d'aller à l'encontre de ses propres intérêts nationaux. Bien entendu, cette contradiction prendra les formes les plus aiguës dans les pays qui, après la seconde guerre impérialiste, seront directement soumis à la Russie et exploités par elle.

Il est proprement stupéfiant qu'en quelque 300 pages qui tournent autour des rapports de la Russie avec ses satellites, Pelikan ne mentionne pas une seule fois *le pillage économique* qu'elle leur a fait subir, depuis le vol pur et simple d'usines entières en 1945, jusqu'au blocage ou à la « taxation » de leurs échanges avec l'Ouest aujourd'hui, en passant par les prix imposés, les participations obligatoires, etc., bref tout l'arsenal des échanges « inégaux » qui indignent tant les tenants du « commerce honnête ». C'est d'autant plus stupéfiant que cette exploitation est particulièrement criante dans le cas de la Tchécoslovaquie, pays beaucoup *plus avancé* du point de vue capitaliste que la Russie : ici, le pillage ne peut absolument pas se cacher sous les lois du marché capitaliste, mais apparaît crûment comme imposé *par la force*. Et c'est encore plus stupéfiant si l'on se souvient que les Russes ont occupé la Tchécoslovaquie en août 1968 *précisément* pour l'empêcher de suivre son « intérêt national » en échappant à leur contrôle économique et en glissant vers l'Ouest !

C'est bien parce que l'exploitation à laquelle elle les soumet renforce le nationalisme des pays de l'Est, et que ce nationalisme trouve fatalement son expression politique dans leurs PC, que la Russie a dû faire régner en leur sein la terreur la plus implacable. Les procès qui hantent Pelikan ne sont pas ceux de Moscou en 1936, au cours desquels s'est parachevée la liquidation de *la vieille garde bolchévique*. Non, ce sont les procès des Slansky, Rajk et autres Gomulka, les procès qui frappaient des dirigeants *staliniens* des PC, mis en place par Moscou, orientés par Moscou sur la ligne de la défense et libération nationale, du Front national et démocratique, mais qui, de par leur implantation populaire et leur influence acquise dans ces luttes, risquaient de devenir les interprètes et les instruments du nationalisme *anti-russe*. Ces poussées nationalistes sont d'ailleurs si fortes, et provoquées chaque jour de nouveau par la domination russe, que même des dirigeants installés après une intervention militaire (tel Kadar à Budapest, après 1956), sont poussés vers les positions de ceux qu'ils remplacent : les épurations des PC sont un travail de Sisyphe sans cesse à recommencer et le bourreau d'hier devient la victime d'aujourd'hui. Alors, il lui arrive de « faire son autocritique » et de découvrir les beautés du libéralisme et de la tolérance...

Si, comme le fait Pelikan, on ne voit dans ces ballets macabres qu'arbitraire policier, volonté de puissance ou manifestation d'une « lutte idéologique », on ne peut évidemment rien y comprendre. Et il ne reste alors qu'à leur opposer la revendication morale d'un « socialisme » où toutes les opinions et tous les droits des individus seraient respectés. En oubliant que les « droits » codifient les antagonismes sociaux, et que les « opinions », loin d'être libres, expriment les intérêts des différents groupes sociaux. On en arrive ainsi au « socialisme à visage humain », que nous allons dévisager d'un peu plus près.

En ce qui concerne la notion même de *socialisme*, Pelikan est

extrêmement discret, du moins dans le domaine économique. Nous avons déjà vu qu'il ignore les relations économiques qui sont à la base des rapports entre Etats (5). Il en va de même pour les rapports sociaux en général.

Le marxisme considère que toutes les manifestations de la vie sociale sont *déterminées* en dernière analyse par les rapports de production, et voit dans le passage au socialisme la destruction des *rapports capitalistes de production* et l'épanouissement d'un nouveau *mode de production* appelé par le développement historique. Pour nous, la différence entre capitalisme et socialisme n'est pas une différence *quantitative* mais *qualitative :* il s'agit de deux modes historiques de production différents, dans lesquels *tous* les rapports sociaux sont différents.

Le stalinisme a réduit cette différence qualitative à la simple « nationalisation [et encore...] des moyens de production », et a cherché la marque du socialisme dans une *course quantitative,* en particulier les fameux taux d'augmentation de la production ; c'est normal, puisqu'il était le camouflage théorique de la course à *l'accumulation capitaliste* en Russie. Quant à Pelikan, patriote d'un pays capitaliste déjà développé, il critique ce critère absolu du productivisme, mais c'est pour déplacer la *compétition quantitative* dans le domaine... *moral.* En économie, sa caractérisation du socialisme est encore mille fois plus indigente que celle de Stalien dont elle dérive. Il nous la donne en affirmant que les « réformes » du Printemps de Prague n'avaient pas altéré le socialisme en Tchécoslovaquie : « *Le caractère socialiste de la Tchécoslovaquie était au contraire resté intact* » puisque « *pas une usine n'était retournée à ses anciens propriétaires, qu'aucune coopérative agricole ne s'était désintégrée.* » (p. 84).

Voilà donc ce qui définit l'économie socialiste selon Pelikan : la nationalisation des usines et la formation de coopératives dans l'agriculture. Et encore, il ne faut pas aller trop loin dans ce sens puisque, lors de sa troisième visite à Cuba en 1967, Pelikan s'inquiète de voir « *que les dirigeants cubains, quoique conscients des fautes commises dans les pays socialistes, allaient commettre les mêmes erreurs : nationalisation de tout le commerce et des petites entreprises, collectivisation des terres...* » (p. 130). Si on comprend bien, l'économie socialiste correspond à peu près au Programme commun ! On se demande d'ailleurs quel « pays socialiste » a commis ces « fautes » et ces « erreurs » là, puisque même en Russie les terres sont loin d'être collectivisées, et que le commerce *privé* et la petite entreprise *privée* y subsistent dans des proportions non négligeables (6). Quoi qu'il en soit, Pelikan voit l'économie socialiste à la manière stalinienne, ou plutôt khrouchtchevo-brejnevienne, puisque pour le vieux Staline la persistance du marché et du salariat

(5) Il est évident qu'il n'y a pas *que* les facteurs économiques qui déterminent les rapports entre Etats. Ainsi, par exemple, on ne peut pas négliger le fait que les pays de l'Europe de l'Est constituent un *glacis militaire* pour la Russie.

(6) Voir par exemple la critique de la récente Constitution russe dans *Programme Communiste* nº 74, ou l'article « Le mythe de la « planification socialiste » en Russie » dans le nº 69-70. On trouvera notre critique générale du pseudo-socialisme russe dans *Dialogue avec Staline* et *Dialogue avec les morts* ou, en italien dans le volume *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi.*

faisait encore problème (comme on dit), alors que ses héritiers, Pelikan compris, *ne savent même plus* que le socialisme implique leur abolition !

Tout ce joli monde qualifie allègrement de « socialiste » une économie qui repose sur le travail salarié et le marché ; sur l'autonomie des unités de production, de l'atelier artisanal au complexe sidérurgique, du lopin individuel au kolkhose géant, de l'usine à la nation ; sur la course au profit et à l'accumulation ; bref, une économie *capitaliste.* La différence, il ne leur reste plus qu'à la chercher, encore une fois, dans le domaine des valeurs morales. Ainsi, Brejnev la voit dans l'apparition d'un « *citoyen de type nouveau* » ou d'une « *communauté sociale et multinationale historiquement nouvelle* » en Russie (voir *Le Monde* du 24-11-77). Quant à Pelikan, voici ce qu'il dit :

« *Si l'on me demandait à quoi je reconnais une société comme socialiste, je répondrais :*

» — *Qu'elle marque un progrès politique, économique et culturel par rapport à la société capitaliste.*

» — *Qu'elle donne à la majorité des citoyens* plus *de justice,* plus *d'égalité,* plus *de possibilité d'épanouissement et de développement,* plus *d'accès à l'éducation, à la culture et à l'information,* plus *d'indépendance nationale.*

» — *Qu'elle développe une solidarité accrue entre les peuples.*

» — *Qu'elle instaure des relations plus humaines entre les hommes.*

« *Le socialisme se distingue du capitalisme non par le degré de productivité et de croissance de la production, mais d'abord par le degré de liberté, de justice, d'égalité et de participation active des citoyens à la vie publique* » (p. 272).

C'est Pelikan qui souligne les cinq *plus,* pour bien montrer qu'il ne s'agit pas pour lui de révolutionner de fond en comble la société, mais simplement d'augmenter quantitativement ce qu'il considère comme les « bons côtés » du capitalisme, puisque c'est « *par rapport au système de la démocratie parlementaire* » qu'il faut mesurer ces accroissements !

Voilà un « socialisme » que la *Fabian Society* n'aurait pas désavoué, mais qui n'a rien de commun avec celui du prolétariat ! Dire que Pelikan ose se dire — et peut-être se croit — communiste ! Il ignore que des « relations plus humaines... » sont impossibles tant que l'homme, sa capacité de produire et ses produits sont des articles de commerce. Il ne s'intéresse pas aux classes et à leurs luttes, mais aux citoyens et à leurs libertés : « *Où se situe au fond la compétition entre le socialisme et le capitalisme ? Le socialisme doit prouver qu'il est capable de débarrasser les gens non seulement de la crainte du chômage et de l'exploitation économique, mais aussi de la censure et des tutelles de toutes sortes, y compris au nom de la classe ouvrière. Le socialisme doit ouvrir la voie à un pluralisme politique sans répression policière et administrative* » (p. 273).

Evidemment, si on admet que « les gens » ont été « débarrassés de l'exploitation économique » dans le bloc russe, s'il n'y a donc plus d'antagonismes de classe, la censure (!) et les « tutelles de toutes sortes » (!) apparaissent comme des cruautés *gratuites !* Mais il est absurde alors de leur opposer un « pluralisme politique », car il ne devrait plus y avoir de *politique* du tout ! Pelikan cite quelque part un dirigeant du PC tchèque, effaré par « l'inculture » marxiste des dirigeants russes actuels ; d'après lui, un secrétaire de cellule de la province tchèque en sait plus qu'eux.

Nous le croyons sans peine ! Mais la « culture » de Pelikan lui-même est *stalinienne* et non marxiste : il ignore le déterminisme historique, il ignore l'économie marxiste, il ignore la théorie de l'Etat, et il a même balancé par dessus bord le *but* du mouvement révolutionnaire, la société communiste. Nous avons souvent montré que tous les révisionnismes se présentent comme *empiristes*, et reprennent sous une forme ou une autre la formule de Bernstein : « le but n'est rien, le mouvement est tout ». Pour Pelikan, « *le socialisme doit ouvrir la voie à un pluralisme politique...* » et personne ne sait où tout cela pourra bien mener. Car « *... il me semble qu'il faut réviser l'idée d'une société communiste pour laquelle le socialisme ne serait qu'une étape de transition. Si notre conception de la société communiste reste toujours telle qu'elle est présentée par les théoriciens marxistes, à savoir une société d'abondance matérielle (à chacun selon ses besoins), son avènement n'est pas pour demain si l'on considère la situation actuelle de l'humanité toute entière (et pas seulement la société capitaliste), confrontée au problème de la limitation de l'énergie et des matières premières, à celui des carences alimentaires et de l'explosion démographique* » (p. 273).

En définissant ainsi le communisme simplement comme une « société d'abondance matérielle », Pelikan a escamoté ce qui le distingue *qualitativement* du capitalisme, le fait que c'est une *société sans classes !* Cela signifie en réalité qu'il ne conçoit même pas qu'on puisse *sortir du capitalisme*, et c'est bien pour cela que les problèmes quantitatifs d'énergie, de matières premières ou de démographie lui semblent insolubles : *ils le sont*, tant que l'activité sociale est déterminée par les *lois de la production capitaliste*. Engels a fait justice il y a plus d'un siècle de ces « problèmes insolubles » et, pour ne donner qu'un exemple, il faut rappeler que les « carences alimentaires » (bel euphémisme pour parler des souffrances des deux tiers de l'humanité qui n'ont pas assez à manger !) sont dues aux *rapports* de production et non à une insuffisance de *forces* productives : avec les capacités de production dont elle « dispose » aujourd'hui l'humanité pourrait manger largement à sa faim, si seulement elle *en disposait* vraiment, si seulement la production était orientée par les *besoins des hommes* et non par ceux du capital !

Si, effectivement, le communisme « n'est pas pour demain », ce n'est pas à cause des difficultés d'accroissement *quantitatif* de la production (Pelikan retombe ici dans le productivisme stalinien dont il prétendait se démarquer), mais parce qu'il faut *d'abord* réaliser un bouleversement *qualitatif* radical, celui de tous les rapports de production et des rapports sociaux qu'ils déterminent. L'abolition de tous les mécanismes de la production et de la circulation mercantiles ; la constitution de toute l'humanité en une seule unité de production et de consommation contrôlant et planifiant toute son activité ; la disparition de la division sociale du travail et des classes ; l'abolition de la différence entre ville et campagne par la destruction des villes et la répartition de la population sur toute la surface habitable ; l'élimination de l'économie domestique et de la famille qu'elle engendre ; la modification radicale de tous les rapports humains, des rapports entre les sexes et entre les générations ; ce formidable bouleversement, qui doit précéder un nouveau bond quantitatif des forces productives, et qui seul mérite le nom de *passage au socialisme*, exige évi-

demment une longue période de transition.

Ce qui nous distingue de toutes les variétés de « socialisme utopique » et de *socialisme réactionnaire* c'est non seulement la claire vision de ce but, mais aussi la « petite phrase » de Marx affirmant que *durant cette période de transition, l'organisation politique de la société ne saurait être que la dictature révolutionnaire du prolétariat.* Comme Lénine l'a rappelé, c'est cela la marque spécifique du marxisme : la revendication de la dictature du prolétariat conduisant à la société sans classes. Mais, bien entendu, celui qui a renoncé au but n'a aucune raison de prôner le moyen ; celui qui crache sur la société communiste ne peut que rejeter la dictature du prolétariat. Et celui qui a renoncé à détruire le mode de production et la société capitalistes n'a plus qu'à essayer de... *les réformer.* C'est à cela que s'applique Pelikan.

En fait, il veut surtout réformer *l'organisation politique* de la société capitaliste, son Etat. Quant à l'économie, nous avons vu que quelques nationalisations et coopératives, qui ne sortent en aucune façon du cadre des lois économiques du capitalisme, lui semblent déjà le *nec plus ultra !* Or, Pelikan n'est pas le premier qui prétend ainsi faire le bonheur des « gens » sans toucher aux fondements de l'économie capitaliste. Pouvait-il découvrir une méthode nouvelle et originale ? Non, bien sûr. Il ne peut que ressortir toutes les écœurantes fadaises bourgeoises sur la liberté et l'égalité, sur la démocratie et le parlementarisme, dont les « jeunes » — on appréciera l'originalité du cliché — seraient incapable de comprendre les avantages : « *Ce que j'ai retenu* [en 1939] *de la démocratie parlementaire ne doit pas être très différent de ce qu'en retiennent les jeunes d'aujourd'hui. Comment apprécierait-on le jeu subtil des partis politiques* [*sic*], *la liberté d'expression de l'opposition, alors que seule l'injustice vous révolte ? On ne voit que l'aspect négatif du système sans vouloir admettre ce qu'il a de positif* » (p. 23).

Pour condamner la dictature du prolétariat dirigée forcément par le seul parti communiste, et qui ne peut reconnaître de droits à une opposition qui représente des intérêts de classes adverses, pour encenser la démocratie parlementaire, Pelikan s'appuie toujours sur une certaine critique des Etats bourgeois de l'Est, faussement présentés comme socialistes : « *Nous constatons qu'en comparaison des pays développés le « socialisme existant » accuse dans le domaine des libertés un retard considérable...* ». Par là il ne se contente pas de poser un « domaine des libertés » qui plane dans l'absolu, mais il introduit une *échelle* de liberté dans laquelle la « démocratie bourgeoise » (alias dictature de la bourgeoisie) occupe le plus haut degré actuellement atteint ! « *... Un seul exemple mais éloquent : dans les démocraties parlementaires, en dépit de toutes les faiblesses* [!] *que nous leur connaissons, l'opposition au gouvernement en place existe et c'est un phénomène inséparable du système, les partis communistes sont légaux et jouissent souvent d'une autorité considérable...* » (p. 273), alors que dans les pays de l'Est « *nous ne trouvons aucune trace d'opposition politique légale* ».

Pelikan, qui prend les PC pour des partis... communistes, semble penser que la reconnaissance ou non d'une opposition légale relève de la plus ou moins grande gentillesse de la classe au pouvoir ! Mettons un peu d'ordre dans ce qu'il embrouille à plaisir : la dictature

du prolétariat ne tolérera pas d'opposition légale, parce qu'elle prive les autres classes de *droits politiques*, c'est très simple ; pour la dictature de la bourgeoisie, c'est plus compliqué, parce qu'elle *n'avoue pas* qu'elle est la dictature d'une classe, mais se prétend « Etat du peuple tout entier ». Quand la bourgeoisie a la possibilité de neutraliser la lutte de classe du prolétariat en corrompant ses couches supérieures, matériellement par les surprofits impérialistes et politiquement par l'opportunisme ; quand le niveau de ces luttes est faible et qu'elles restent dans le cadre de la légalité bourgeoise, l'existence d'une opposition *qui fait partie du système* renforce considérablement sa stabilité. Chaque fois qu'elle le peut, la bourgeoisie s'offre ces *amortisseurs de secousses sociales* que sont la démocratie, l'opposition légale, etc. Mais, bien entendu, lorsque les antagonismes et les conflits sociaux deviennent *trop* violents, ces amortisseurs ne suffisent plus, ils gênent alors l'emploi des moyens d'oppression ouverte qui s'imposent, et la bourgeoisie les écarte, au moins temporairement. Alors, les chantres de la liberté invitent le prolétariat non pas à renverser la domination de la bourgeoisie pour instaurer *la sienne*, mais à rétablir la démocratie, le parlementarisme, et l'opposition légale.

Mais qui dit parlementarisme, dit pluripartisme ; et réciproquement, qui revendique la pluralité des partis revendique le parlementarisme. Ainsi Pelikan : « *... j'ai déjà souligné que le système du Parti unique et l'existence (dans les pays socialistes de l'Est) d'un groupe dirigeant très restreint ne permet pas de préparer des programmes d'alternative susceptibles d'être utilisés au moment opportun. Il en sera malheureusement ainsi — et l'on continuera à manquer d' « équipe de rechange » — tant qu'on ne renversera pas le plus grand obstacle que représente le monopole du Parti unique et tant qu'une discussion plus libre ne sera pas admise* » (p. 185). A lire attentivement ce passage, on voit que Pelikan y dit *la même chose* que nous dans le paragraphe précédent, mais *du point de vue de l'Etat bourgeois et de sa stabilité :* programme d'alternative et équipe de rechange à utiliser au moment opportun, et voilà une crise sociale surmontée !

L'escroquerie, c'est de présenter ces facteurs de stabilité de la société bourgeoise comme des conditions de la transformation socialiste ; de vouloir imposer à la transformation révolutionnaire de la société le cadre des amortisseurs de heurts sociaux de la société capitaliste ! Et de laisser entendre que cette attitude a quelque chose de « communiste » : « *Je ne juge pas comme une faute que le parti communiste ait voulu jouer* [en 1948] *le rôle dirigeant ; j'ai déjà souligné que le réflexe* [sic !] *commun à tous les partis, est de lutter pour tenir la barre. Cela dit, je crois que la question était et reste toujours celle-ci : le parti communiste aurait-il, en obtenant la majorité, laissé assez d'espace aux autres partenaires politiques pour qu'ils puissent exercer leurs fonctions politiques au gouvernement ou dans l'opposition ? Le parti communiste était-il prêt à respecter le système des élections démocratiques et de l'opposition au point d'accepter, s'il était mis en minorité aux élections suivantes, d'abandonner le pouvoir, de le partager ou de se retirer dans une opposition loyale ? Le problème se poserait aujourd'hui dans les mêmes termes en France ou en Italie si la gauche unie devait gagner les élections* » (p. 63-64).

On le voit, Pelikan a exactement la même perspective que les Ber-

linguer, Carillo et autres « eurocommunistes ». Mais s'il applaudit au *Projet de Déclaration des Libertés* du PCF, s'il approuve pleinement Marchais qui identifie socialisme et démocratie, socialisme et liberté, il a peur, il doute, il voudrait des garanties... Une grande expérience lui a montré que le chemin qui mène à la dictature totalitaire du capital est pavé de bonnes intentions libérales et démocratiques : en Allemagne de l'Est en 1945 ou en Tchécoslovaquie en 1948, le stalinisme revendiquait lui aussi le pluripartisme, la liberté, la démocratie... Evidemment, notre auteur n'a pas reconnu le capitalisme sous le déguisement « socialiste » fabriqué par Staline. Mais dans le *monde entier* le libéralisme et la démocratie mènent à la dictature ouverte du capital ; les revendiquer caractérise la bourgeoisie, et ne peut pas aboutir à autre chose. Notre idéaliste ne comprend pas qu'à la longue aucun Etat bourgeois ne peut tenir ces promesses-là. Il ne comprend pas ce que chante, dans *l'Opéra de Quatre Sous* de Brecht, Peachum, l'usurier-receleur-exploiteur des mendiants : « Qui ne voudrait être bon ! Qui ne voudrait aimer son prochain ! Mais, hélas, les circonstances ne le permettent pas ! »

Ces circonstances, ce sont les antagonismes qui naissent inexorablement du fonctionnement de l'économie capitaliste, et il ne suffit pas de changer son nom, de la baptiser « socialiste », pour les effacer. Ce sont ces antagonismes, antagonismes entre les classes ou entre les Etats qui balaient les « bonnes volontés » qui prêchent la liberté, la démocratie et l'indépendance nationale. Ou, plus exactement, ces antagonismes ne leur laissent un peu de jeu que lorsqu'ils ne sont *pas trop violents* et que les mécanismes libéraux-démocratiques suffisent à les amortir.

Le marxisme a montré la mystification de la liberté et de la démocratie. Aux alternances de domination douce et brutale de la bourgeoisie, de dictature camouflée ou ouverte du capital, il oppose non la défense ou la revendication de la liberté et de la démocratie, mais celle de la *révolution violente* et de la *dictature du prolétariat* dirigée par le parti, *seule* possibilité de sortir de ce cycle infernal. C'est *le stalinisme* qui a estompé cette position fondamentale, restaurée par l'Internationale Communiste, et l'a remplacée progressivement par la démocratie interclassiste *en théorie*, et la dictature du capital en fait. Les Marchais et les Pelikan ne renient nullement l'œuvre du stalinisme, qui a détruit la doctrine et l'organisation révolutionnaire du prolétariat en même temps qu'il réalisait l'accumulation capitaliste en Russie. Du stalinisme, ils ne rejettent que les aspects révolutionnaires, le parti unique, la dictature, la terreur, qu'il avait hérités de la révolution prolétarienne et gardés, comme camouflage et parce qu'il pouvait les utiliser à ses propres fins révolutionnaires *au sens bourgeois*. Ils s'appuient sur ce qu'il a fait pour pousser ses positions politiques *jusqu'au bout*, jusqu'au démocratisme bourgeois vulgaire, en prêchant un impossible « capitalisme à visage humain ». Qu'ils soient persécutés dans les pays de l'Est ou se préparent à assumer la direction de l'Etat bourgeois dans certains pays de l'Ouest, leur programme et leur action sont les mêmes : soumettre le prolétariat aux impératifs de l'intérêt national et l'empêcher de retrouver *son orientation et son action indépendante de classe.*

Entre ces staliniens à visage humain, plus répugnants encore que leurs aînés « inhumains », et les communistes, il ne saurait y avoir aucune espèce de solidarité ni d'en-

tente, mais seulement la lutte la plus acharnée. Pelikan reproche à une certaine gauche de « choisir » parmi les opposants à l'Est ceux qu'elle veut défendre et, encore une fois, en appelle à la démocratie universelle : « *J'ai plusieurs fois expliqué à ces camarades de la gauche qu'une telle attitude est injuste et dangereuse, car chaque répression, dans les pays socialistes, a d'abord commencé contre les non-communistes et s'est abattue ensuite sur les communistes eux-mêmes. Si nous voulons être sincères, nous qui affirmons être porteurs d'une liberté plus grande que celle du système bourgeois parlementaire, il nous faut garantir la liberté de tous, nous battre pour que les opposants aient le droit d'exprimer eux aussi leur point de vue et c'est seulement alors que nous avons le droit de les combattre par des arguments politiques. Il faut défendre avec la même résolution les libertés des opposants politiques aussi bien que les nôtres, si nous voulons avoir le droit moral de critiquer nos adversaires* » (p. 88). Dire que ce sont ces feuilles mortes de l'automne social-démocrate, balayées par Lénine et Trotsky dans leur lutte féroce contre Kautsky, qu'on ose présenter comme la floraison du Printemps socialiste !

Pour notre part, nous dénonçons au contraire le soutien que, sous prétexte de démocratie justement, divers mouvements qui se prétendent communistes apportent aux Pelikan et autres stalino-démocrates. Nous nous moquons éperdument du « droit moral » de critiquer nos adversaires : nous les combattons à mort ! Aujourd'hui avec l'arme de la critique, demain avec la critique par les armes. Aujourd'hui et demain au nom du *droit et du devoir historique du prolétariat de lutter pour son émancipation !*

Les contortionnistes du PCF Circus

Le propre de l'opportunisme, c'est que même lorsqu'il tient son cap obstinément fixé vers les horizons bourgeois de la paix sociale, de la conservation du marché, du salariat, des classes, de la nation et de l'Etat qui les défend, il doit au moins *feindre* de se référer à la boussole marxiste, quitte à la déclarer périmée (le Nord, voyez-vous, aurait changé de place...), ou inutilisable pour son trajet si « particulier ». Cependant que le vaisseau tricolore du PCF cingle toujours plus vite au port du réformisme ouvert en dépit de son pavillon de circonstance anti-PS, il délègue donc à quelques penseurs professionnels le soin de lui fabriquer non pas une justification théorique, mais *tout un éventail* (il vaut mieux parer à tout...) de constructions plus ou moins fantastiques destiné à rassurer ceux que la vision idyl-

lique du passage pacifique ... à la « démocratie véritable » laisserait insatisfaits : notamment les survivants d'une période stalinienne où l'opportunisme se couvrait d'une phraséologie plus dure, et des fractions intellectuelles petites-bourgeoises qui ont déjà provoqué quelques remous aux frontières du PC (scissions de l'Union des Etudiants Communistes, conversions au maoïsme après 68, etc.).

Si souples d'échine que soient, par fonction, les spécialistes chargés de ce travail de trompe-l'œil, l'alignement du langagè même du PCF sur le pur et simple libéralisme bourgeois les oblige à des acrobaties de plus en plus délicates. Certains abandonnent la partie, comme Althusser qui, après avoir plaidé après le XXII[e] congrès (1) pour un peu plus de retenue dans le reniement, est allé rejoindre à Venise le flot des dissidents déçus, en « découvrant » qu'en fin de compte, « il n'y avait pas de théorie marxiste de l'Etat » (en voilà encore un qui n'a pas volé son salaire de marxiste de faculté !). D'autres ont suivi le chemin inverse et se cramponnent aux textes classiques, comme Balibar dans son étude *Sur la dictature du prolétariat* (Maspéro, 1976). Ce livre est, dans ses grandes lignes, une défense de l' « étroitesse » dogmatique du léninisme, et un rappel formellement correct des positions marxistes qui suffirait à écraser non seulement les élucubrations antérieures de l'auteur, mais celles du parti à l'intérieur duquel il croit pouvoir travailler... du moins si la lutte, même théorique, pouvait se faire avec les seules armes de la critique, et plus précisément de la critique doctrinale. Ce qui caractérise le livre de Balibar, c'est son incapacité congénitale à retrouver le *fil du temps*, et, en particulier, à mesurer la nature réelle et la profondeur de la dernière vague opportuniste. Il entrevoit bien la continuité entre le PC actuel et le Staline de 36 (*Sur la dictature...*, pp. 35-36) et même 24-26, la convergence croissante entre les Etats démocratiques et fascistes ne lui échappe pas (voir en particulier sa conclusion). Mais il ne saisit pas la différence entre révolution prolétarienne et révolution double, et s'épuise en vain à justifier le Lénine de 17 en inventant des « phases de transition » intermédiaires. Il a beau s'interroger sur la persistance des classes, du salariat et de l'économie marchande, il ne met pas en doute « l'existence même du socialisme dans un certain nombre de pays ». Pateaugeant dans l'histoire avec les repères incompatibles de la théorie marxiste et des vérités officielles du stalinisme, Balibar finit par voir dans le fossé qui sépare l'opportunisme du marxisme le symptôme d'une « crise historique du léninisme » : ce qui le dispense de nommer comme tel, et *dans son ensemble* le courant opportuniste renforcé actuel, dont il montre pourtant la parenté avec Bernstein et Kautsky.

Flottant ainsi au-dessus de l'histoire, méconnaissant la profondeur de la contre-révolution qui a fait de tous les partis de l'ex-Internationale Communiste des instruments inutilisables pour la lutte révolutionnaire, organisés au contraire pour la dévoyer, et, au besoin, la réprimer, les « théoriciens critiques » à la Balibar sont condamnés, tant qu'ils ne tireront pas de leur critique toutes ses conséquences, à être utilisés par le PC comme des *cautions* de libéralisme, ou d'orthodoxie selon les publics et les moments, à l'usage des cercles intellec-

(1) Dans sa conférence... à la Sorbonne, reproduite sous le titre *XXII[e] Congrès* (Maspéro, 1977).

tuels ou étudiants devant lesquels ils sont produits comme des ours savants.

*

La réponse doctrinale officielle du PCF aux états d'âme de Balibar est donnée dans le livre de Fabre-Hincker-Sève *Les communistes et l'Etat* (Editions sociales, 1977). On a beau s'attendre à tout avec un « philosophe marxiste » du calibre d'un Sève, on ne peut s'empêcher d'avoir un haut-le-cœur en lisant « l'argumentation » des auteurs. Qu'on en juge :

« La transition elle-même [au socialisme] ne pourra commencer que par la conquête démocratique électorale de la majorité dans les conditions mêmes de la domination politique du grand capital. *En cherchant bien, on trouvera sans doute quelques vieilles citations marxistes affirmant qu'il y a là une chose impossible* [souligné par nous - NdR]. C'est regrettable pour ces citations, mais elles sont infirmées par ce qui se prépare sous nos yeux » (pp. 144-145).

Les extraits les plus significatifs des « quelques vieilles citations » en question n'occupent pas moins de 70 pages du livre... de leur collègue de parti Balibar (et encore, à ces textes massifs et sans équivoque du *Manifeste* de 1848, des *Luttes de classes en France*, de *L'Etat et la révolution* convient-il d'ajouter pour le moins les Thèses fondamentales des trois premiers congrès de l'Internationale communiste (1918-1920) de portée expressément *mondiale*, tout le *Renégat Kautsky* de Lénine, la correspondance d'Engels avec Sorge et Lafargue, etc., etc.). Mais surtout, il s'agit tout simplement des *poutres maîtresses* de la doctrine marxiste, de ces *principes* du communisme que sont, comme Lénine n'a cessé de le marteler, la nécessité de la *destruction* de l'Etat bourgeois, et de la *dictature du prolétariat* dirigée par son parti de classe.

Comme même un militant du PCF risque de s'apercevoir de la grossièreté du procédé, nos compères sont bien obligés d'essayer de sortir un lapin de leur chapeau pour amuser la galerie. Ils auraient trouvé, nous disent-ils, dans le bloc de la théorie marxiste, « la première formulation d'une stratégie de passage pacifique au socialisme », en somme la faille providentielle qui pourrait servir de prétexte théorique à tous les reniements. Las ! Le lapin est faisandé, archi-pourri même, puisqu'il s'agit rien moins que d'un *faux* utilisé par tous les réformistes et les pacifistes sociaux depuis le début du siècle (2), à savoir l'*Introduction* écrite par Engels en 1895 pour la réédition des *Luttes de classe en France* de Marx. On sait que ce texte, déjà prudent dans sa formulation pour des raisons de censure, a été encore *censuré* et falsifié par la social-démocratie allemande à la grande colère d'Engels, pour lui faire dire le contraire de ce qu'il disait, ce que tous les social-pacifistes d'hier et d'aujourd'hui brûlent d'entendre : que « les choses auraient changé » et qu'un bulletin de vote pourrait transformer une bourgeoisie cannibale en pacifique « minorité » résignée à sa défaite. Il suffit de suivre, par exemple, la correspondance d'Engels avec Lafargue dans toute cette période de 1880-1895, pour voir que les succès parlementaires des partis socialistes n'ont jamais été pour Engels que des *indices* de l'extension du mouvement, qu'il suit tou-

(2) Rendons aux faussaires ce qui leur appartient : à notre connaissance, l'argument avait déjà été utilisé il y a une dizaine d'années par Andrieu dans son livre *Les communistes et la révolution* (Julliard, 1968).

jours en rapport avec la possibilité d'entraîner une partie de l'armée de conscription ; non le *substitut* de la révolution, mais comme il l'écrit à Lafargue, le baromètre qui « vous indique avec l'exactitude la plus irréprochable le jour où il faut en appeler à la *révolution par les armes* » (3). Les passages censurés de l'*Introduction* qui replaçaient ces possibilités limitées d'utilisation des moyens pacifiques dans la perspective *révolutionnaire* permanente ont été publiés avec éclat après la découverte du manuscrit complet par Riazanov dans les années 20 : plus moyen de revenir là-dessus. Mais cela n'empêche pas nos trois faussaires de s'appuyer sur ce texte et pratiquement sur *lui seul* pour tenter de donner à leurs classiques élucubrations réformistes l'estampille de l'orthodoxie.

Il leur faut bien reconnaître, toutefois, que l'histoire mondiale a suivi depuis un cours moins pacifique que la « géniale intuition » mensongèrement attribuée à Engels ne le laissait espérer au réformisme. Qu'à cela ne tienne : il y a dans la panoplie opportuniste tout un lot d'autres « clefs » providentielles pour expliquer, en particulier, la révolution russe. Dès 1918, on avait inventé de revendiquer ses caractères spécifiques de révolution double comme une excuse universelle à l'alliance avec les démocrates bourgeois, en faisant en revanche de ses caractères de *portée mondiale*, la destruction du parlement bourgeois, la dictature et la terreur rouge, l'inégalité des droits entre paysans, prolétaires et bourgeois, des particularités choquantes excusées par l'arriération du pays et la brutalité de ces « asiatiques » de bolcheviks. Ainsi, Fabre-Hincker-Sève citent Waldeck-Rochet au 17e Congrès du PCF (1964) : « Le Parti communiste français a rejeté l'idée que l'existence d'un parti unique était une condition obligatoire pour le passage au socialisme. Cette idée, soutenue par Staline, constituait une *généralisation abusive des circonstances spécifiques dans lesquelles se déroula la révolution d'Octobre* » (p. 100 - souligné par nous). Ainsi ne craignent-ils pas d'expliquer les pages de Lénine dans *Le Renégat Kautsky* contre les illusions bourgeoises sur la démocratie et la liberté et contre les sociaux-démocrates qui les entretiennent, par « les conditions de 1918, vécues de surcroît à travers l'expérience russe, voire celle de la passion polémique » (p. 63). En somme, ce Lénine n'était qu'un Russe peu civilisé qui se laissait trop facilement emporter... Le cliché n'est pas nouveau : il a déjà été abondamment été utilisé dans les années 20 par toute la pourriture social-démocrate européenne.

Lénine et l'Internationale auraient donc « généralisé » : péché majeur pour tous les opportunismes, qui ne manquent pas d'entonner l'*hymne au concret*, passeport classique de ceux que le déterminisme historique gêne dans leur soif de compromis : rien n'est comparable à rien, c'est la pratique qui décide, etc. Gramsci reçoit ainsi, après avoir connu une période de purgatoire, un grand coup de chapeau des théoriciens du PCF : il donne en effet une caution à la fois intellectuelle et militante à l'éclectisme et à l'évolutionnisme le plus platement bourgeois. Ses bourdes sont recueillies comme des trésors théoriques : par exemple l'idée que la classe ouvrière pourrait s'assurer des positions d'avance dans la société bourgeoise, avant de prendre le pouvoir « à

(3) Lettre du 12 novembre 1892, *Correspondance avec Paul et Laura Lafargue*, Ed. Sociales, tome III, p. 229. On trouvera une foule de citations semblables dans la correspondance d'Engels entre 1890 et 1895.

l'instar de la bourgeoisie française au XVIII[e] siècle » (p. 71), alors que la doctrine marxsite repose justement sur l'impossibilité pour le prolétariat d'une telle « infiltration ».

Mais il ne suffit pas de célébrer l'évolution, il faut tout de même donner à la « nouvelle voie » l'appui de quelques arguments historiques « concrets ». A ce point, nos compères nous font longtemps languir avant de produire leurs preuves. Ils s'appuient d'abord sur... la conviction intime et le sentiment des citoyens. Les Français, ces êtres si pacifiques, ont de l'aversion pour la guerre civile, ils l'ont prouvé en 1958 (p. 101). Les principes de la dictature et de la révolution violente appartiennent à un autre âge et « il ne viendrait à l'idée d'aucun marxiste sérieux de les appliquer à une époque où les forces du socialisme à travers le monde l'emportent déjà sur celles du capitalisme [*sic*!], dans des pays où une classe ouvrière nombreuse, éduquée et organisée peut rassembler autour d'elle une majorité de forces pour passer au socialisme » (p. 58).

En 1899 déjà, Bernstein avait remisé la dictature du prolétariat comme une relique d'un autre âge : « Cette idée est actuellement à ce point démodée qu'on ne se sert plus de l'expression de *dictature* sans la dépouiller de sa signification réelle, qu'on remplace par une autre, beaucoup plus faible ». Et d'expliquer que, s'il a fallu détruire violemment les institutions féodales, c'est qu'elles étaient « raides ». Les institutions démocratiques, elles, sont « souples », on pourra se contenter de les assouplir encore pour obtenir une « vraie démocratie » en utilisant les divisions de la bourgeoisie : celle-ci « ne forme pas un seul bloc réactionnaire ; elle se compose de couches très diverses, qui peuvent s'unir contre un danger qui les menace toutes. Or la social-démocratie ne les menace pas toutes également » (4). Les « théoriciens » du PCF ont beau consacrer à Bernstein un paragraphe dédaigneux, ils sont contraints de puiser dans le même arsenal : la concentration du capital dans les mains de quelques familles (on feint d'ignorer que ces quelques individus sont intimement liés, par des réseaux multiples et tenaces, à un Etat armé jusqu'aux dents) — la « nouvelle attitude de la petite bourgeoisie » (dont le *Manifeste* de 48 montrait déjà que même opprimée par le capital, elle cherche toujours à faire tourner en arrière la roue de l'histoire) — les conflits internes qui pourraient ouvrir des failles dans l'Etat (dès qu'un juge a des crises de conscience ou que des policiers parlent syndicat...) : toutes ces décisives « nouveautés » ont déjà été brandies par Bernstein et Cie et réfutées par Lénine et Rosa Luxemburg. Mais elles renaîtront comme le phénix aussi longtemps que l'influence bourgeoise dans les rangs ouvriers alimentera le courant réformiste.

S'il y a une nouveauté par rapport au début du siècle, c'est l'argument du « camp socialiste », lancé après la deuxième guerre impérialiste par le stalinisme pour justifier la possibilité (à l'époque c'était seulement la possibilité, mais la logique inexorable de l'opportunisme réformiste a tôt fait de la transformer en *obligation*) des « voies pacifiques » au socialisme. L'ennui pour cette belle théorie, c'est qu'il n'y a évidemment pas de « camp socialiste », ni au singulier ni au pluriel. Mais y en aurait-il un qu'on se demande quelle aide il pourrait bien apporter dans la vision de nos auteurs à une « vé-

(4) Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, Paris, 1900, pp. 235-236.

ritable démocratie » en marche vers le socialisme menacée par la réaction, puisque le social-chauvinisme défend *mordicus* le principe *de la non-ingérence et du chacun chez soi*, le tout baignant dans le pacifisme le plus plat ! Aurait-on encore quelques doutes ? Allons, les USA ne sont pas tout-puissants, nous chantent les auteurs : voyez le Vietnam, le Cambodge, le Laos, l'Angola. Ces exemples prouveraient « qu'une intervention extérieure [...] est de plus en plus périlleuse pour l'impérialisme ». L'ennui est que cette argumentation de circonstace « oublie » tout simplement l'essentiel : si l'impérialisme a dû reculer, c'est précisément devant des masses *armées*, au prix de combat sanglants, et non à coup de bulletins de vote ! Mais le sommet de l'ignominie est atteint à propos du Chili : les théoriciens de la perspective criminelle qui a livré les masses chiliennes *pieds et poing liés au bourreau* n'ont pas peur d'écrire, pour toute épitaphe, que dans ce pays « les événements tragiques [...] n'ont pas réussi à anéantir les espoirs démocratiques ». Tout ne va donc pas si mal, et ces Messieurs sont prêts à faire massacrer les travailleurs désarmés (par leurs soins) autant de fois qu'il le faudra !

Une fois débarrassés à peu de frais de la nécessité de la révolution violente, les auteurs reviennent dans la deuxième partie, consacrée à la description du « pouvoir et de l'Etat démocratique » sur l'embarrassante formule marxiste « briser l'Etat », pour se livrer à une série d'ébouriffantes jongleries verbales. Dans les *Cahiers du Communisme* (n° 5, 1977) Lucien Sève posait la question : « Que devient le mot d'ordre briser l'Etat ? Il y a sans aucun doute quelque chose à briser : c'est le mécanisme unique de l'Etat et des monopoles ». C'est un échantillon des « solutions » jésuitiques que propose le PCF, sur la trace des Bernstein, des Kautsky, des Vandervelde, tous experts en jeux de mots. Briser l'Etat signifierait : « briser *avec* la domination des monopoles » ! (p. 150). Ce qui devrait être transformé, ce n'est pas les institutions, la nature, la fonction de l'Etat, mais « le rapport de l'Etat à l'ensemble de la société » (p. 146)... Quand le PSU envisage d'accepter un portefeuille ministériel, il baptise cela « occuper l'Etat » : il suffit de s'entendre sur les mots ! Le PCF annonce qu'il va conserver la Constitution (et même le président, « pour dédramatiser », a précisé Marchais le 29 janvier), l'Assemblée Nationale (qui a bien souffert et sera, comme le drapeau national, « revalorisée »par l'Union de la gauche), la police « au service des citoyens », l'armée « confirmée dans sa mission de défense nationale à l'exception de toute autre ») avec, pour les soldats, l'obligation de réserve et « l'impérieuse nécessité du loyalisme et de l'obéissance hiérarchique » (p. 203). Bref, seuls le système préfectoral, les juridictions d'exception et le secteur réservé du président se verront retouchés, et l'on prétend « briser » ainsi « avec » le capitalisme monopoliste d'Etat ! *Briser l'Etat*, martèle Lénine, sans pitié pour les oreilles délicates de messieurs les amateurs de synonymes, « *réduire en miettes* », « *faire disparaître de la surface de la terre la machine de l'Etat bourgeois* » (5), « faire sauter, *exploser* » (6). Mais l'opportunisme est prêt à toutes les contorsions pour passer sous silence l'inévitable *violence* révolutionnaire et le *cannibalisme* de la contre-révolution qui rend nécessaires la dictature de classe, l'armement du prolétariat, l'exigence de ne pas laisser à

(5) *L'Etat et la Révolution, Œuvres*, tome 25, p. 510.
(6) *Ibid.*, p. 516.

la bourgeoisie ces armes que sont l'égalité formelle des droits tant que l'ex-classe dirigeante détient les biens, les connaissances, les relations, les moyens de s'en servir internationalement contre le prolétariat. Lénine consacre un chapitre entier du *Renégat Kautsky* à cette « violation de la démocratie pure » qui est la condition expresse de la dictature (7). L'opportunisme préfère « oublier » que la dictature est nécessaire non seulement pour réprimer la résistance « *prolongée, opiniâtre et désespérée* » des exploiteurs, mais aussi pour remplir ces tâches gigantesques que sont la suppression du marché, du salariat, l'organisation d'une économie réellement planifiée, libérée de l'échange et de la concurrence à l'échelle internationale, la marche vers l'abolition de la division du travail, la collectivisation (ce mot est devenu, pour ces soi-disant « communistes », une injure...) des tâches domestiques : toutes tâches qui définissent le socialisme, et dont nos « théoriciens » ne soufflent évidemment mot, ni pour le présent ni pour l'avenir.

Leur Etat bourgeois pieusement conservé serait pourtant, disent-ils, « profondément différent ». Il y règnerait la « transparence » entre l'Etat et les administrés (rêve que les idéologues petits-bourgeois ont toujours caressé au milieu des marécages parlementaires les plus fangeux !). Les suggestions viendraient de la base, grâce aux multiples comités locaux qui fleurissent ici sur le papier en concession à la mode autogestionnaire, devenue le refuge de tous ceux qui veulent éluder la question des rapports de forces entre les classes (et que le PCF, qui l'a longtemps critiquée, tend de plus en plus à adopter en raison de ses commodes fonctions de cache-misère théorique). Grâce à cette démocratie locale — mais attention, dans « l'ordre et la légalité », en condamnant « toute action aventuriste ne correspondant pas aux possibilités réelles » (p. 174) — on pourrait infléchir dans le sens des intérêts des masses un Etat « déjà traversé aujourd'hui par la lutte des classes, liée à celle des masses en général ».

*

Ce thème de la crise de l'Etat qui permettrait, comme disait Bernstein, de « déplacer les forces à l'intérieur » de ses différentes institutions, et tout le clinquant gradualiste dont les auteurs l'habillent, ils en sont en partie redevables aux théoriciens qui les ont fabriqués hier en pêchant un peu partout, chez Gramsci, chez Mao (les contradictions par paires remplaçant le processus dialectique global), et même chez Marx, Engels, Lénine, artistement déformés et redécoupés : les mêmes qui se plaignent aujourd'hui que le PC en fasse un usage trop droitier... Dans un article paru en 1972 dans *La Pensée* (8), Balibar prétendait expliquer que la découverte essentielle faite par Marx et Engels après la Commune était cette possibilité pour le prolétariat (« et ses alliés ») de briser l'Etat « en faisant surgir à côté de lui et contre lui des formes de pratiques et d'organisation politiques totalement différentes » d'une part, et en « pénétrant sur le terrain de l'Etat et de l'appareil d'Etat » pour ... se substituer progressivement à lui en utilisant ses contradictions. Par une opération de pure et simple contrebande, les remarques de Marx et Engels reprises par Lénine

(7) Voir *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, *Œuvres*, tome 28, p. 265 et suivantes.

(8) « La rectification du Manifeste Communiste », *La Pensée*, n° 64.

dans *L'Etat et la Révolution* sur les éléments « non étatiques » de la Commune, « forme enfin trouvée » de la dictature prolétarienne, sont transférées à... l'Etat bourgeois lui-même, qu'on pourrait ainsi amener, de fissures en fissures... à l'état de non-Etat.

Quel gain de temps ! Marx, Engels, Lénine, s'imaginaient qu'il fallait d'abord briser toute l'organisation de l'appareil d'Etat, disperser son personnel pour le remplacer par les ouvriers en armes, avec des délégués révocables, et qu'on ne pourrait s'acheminer vers l'extinction de l'Etat qu'après cette phase autoritaire, dictatoriale, poursuivant à travers des luttes intenses l'abolition des classes, condition indispensable à l'extinction de l'Etat. Pour Balibar et Cie on fait tout à la fois, on saute la transition, et voilà une fois de plus escamotée la phase où l'Etat bourgeois est *brisé, réduit en miettes.* Il y a quelque quatre-vingts ans, Bernstein, en cultivant la même confusion, avait présenté les remarques marxistes sur la Commune comme... une conversion de Marx en adepte proudhonien et fédéraliste des libertés municipales. Et Lénine remarque à propos de la réponse insuffisante que lui fait alors Kautsky : « Kautsky ressuscite en 1902 précisément ce qu'en 1872 Marx déclarait périmé dans le programme du *Manifeste Communiste* » ; en parlant, sans plus, de conquête de l'Etat, « l'auteur a choisi une formule qui est une concession aux opportunistes, puisqu'elle admet la conquête du pouvoir sans la destruction de la machine d'Etat » (9). Habillée par le disciple d'Althusser d'un vocabulaire moderne et « structuraliste », cette énième tentative pour faire dire à des textes de Marx le contraire de ce qu'ils disent fut, est-il besoin de le dire, accueillie avec faveur par l'opportunisme, et l'article de Balibar figure dans les références du libre de Fabre et Cie. Il fut « perfectionné » dans les organes théoriques du PC par cent fleurs analogues : voir par exemple dans un article de *La Nouvelle Critique* (10) présenté comme le bilan des réflexions du collectif de direction de l'école centrale du parti, le concept avancé par P. Blottin et J. Caron... d' « autonégation » (*sic* !) de l'Etat capitaliste, et autres sottises confinées, comme le disait Lénine des Bernsteinades « dans les limites de ce qui est autorisé par la police et prohibé par la logique ». Cette confusion savamment entretenue sur la question de la transition et de ses différentes phases aboutit, dans le livre de Fabre-Hincker-Sève, à une véritable bouillie doctrinale, à un « socialisme » toutes périodes confondues, où « les travailleurs disposent et où l'Etat organise » !

Quelque illusion qu'ils aient sur eux-mêmes, les théoriciens « critiques » formés à l'intérieur du PCF, notamment autour d'Althusser, n'ont en fait servi que de fournisseurs d'actuces « théoriques » destinées à sauver les apparences au milieu du reniement complet des principes du communisme. Seuls les gauchistes de salon ont pu s'imaginer qu'il pouvait en être autrement !

(9) *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, op. cit.*, p. 263.

(10) « Parti, Etat, transition au socialisme », *La Nouvelle Critique*, nº 74.

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.
£ 3.50 - $ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 40F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 p. - $ 1.00
Abonnement annuel : 24F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - $ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS
Abonnement annuel : 28 F - 280 FB - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM